

**LES ASSOCIATIONS
PROFESSIONNELLES OUVRIÈRES
EN ALLEMAGNE**

LEUR DÉVELOPPEMENT DEPUIS 1914

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le jeudi 1^{er} décembre 1932 à 14 heures

PAR

Albert BOURCERET

Président : M. OUALID, *professeur.*

Suffragants { MM. ROUAST, *professeur.*
NIBOYET, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Maresq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1932

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

**LES ASSOCIATIONS
PROFESSIONNELLES OUVRIÈRES
EN ALLEMAGNE**

LEUR DÉVELOPPEMENT DEPUIS 1914

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le jeudi 1^{er} décembre 1932 à 14 heures

PAR

Albert BOURCERET

Président : M. OUALID, *professeur.*

Suffragants { MM. ROUAST, *professeur.*
NIBOYET, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1932



MATRI DILECTISSIMÆ,

FILIUS MEMOR



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Limitée par son titre aux années qui ont suivi le grand événement de 1914, la présente étude devrait supposer connue l'évolution historique des associations professionnelles ouvrières depuis la période appelée par certains économistes *précapitaliste* jusqu'aux années de la guerre mondiale.

Il a paru néanmoins de bonne méthode de tracer l'esquisse du mouvement professionnel ouvrier en Allemagne, tant dans le passé ancien que dans le siècle dernier. On verra grâce à cet aperçu qu'en Allemagne comme ailleurs le xix^e siècle a senti se préciser et s'affirmer avec une vigueur croissante un mouvement qui s'était dessiné sous l'Ancien Régime : la marche à la libre association professionnelle, la marche à la liberté syndicale. L'étoile, sans doute, se déplacera longtemps avant de se fixer dans le ciel allemand d'après-guerre, mais ni la conjugaison de résistances intéressées, ni même la manière forte d'un Bismarck ne pourront rien contre le développement des faits économiques, toujours plus forts que les règles arbitraires du législateur ou les décrets souverains.

Au surplus la guerre de 1914, puis la Révolution de 1918 conduisirent l'Etat et les patrons à d'inéluctables conces-

sions vis-à-vis des organisations ouvrières. Mais si la débâcle de novembre 1918, en particulier, fit naître dans la classe « laborieuse » de larges espérances, on verra qu'elles ne se réalisèrent que partiellement.

Les organisations ouvrières et, avant tout, les syndicats libres ressortissant à la *Socialdémocratie*, dans les rangs desquels se pressent le grand nombre des travailleurs allemands, ont dû mener une rude bataille, non seulement pour conquérir des avantages nouveaux, mais même pour conserver à leurs adhérents et à l'ensemble des travailleurs les objectifs atteints. Ici, comme en d'autres domaines, on peut bien dire en un mot que l'on se trouve en présence d'une création continue.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'ANCIEN RÉGIME A 1914

CHAPITRE PREMIER

- I. — *Les origines. Les corporations.*
II. — *Les ligues de compagnons ; leur parenté avec les syndicats modernes.*

On a fréquemment mis en relief, surtout en France, le goût inné de l'association chez les Allemands. Un des leurs, le plus français peut-être, Henri Heine, émet lui-même quelque part cette significative boutade : « Jetez trois Allemands dans une île déserte et observez-les : ils commenceront par former une association ». On ne saurait plus ingénieusement peindre l'esprit grégaire de nos voisins (1). Encore siérait-il, pour être complet, d'observer que cette tendance se double d'un esprit de discipline remarquable,

(1) Sur ce point voir : Bonnefon, *Histoire d'Allemagne*, p. 42 et 426 suiv.

qui facilite la tâche des chefs. En vérité l'Allemand sait commander ; il sait surtout, et à tous les degrés des hiérarchies, obéir.

I. — *Les origines. Les corporations.*

Dans ces conditions ce n'est nulle merveille que l'Allemagne ait vu, au cours du siècle dernier et jusqu'aujourd'hui, se multiplier la végétation robuste des cartels et des grandes associations patronales et ouvrières. Mais, au Moyen Age déjà, c'est dans le groupement corporatif que les métiers urbains recherchèrent contre les violences une sauvegarde que le paysan avait, de son côté, trouvée auprès du seigneur.

Associations de travailleurs libres, les *Zuénfte* allemandes présentent alors les mêmes caractères que les corporations de France et des autres pays de la chrétienté. On y voit une hiérarchie fondamentale semblable : en premier lieu l'apprentissage, étape que doit parcourir l'aspirant au compagnonnage et à la maîtrise. La durée de cette épreuve varie, suivant les métiers, entre six et onze ans et pendant cette période la rémunération du travail de l'apprenti comprendra exclusivement la nourriture et le logement. Formé à sa profession par cette longue et laborieuse préparation l'apprenti franchit une seconde étape. Il devient valet (*Knecht*) ou, comme on dira plus tard, compagnon (*Geselle*). Il reçoit dès lors un salaire en argent. Des années vont encore s'écouler nombreuses avant qu'il voie son rêve se

réaliser et qu'il passe enfin, sous certaines conditions, au rang de maître.

Dans ce rôle suprême il est tout à la fois un artisan éprouvé, un directeur et un commerçant. Il travaille avec des apprentis et des compagnons qu'il dirige et dont le nombre est soigneusement déterminé par les statuts corporatifs (*Zunftordnungen*) afin d'éviter tout excès dans la production et de garantir contre la concurrence les membres de l'association professionnelle.

Jusqu'au commencement du xiv^e siècle une parfaite harmonie régna entre les éléments de cette hiérarchie laborieuse. Dans l'atelier des maîtres le régime, pendant tout le Moyen Age, demeure patriarcal. Les compagnons vivent au foyer du chef-artisan ; ils partagent avec lui et les apprentis le repas de famille. A l'intérieur de cette cellule les intérêts sont communs. Mais peu à peu une évolution devient sensible : l'accès à la maîtrise s'avère plus difficile et plus rare qu'autrefois, des privilèges s'établissent. S'ils ont des fils, ou des gendres, les maîtres cèdent à la tentation très naturelle de les préférer aux compagnons qui aspirent aux fonctions supérieures. Ce favoritisme devient peu à peu une coutume et c'est le cas ici de le répéter : la coutume a force de loi.

Il est désormais admis que le stage de compagnon sera abrégé, s'agissant des fils ou des gendres de maîtres. On dispense ces privilégiés des tournées de perfectionnement qui dans l'Empire correspondent au tour de France. Pour eux d'ailleurs l'exemption des droits de maîtrise est de règle.

Lorsqu'ils eurent ainsi le sentiment que par ces entrepri-

ses des maîtres ils étaient à peu près condamnés à la stagnation dans ce qu'on aurait déjà pu appeler *le salariat* les compagnons, tout naturellement, éprouvèrent le besoin de s'entraider. Les maîtres avaient déjà formé, de leur côté, des organisations dont l'objet était de leur assurer le monopole du marché et de raréfier le nombre de ceux qui en tiraient bénéfice. Les compagnons eux, créèrent des fraternités (*Gesellenbruderschaften*) qui tout en demeurant dans le cadre de la corporation évoluèrent peu à peu jusqu'à devenir des associations pour la défense des intérêts ouvriers, véritables ancêtres à ce titre des syndicats modernes (1).

A l'origine les fraternités se réunissent seulement pour des buts religieux et charitables : on honore le Saint, patron du corps de métier, par une procession solennelle ; le caractère charitable de ces sociétés se manifeste surtout par l'octroi de secours aux compagnons malades ou victimes d'accidents et par l'allocation de subsides spéciaux (*Wandergeschenke*) aux ouvriers qui font le tour d'Allemagne ; enfin le président de la fraternité (*Altgeselle*) joue le rôle de placeur.

II. — *Les ligues de compagnons, leur parenté avec les syndicats modernes.*

En principe donc ces groupements n'étaient pas des organisations créées pour influencer sur les conditions du travail.

(1) Dr. Nestriepke, *Die Gewerkschaftsbewegung*, Stuttgart, 1922, p. 3 et 136 ss.

Ils devaient pourtant prendre avec le temps une attitude combative en raison des abus qui ont été signalés plus haut. Au siège de la fraternité, à l'auberge (*Uerte*) les compagnons s'entretenaient naturellement *inter pocula* de leurs intérêts professionnels : Un maître peu accommodant vient de molester des compagnons ; ceux-ci vont clandestinement boucler leur sac ; ils se mettront en chemin, afin de trouver dans une autre ville, ou dans un autre pays une autorité plus débonnaire. Ils colporteront dans les auberges de la corporation la nouvelle que les maîtres de leur localité maltraitent leurs ouvriers. Et la solidarité entre les membres des fraternités est telle que souvent des villes sont à la lettre mises en interdit par les ligues de compagnons. Impossible désormais pour les maîtres de ces cités de trouver des ouvriers de remplacement. En effet, des piquets d'hommes qui font penser déjà aux postes de grève modernes sont établis à proximité de la ville interdite afin d'annoncer la mise à l'index aux compagnons en tournée qui ne la connaîtraient pas. Aux camarades contraints par les circonstances de faire sécession les fraternités allouaient des indemnités connues sous le nom de *Wandergeschenke*, véritables secours de grève, car le procédé de raréfaction de la main-d'œuvre, décrit plus haut, équivalait bien à une grève, lorsqu'il se généralisait dans tous les ateliers d'une région.

La cessation concertée du travail la plus ancienne dans l'histoire des métiers d'Allemagne paraît avoir été celle des ouvriers bourreliers de Breslau en 1329. Elle dura un an. Il y eut des mouvements plus importants en étendue. On se bornera, à cet égard, à mentionner l'assemblée de com-

pagnons que quatre mille ouvriers cordonniers voulaient réunir en 1407 à Rouffach avec l'appui du Burgrave Werner, bailli du lieu. Ces ouvriers venaient de toutes les villes du Haut-Rhin. L'assemblée fut interdite par l'autorité impériale alarmée par les princes de la région (1).

Cette insubordination croissante des ouvriers, on le conçoit, paraissait intolérable aux maîtres. Lorsque des compagnons habiles et instruits des procédés de l'atelier venaient à rompre avec le chef-artisan, il était difficile à celui-ci de leur trouver des suppléants d'une égale valeur professionnelle, d'autant plus que l'effet de la mise à l'index rendait bien souvent illusoires toutes les recherches des maîtres, soit dans la même ville, soit même au dehors. Grâce aux fraternités les compagnons n'avaient guère à regretter leur sécession. Ils trouvaient aisément à s'employer ailleurs, puisque les présidents de leurs associations étaient parfaitement au courant du « marché du travail ». Au surplus certains procédés de fabrication étaient l'apanage de quelques villes ou de quelqu'un de ces nombreux Etats, restes épars du Saint-Empire romain germanique. Aussi avec quel empressement n'accueillait-on pas dans les villes rivales la venue des compagnons errants originaires de ces ateliers privilégiés, dont on convoitait les mystérieuses recettes.

Pour cette raison aussi le mouvement d'indépendance des compagnons se heurta à la farouche opposition des

(1) Voir aussi le récit de la grève des compagnons boulangers de Colmar qui dura dix ans, de 1495 à 1505 dans *Geschichte der Gewerkschaften* du Dr. Hemala. Vienne, 1930, p. 9 et suiv.

maîtres. Ils surent trouver une aide toute naturelle auprès des princes et de l'Empire : L'autorité voit avec déplaisir se former des groupements dans l'Etat : si ces groupements sont clandestins elle n'hésite guère à proclamer des interdictions rigoureusement sanctionnées et, le cas échéant, à conduire des répressions énergiques contre les sociétés occultes. Les anciennes chroniques signalent que pour réprimer un mouvement insurrectionnel des compagnons la ville de Danzig menaça en 1385 de couper les oreilles aux révoltés. A côté de ces interventions brutales des autorités on voit la résistance au compagnonnage revêtir une forme plus rationnelle : des embryons de syndicats patronaux se créent çà et là pour s'opposer aux entreprises des compagnons. Au xv^e siècle, par exemple, les maîtres-tailleurs de Mayence concluent un accord avec les maîtres de vingt villes avoisinantes, afin de rendre vaines les exigences de leurs ouvriers. L'Empire lui-même, par un rescrit de 1530, interdit aux compagnons de se réunir pour discuter des questions intéressant les salaires (1).

Mais toutes ces ententes entre les maîtres et toutes ces prohibitions de quelque autorité qu'elles vinssent ne produisirent pas les résultats qu'en attendaient leurs auteurs. Dans les périodes où l'autorité se montrait particulièrement tyrannique et agressive, lorsqu'elle traquait les réunions de compagnonnage, celles-ci devenaient clandestines et les fraternités se camouflaient pour un temps sous la forme de sociétés de secours mutuels.

(1) Cf. Braun-Seidel, *Die Gewerkschaften*. Berlin, 1925, tome I, *passim*.

Il arriva un moment, toutefois, où l'Empire sur le territoire duquel les compagnons étendaient un réseau redoutable de relations, se vit dans la nécessité de prendre une mesure générale à l'encontre des fraternités. Sur l'initiative de la Saxe et de la Prusse, au xviii^e siècle, le souci de sa propre sécurité dicta à l'autorité impériale le fameux rescrit de 1731. Désormais, il était défendu aux compagnons de faire aucune « injonction » aux maîtres, de leur causer du dommage, d'entraver le recrutement des travailleurs, en un mot de se montrer rebelles vis-à-vis des maîtres de quelque manière que ce fût (1).

Pour être applicable, le rescrit devait constitutionnellement être ratifié par les Etats et par les Villes d'Empire. Malgré les rappels à l'ordre, beaucoup de princes, beaucoup de villes surtout, voulurent l'ignorer. Dans certains territoires importants tels que ceux de Prusse et de Saxe, par contre, on prit prétexte de la décision impériale pour accentuer les mesures répressives antérieures vis-à-vis des compagnons : interdiction absolue des réunions sous des peines sévères, ou tout au moins présence obligatoire de deux maîtres à ces réunions, défense aux compagnons d'accumuler les fonds utiles à des soi-disant buts d'entraide. Les sommes nécessaires à la bienfaisance devaient désormais être prélevées par les maîtres sous la forme de retenues sur les salaires des ouvriers ; procédé qui fait penser aux retenues patronales dans le système moderne des assurances sociales.

(1) V. Nestriepke, *op. cit.*, p. 140. *La liberté syndicale*, publication du B. I. T. Vol. III, p. 9, Genève, 1928. *Les Cours de droit*, Paris, 1929-1930. W. Oualid (Législation industrielle), p. 17 et 18.

Par ailleurs, et pour réprimer la participation aux grèves, on prévoyait en Bavière par exemple la peine redoutable de la bastonnade et en Prusse celle de l'enrôlement forcé à l'armée.

Jusqu'aux premières années du XIX^e siècle, il y eut encore en Allemagne des luttes sévères entre les pouvoirs publics et les groupements professionnels clandestins, mais peu à peu, à la suite probablement de répressions militaires, quelquefois sanglantes, les associations de compagnons perdirent de leur agressivité. En outre, et sous l'influence des idées individualistes que la Révolution française venait de mettre en honneur et dont l'application apparaissait dans la loi le Chapelier et dans les Codes de Napoléon, les Etats allemands en vinrent à prohiber tout ensemble les groupements professionnels reconnus et réglementés et les compagnonnages clandestins. La liberté de coalition semblait définitivement supprimée en Allemagne comme en France (1).

Dans la genèse du mouvement professionnel en Allemagne avant le XIX^e siècle que les pages précédentes ont esquissée on a eu l'occasion de rencontrer dans le compagnonnage une institution qui dans un cadre bien différent, il est vrai, préfigure en quelque sorte le mouvement syndical ouvrier moderne. De grands changements vont s'opérer dans les idées, dans les mœurs et dans les méthodes de production, mais l'esprit d'association professionnelle survivra. Il s'adaptera par la force des choses aux nouvelles circonstances de la vie économique.

(1) V. *La liberté syndicale*, *op. cit.*, p. 9 et la note 2.

CHAPITRE II

LE DIX-NEUVIÈME SIÈCLE EN ALLEMAGNE

SECTION I

Jusqu'en 1861.

- I. — *Influence de la législation française : la liberté des métiers.*
- II. — *Le développement des groupements professionnels malgré les prohibitions de l'autorité.*
- III. — *Les espoirs ouvriers en 1848. La réaction après 1848.*

La suppression des corporations et l'interdiction des confréries de compagnons mentionnées précédemment n'ont pas été le produit d'idées ou de décisions fortuites. A la fin du XVIII^e siècle on entrevoyait déjà en Allemagne dans les doctrines économiques une évolution marquée des esprits vers le libéralisme. Et par une conséquence naturelle, on assistait dans les manifestations de la vie sociale à une lente transformation de l'ordre ancien.

A travers l'Europe entière, d'ailleurs, des courants nouveaux s'établissent qui peu à peu vont bouleverser les

conditions d'existence des nations : en France, Quesnay, Turgot et les physiocrates, en Angleterre Smith et les libéraux ont proclamé la nécessité de *laisser faire et de laisser passer*. Désormais la liberté apparaît l'unique agent d'une évolution progressive. Voilà la grande vérité économique ! On la fait sortir du puits. Que l'Etat, que l'organisation sociale, renonce aux entraves et que la liberté puisse enfin prendre son essor vainqueur ! Dans leur enthousiasme les apôtres de ce nouvel évangile n'hésitent pas à se faire iconoclastes : corporations, réglementation de l'industrie, douanes intérieures, ils s'attaquent résolument à tous ces privilèges, à toutes ces idoles du passé.

En Allemagne, de même, le baron de Humboldt dans son ouvrage sur les *Limites de l'action de l'Etat* s'élevait avec fermeté en 1795 contre tout système qui étouffe chez les sujets la libre activité (1). L'empereur Joseph II et le margrave Charles-Louis de Bade s'efforçaient de leur côté de mettre en application dans leurs Etats, les enseignements d'Adam Smith. Après Iéna Stein, puis Hardenberg, favoriseront en Prusse l'affranchissement des paysans-serfs et la constitution d'une population rurale indépendante. Dans les villes ils instituent une large autonomie communale, font disparaître le régime corporatif et proclament la liberté du commerce et de l'industrie. A l'idéal étroit de l'artisan, du *maître* de métiers : une production suffisante pour l'entretien de sa famille et de ses ouvriers, se substitue maintenant l'esprit de libre entreprise et de rendement

(1) V. Lichtenberger, *L'Allemagne moderne*. Paris, Hachette et Cie, p. 45.

intensif. L'atelier d'antan ferme ses vantaux, les fabriques se multiplient et le remplacent peu à peu. Alors que le maître s'abritait de la concurrence à l'ombre des hautes murailles de sa bonne ville, limitant sa fabrication aux besoins des citadins, le producteur nouveau plonge ses regards, au-delà des faubourgs, sur les contrées environnantes. Il aspire à devenir le fournisseur de leurs nombreux habitants. Dans la compétition qui s'élève entre les producteurs concurrents, il lutte de ses propres armes et dédaigne la lourde armure corporative dont l'Etat revêtait jusqu'alors les *maîtres* des métiers (1).

*I. — L'influence de la législation française.
La liberté des métiers.*

L'influence de la législation française se répandit en Allemagne à la suite de Custine et de ses soldats, d'abord au temps de la première occupation française en 1792. Plus tard, avec Bonaparte, on voit triompher en Rhénanie, puis gagner de proche en proche, dans les Etats de ce qui va être bientôt la Confédération du Rhin, l'idée d'égalité qui postule l'abolition des privilèges et l'idée de liberté qui laisse à chacun le soin de satisfaire son intérêt dans le cadre des lois. Elles ont trouvé en France leur réalisation dans le domaine économique par la suppression des corps privilégiés et par l'établissement de la liberté du travail. Dans son préambule, la Constitution du 3 septembre 1791

(1) V. Lichtenberger, *op. cit.*, p. 17.

les a proclamées. Elles ont été confirmées d'ailleurs en quelque sorte dans le Code Napoléon par les dispositions de l'article 1780. L'association en général est condamnée par les articles 291 à 294 du Code pénal et les coalitions patronales et ouvrières tombent sous les sanctions des articles 414 à 416 du même Code.

Par décret du 15 décembre 1792, la Convention ordonnait aux généraux des Armées françaises d'introduire les institutions républicaines sur les bords du Rhin et le 21 février suivant, par application de ce décret, les conventionnels Haussmann et Reubell, et Merlin de Thionville, commissaires de la Convention, supprimaient les corporations à Mayence. Plus tard, en 1801, Bonaparte en annonçant aux Rhénans la paix de Lunéville pouvait dire qu'entre autres avantages apportés par la République « des privilèges odieux n'enchaînent plus l'industrie des ouvriers » et un arrêté des Consuls daté du 30 juin 1802 « amalgamait » définitivement aux départements français les quatre départements de la rive gauche du Rhin (1).

Contre les associations de compagnons et les confréries, en Allemagne, le rescrit impérial de 1731, on l'a vu, n'avait pas eu grand effet. Plus tard encore des ordonnances de police s'étaient efforcé de lutter contre les associations clandestines, notamment contre les groupements de maîtres-artisans et de compagnons, sans arriver néanmoins à empêcher leurs entreprises.

Lorsque par une sorte d'endosmose irrésistible les Etats

(1) V. Funck-Brentano, *La France sur le Rhin*. Paris, 1919, *passim*.

de l'Allemagne occidentale reçurent le courant de liberté qui venait de France, la plupart d'entre eux proclamèrent l'abolition des entraves corporatives et la suppression des associations obligatoires. Pour être fidèles aux doctrines libérales en honneur, les pouvoirs publics de ces Etats auraient dû logiquement ne pas entraver le jeu des associations libres, fruits naturels des initiatives privées. Ils agirent, au contraire, ainsi que le législateur français de 1791 avait fait. En France la loi « Le Chapelier » avait interdit l'association temporaire, la coalition. L'individu n'était libre que de demeurer isolé ; on croyait ainsi rester fidèle à l'évangile de Rousseau.

Il en fut de même en Allemagne. On ne recula pas devant la contradiction de faire intervenir le législateur, armé de ses prohibitions, dans un régime de soi-disant liberté économique. C'est ainsi que le Code général pour les Etats prussiens (*Allgemeines Landrecht*), mis en application le 1^{er} juin 1794 par le roi de Prusse, précise que les « compagnons ne sauraient constituer dans leurs rangs aucune communauté ou association privilégiée » et « qu'ils ne sont habilités à tenir de leur autorité aucune réunion ». Par ailleurs, les Codes napoléoniens sont peu à peu introduits dans les Etats de l'Allemagne occidentale. En Westphalie, Jérôme Bonaparte en décrète la mise en vigueur pour le 1^{er} janvier 1808. La Confédération du Rhin établie par Napoléon à la place du Saint Empire germanique applique sur ses territoires les articles 414 à 416 du Code pénal de 1810. En Saxe, du reste, une ordonnance spéciale de la même année prohibe vigoureusement les entreprises illégales des compagnons et des domestiques

à l'égard de leurs semblables. L'autorité publique en Allemagne comme en France redoute les ententes qui conduisent aux troubles et compromettent la sécurité publique.

II. — Le développement des groupements malgré les prohibitions officielles.

Et cependant, malgré les prohibitions de l'autorité, on assiste en Allemagne au développement des groupements professionnels ouvriers et patronaux. Leur multiplication est parallèle à l'accroissement de l'activité économique. C'est que, chez les industriels et chez les commerçants s'incarne désormais l'esprit d'entreprise. La science, en même temps, améliore les techniques et favorise les efforts du producteur. Enfin, en raison même de la prospérité de l'agriculture qui participe à l'essor économique général, la population s'accroît, passant entre 1816 et 1845 de 25 millions d'habitants à plus de 34 millions. La demande ne peut donc que s'amplifier, d'autant que le Zollverein de 1834, en supprimant les douanes intérieures, accélère le rythme des échanges et que la création de nombreuses voies de communication en facilite la rapidité.

Malheureusement cette prospérité, en Allemagne comme ailleurs, conduisit à la formation d'une armée d'ouvriers dont la plupart avaient déserté les campagnes. Se faisant par leur nombre même et par le fait du machinisme une sévère concurrence entre eux sur le marché du travail, ils doivent désormais se contenter d'un maigre salaire. Vienne

une dépression économique, un resserrement des marchés (ce fut le cas dans l'industrie textile par suite de la concurrence écrasante de l'Angleterre), la diminution des salaires et parfois le chômage sont le lot amer de l'ouvrier. — Isolé par la loi de ses pareils il est sans défense devant les exploitations systématiques et il devra fréquemment vivre d'un salaire qui demeure inférieur au coût de la vie (1).

La communauté de leur malheureux sort devait conduire nécessairement la multitude inorganisée des ouvriers à se resserrer les coudes et à entreprendre de se défendre au moyen des coalitions. — Sans doute elles demeuraient interdites, aussi bien entre les patrons (article 181 du Code industriel prussien de 1845) qu'entre les ouvriers (articles 182 à 184 du même Code pour la Prusse. Code pénal du Hanovre de 1847. Code industriel du Wurtemberg de 1836). Mais, c'est bien le cas de le dire ici « nécessité ne connaît pas de loi » et, sans souci des prohibitions et des sanctions du législateur, entraînés par la force même des choses et par leur propre nombre sans cesse croissant, les ouvriers se réunirent plus ou moins clandestinement et recoururent à la grève, lorsque certains employeurs pour régler les conditions du travail en prenaient trop à leur aise avec les exigences de la justice.

Pour caractériser cette première période du xix^e siècle on peut dire que des coalitions occasionnelles conduisant fréquemment à la cessation du travail se produisent çà et là en Allemagne, et plutôt dans les rangs des ouvriers non-qualifiés (*ungelernte*). Mais ces mouvements effectués

(1) V. Lichtenberger, *op. cit.*, p. 46 et 55.

sans aucune stratégie, en ordre dispersé, viennent toujours se heurter à d'énergiques répressions. En 1826, une grève des rémouleurs de Solingen est arrêtée par les armes. En 1844, une révolte des tisserands de Basse-Silésie contre leurs employeurs peu consciencieux est réprimée cruellement et les meneurs sont assujettis aux travaux forcés pour plusieurs années. En 1846, enfin, on envoie un régiment de cuirassiers « mettre à la raison » les ouvriers de chemin de fer du Brandebourg.

III. — Les espoirs à la suite des événements de 1848.

Mais voici l'aube de 1848. Un grand souffle de liberté va, pour quelque temps du moins, faire naître au sein du monde ouvrier des espoirs d'indépendance. On peut affirmer que si le mouvement ouvrier a pu se faire jour en 1848 en Allemagne c'est que, malgré les répressions sévères qui sanctionnaient les coalitions, l'esprit des compagnons subsistait chez les ouvriers des usines. L'effervescence fut en tout cas unanime. Les événements venaient de se précipiter en France : alliés aux partis bourgeois les travailleurs français avaient renversé la monarchie de Louis-Philippe, affirmé le droit au travail, le droit d'association professionnelle sans limitation, décrété la formation d'ateliers nationaux et, pour élargir leurs conquêtes, ils avaient obtenu le suffrage universel. En Allemagne, de même, on assiste en mars 1848 au recul de l'absolutisme : le 19 la capitale de la Prusse tombe aux mains des émeutiers ; quelques jours plus tard à Munich, Louis I^{er} abdique en faveur de son

fil et ce dernier s'empresse de s'entourer de ministres libéraux. A Francfort, en Wurtemberg, en Hesse, et dans le duché de Bade on proclame la liberté de la presse. Comme en France, les masses populaires ont fait alliance avec la bourgeoisie (1) : elles réclament dans les villes la réforme du régime industriel et, avant tout, la protection de l'ouvrier contre l'exploitation systématique du patron ; elles aspirent à cette liberté de coalition que les trade-unions ont déjà conquise et dont Marx vient d'écrire dans son ouvrage *Misère de la philosophie* : « Plus se développent l'industrie moderne et la concurrence, plus nombreux surgissent les éléments qui provoquent la coalition et la stimulent. Mais, dès que les coalitions sont devenues une réalité économique et se multiplient, le temps n'est pas éloigné où le législateur est obligé de les rendre légales ».

En Allemagne comme en France, les événements de 1848 furent accompagnés d'excès qui conduisirent fatalement à une réaction sévère pendant l'automne de 1849. Toutefois, parallèlement aux réclamations ouvrières faites sous la menace de grèves, on vit déjà, à cette époque, se dessiner un mouvement méthodique, un acheminement systématique vers des unions durables. Sans doute on est encore loin de constituer ce que nous appelons aujourd'hui des syndicats, mais on s'efforce de s'unir en vue d'exercer sur la législation et sur les patrons une impulsion irrésistible. Et, phénomène remarquable, on enregistre déjà des unions « nationales ». C'est ainsi que le 19 avril 1848, des ouvriers de divers corps de métier créent à Ber-

(1) Cf. Nestriepke, *op. cit.*, p. 156.

lin un Comité Central sous la présidence du lithographe Stephan Born. Sa mission consiste à créer dans toute l'Allemagne des comités locaux entretenant entre eux des relations étroites. Born sut utiliser habilement les vestiges des anciens compagnonnages (1). Il créa un organe qui paraissait trois fois par semaine. Il convoqua même un Congrès ouvrier qui se tint le 23 août 1848 à Berlin. Trente-cinq unions locales représentant les provinces de toute l'Allemagne figurèrent à ce Congrès où l'on créa une « Confrérie des ouvriers » (*Arbeiterverbrüderung*) qui comprenait les ouvriers allemands de toutes professions unis pour la défense de leurs intérêts sociaux et politiques. D'autres unions se constituèrent qui, elles, groupaient les ouvriers de la même profession.

On se bornera à citer l'union nationale des imprimeurs de la corporation du livre, qui fut créée également à la faveur des événements de 1848, et son organe, le *Gutenberg*.

IV. — La réaction entre 1849 et 1854.

Le triomphe de la réaction devait, pour un temps, paralyser ces efforts : dissolutions des unions ouvrières, emprisonnement de leurs dirigeants, renforcement des interdictions de coalitions, tout fut mis à profit pour enrayer la marche encore cahotique des ouvriers vers les libertés nécessaires. Pourtant leur masse s'accroît sans cesse, dans la période surtout qui va de 1850 à 1860, où l'entreprise se développa rapidement en Allemagne. En

(1) V. Nestriepke, *op. cit.*, p. 157.

même temps ce pays assiste aux douloureux spectacles que les autres nations industrielles ont déjà connus et que, pour la France, le docteur Villermé a décrits dans sa célèbre enquête sur les taudis de Lille. Sous l'effet de ces diverses influences « la conscience de classe » se développe rapidement en Allemagne. Elle va trouver ses doctrinaires, mais contrairement à ce qui s'est passé ailleurs, notamment en Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier va revêtir un caractère politique.

SECTION II

De 1861 à 1914.

- I. — *L'abrogation des lois restrictives en Saxe, puis en Prusse en 1861 et en 1869.*
- II. — *Le Code industriel de 1869 : les paragraphes 152 et 153.*
- III. — *La période de 1868 à 1875.*
- IV. — *L'ère bismarckienne.*
- V. — *La loi sur les socialistes 1878-1890.*
- VI. — *L'essor des syndicats ouvriers de 1890 à 1914 (Statistiques).*
- VII. — *Leurs luttes jusqu'à la guerre.*
- VIII. — *Leurs conquêtes.*

Supprimées à la faveur des événements de 1848 les interdictions de coalitions avaient été remises en vigueur, on l'a vu plus haut, dans la période de réaction qui suivit.

Les gouvernements autoritaires qui étaient alors au pouvoir n'hésitèrent pas à diriger les défenses anciennes contre des catégories nouvelles de travailleurs, tels les gens de maison, les mariniers, les mineurs et les ouvriers ruraux. Ce fut le cas notamment en Prusse qui en 1854 et en 1860 étendit à ces professions les interdictions antérieures.

I. — L'abrogation des lois restrictives en Saxe, puis en Prusse.

Mais dans cette période, tout de même que dans la période qui avait précédé le mouvement de 1848, les nouvelles défenses furent presque toujours inopérantes. Cela s'explique aisément : d'abord, conséquence d'une activité économique intense, la population ouvrière s'accroît avec rapidité dans les années cinquante. De plus, les associations ouvrières se forment pour ainsi dire spontanément en marge de la loi ; les grèves se multiplient et il vient un jour, en 1861, où l'exemple de la Grande-Bretagne, qui depuis 1824 a conquis la liberté de coalition, et surtout les progrès de l'idée libérale, conduisent un des royaumes les plus industrialisés de l'Allemagne, la Saxe, à abolir le délit de coalition. Weimar suivra en 1863. Aux ouvriers comme aux patrons licence est donnée de s'unir pour défendre leurs intérêts économiques.

Ainsi l'ouvrier désormais n'allait plus être abandonné à lui-même, obligatoirement isolé en face de l'employeur tout-puissant. La logique et l'équité reprennent enfin leurs droits, l'idée d'association, fruit naturel de la libre activité

des individus, s'impose au législateur. Ce n'était pas encore la liberté complète de coalition telle qu'elle s'est affirmée depuis dans l'article 159 de la Constitution de Weimar. C'était néanmoins un pas de géant en avant que la Prusse allait bientôt faire à son tour.

L'exposé des motifs qui précédait la loi saxonne commençait par affirmer que toute entente, en vue d'obtenir un taux déterminé de salaire n'était pas condamnable en soi ; mais, ajoutait-il, on ne saurait donner une valeur juridique à ces accords et on devrait même dans l'intérêt de la collectivité s'opposer à ce qu'ils fussent mis à exécution à l'aide de moyens inadmissibles, même s'il ne s'agissait pas d'un emploi criminel de la violence. Toutefois, dans ces limites, il n'y avait nulle raison pour que des ententes conclues entre ouvriers ou patrons ayant des intérêts communs se heurtassent nécessairement à l'hostilité de l'Etat. En vertu même du principe de la libre concurrence, dérivant du principe de la liberté industrielle et du droit de libre déplacement (*Freizügigkeit*), des tentatives de ce genre n'avaient chance d'aboutir que si elles tenaient compte de la situation économique et sociale du moment. Mais, en pareil cas, l'Etat cesserait d'avoir des intérêts opposés à une action de ce genre (1).

Cette idée du législateur saxon allait faire fortune dans toute l'Allemagne.

Au sein des Etats qui composaient la Confédération allemande du Nord, en Prusse notamment, des efforts se

(1) V. les *Cours de Droit*. Paris, 1929-1930. W. Oualid, *Législation industrielle*, p. 69.

manifestaient à la même époque dans le sens d'une suppression des barrières que l'absolutisme de la réaction avait dressées contre la liberté syndicale. Dans les milieux libéraux prussiens on réclamait une refonte du Code industriel de 1843, et singulièrement l'abolition de l'article 181 du dit Code qui interdisait toute coalition. Vers 1863, le moment paraissait plus particulièrement propice à cette réforme, car le Gouvernement semblait bien ne vouloir pas froncer le sourcil en présence de ces revendications. La France avait du reste supprimé le délit de coalition en 1864 ; l'Angleterre avait levé depuis un demi-siècle les entraves à la liberté syndicale. L'heure paraissait donc venue pour l'Allemagne de se rendre à la leçon des événements. Mais, surtout, Bismarck attendait des dispositions libérales du législateur des « effets moraux ». Il ne cachait pas que, par la suppression des interdictions, l'ouvrier « sentirait l'Etat veiller sur lui avec un esprit de justice » et ne se laisserait pas entraîner, comme autrefois, à des grèves aveugles.

II. — *Le Code industriel de 1869 : les § 152 et 153.*

Bien que le Gouvernement vît sans déplaisir les efforts des libéraux, l'abrogation des textes prohibant la liberté de coalition ne se fit pas sans résistances. Une proposition de loi avait été présentée à la Chambre des députés de Prusse en 1865. Les discussions parlementaires tirèrent en longueur pendant toute l'année et finalement la réforme

proposée échoua devant l'opposition de la Chambre des Seigneurs.

Ce n'était que partie remise. En 1867 les députés Schulze et Becker déposèrent au Landtag prussien une proposition de loi tendant à proclamer la liberté de coalition. Dans l'exposé des motifs il était dit notamment : « Par la présente proposition les limitations appliquées actuellement à la liberté de coalition des chefs d'entreprise et des ouvriers de l'industrie sont écartées ; par contre la protection de l'Etat demeure refusée aux coalitions ; enfin des sanctions pénales, édictées dans l'intérêt même de la liberté, viennent assurer une protection indispensable à la libre décision de l'ouvrier contre les menaces ou la violence dont on chercherait à l'influencer ».

De fait le législateur, dans les paragraphes du Code industriel qui, publié le 21 juin 1869, devait entrer en application trois mois plus tard, s'exprime de la manière suivante :

§ 152.

« Sont levées toutes les défenses et toutes les dispositions pénales qui frappent les chefs d'entreprise, le personnel auxiliaire de l'industrie, les compagnons ou les ouvriers de fabrique, à raison de conventions et de coalitions tendant à obtenir des conditions de salaire ou de travail plus avantageuses, au moyen notamment de la cessation du travail ou du licenciement du personnel ouvrier.

« A quiconque aura adhéré à ces conventions et coalitions il est loisible de s'en retirer, sans que cette retraite puisse servir de motif à une plainte ou justifier l'opposition d'une exception. »

Le paragraphe 152 est complété par le paragraphe suivant :

§ 153.

« Quiconque par le moyen de violences, de menaces, d'injures ou de mise à l'index décide ou cherche à décider autrui à participer aux conventions visées au précédent paragraphe, ou d'y donner suite, et quiconque par les mêmes moyens empêche ou s'efforce d'empêcher d'autres personnes de se retirer de ces conventions sera passible d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois mois, à moins qu'une peine plus rigoureuse ne soit prononcée en vertu du Code pénal. »

Les textes dont la traduction est donnée ci-dessus appellent deux remarques préalables : En premier lieu, au point de vue territorial, la loi de 1869 et les §§ 152 et 153 par conséquent, ne s'appliquaient à l'origine qu'aux Etats de la Confédération de l'Allemagne du Nord, c'est-à-dire que les Etats de Bade et de Hesse, le Wurtemberg et la Bavière demeuraient en dehors du domaine d'application de ces paragraphes. C'est plus tard, après la fondation de l'Empire allemand que des lois générales introduisirent dans ces Etats le Code industriel de 1869. En Alsace-Lorraine c'est le 1^{er} janvier 1889 seulement que fut mise en application la législation industrielle de l'Empire. Il est vrai que le « Territoire d'Empire » connaissait, depuis la loi française de 1864, la liberté de coalition.

Une seconde remarque s'impose : quant aux bénéficiaires de la liberté de coalition, seuls les chefs d'entreprises industrielles et leurs ouvriers, y compris le personnel des mines et des salines (§ 154 *a* de la loi) et le personnel des maisons de commerce pouvaient valablement constituer des syndicats. En conséquence, les fonctionnaires de l'Etat, le personnel des chemins de fer, les employés des com-

munes, les cultivateurs et ouvriers agricoles et, en outre, tous les apprentis sans distinction n'avaient pas le droit de se coaliser et de former des organisations professionnelles.

Ces observations présentées, il semble utile de préciser la portée des paragraphes 152 et 153 du Code industriel. En les lisant avec attention on aperçoit qu'ils ne reconnaissent pas aux Syndicats un droit *positif* de se constituer librement. Le § 152 notamment lève l'interdiction qui était faite aux patrons et aux ouvriers de se concerter, plutôt qu'il ne proclame formellement la liberté de coalition. Ainsi le syndicat naissait à la vie naturelle, sans naître à la vie juridique. Bien plus, l'individu pouvait, sous la protection attentive du législateur, entrer librement dans la coalition et en sortir sans pouvoir être recherché par le syndicat pour le remboursement de certaines prestations reçues au cours de l'affiliation au groupe : tels les secours de grève et les allocations de déplacements. Enfin, cette autonomie de l'individu en face des coalitions, décidément suspectes au législateur, se trouvait encore garantie contre les entreprises brutales des propagandistes à l'aide de sanctions pénales, précisées au § 153.

En un mot les syndicats étaient tolérés désormais, mais ils n'avaient pas une existence légale et l'indépendance de l'individu vis-à-vis du groupe demeurait la grande préoccupation du législateur (1).

(1) Voir sur toute cette matière : Stier-Somlo, *Kommentar zur Gewerbeordnung*. Mannheim, 1923.

III. — La période de 1868 à 1875.

Dans les limites qui leur étaient assignées, les organisations ouvrières ne manquèrent pas de se multiplier, mais, phénomène digne d'attention, leur essor entravé déjà par la méfiance du législateur, perdit encore de son indépendance en ce qu'il se trouva bridé par les partis politiques. En effet, en même temps que sous une poussée de libéralisme s'écroulaient les barrières opposées aux coalitions ouvrières, le suffrage universel et le droit de vote direct étaient introduits dans les Etats de la Confédération germanique du Nord (1867). Avec ardeur les partis politiques s'employèrent à entraîner dans leur orbite les organisations ouvrières, et les masses qu'elles réunissaient sous le même idéal. Il devait nécessairement en résulter des scissions dans le bloc jusque-là à peu près homogène des travailleurs. De fait, quatre groupes se formèrent successivement dans les années suivantes : un groupe internationaliste, un groupe socialiste-lassallien, un groupe libéral et un groupe de chrétiens sociaux.

Ce n'est pas le moment d'étudier les syndicats qui se réclament de ces différentes tendances. On en fera l'examen dans la troisième partie de cet ouvrage. Il convient cependant de définir le point de départ de chacun, dans cette esquisse historique du mouvement syndical allemand au cours du XIX^e siècle.

Le socialisme en Allemagne est passé de l'idéologie de Fichte et de Hegel à un réalisme, croissant surtout dans

les années qui ont suivi les événements de 1848 (1). Les théoriciens du socialisme allemand ont été surtout Lassalle, le créateur du mouvement ouvrier « socialdémocrate », Marx, qui est connu notamment par son ouvrage *le Capital* et sa thèse du « matérialisme historique », Engels ami de Marx, et auteur du *Manifeste du parti communiste* publié en 1848 et rédigé en collaboration avec lui. On peut citer aussi Kautsky, un autre disciple de Marx.

Parmi les protagonistes du socialisme allemand dans le domaine pratique, il faut nommer en premier lieu les disciples de Marx, Bebel et Liebknecht, représentants du courant socialiste-international et créateurs de syndicats à l'imitation des trade-unions qu'ils avaient vu fonctionner en Angleterre pendant leur exil aux côtés du grand théoricien socialiste. Au Congrès ouvrier de Nuremberg le 5 septembre 1868, ils décidèrent la création d'une Confédération internationale des syndicats ouvriers. En face de ce groupement s'était constitué sous l'influence des théories de Lassalle un autre groupement socialiste dirigé par Schweitzer et Fritzsche qui se séparait du précédent notamment en ce qu'il doutait que la grève fût de nature à apporter aux ouvriers des avantages durables. Les « Lassalliens », conformément à la résolution prise par eux au Congrès de Berlin le 22 septembre 1868 couvrirent toute l'Allemagne d'un réseau de syndicats, chaque profession ayant son organisation particulière.

(1) A ce sujet consulter l'ouvrage important du socialiste Adolf Braun, *Die Gewerkschaften vor dem Kriege*, tome I, premiers chapitres. Berlin, 1925.

Quelques jours après la clôture du Congrès des Lassalliens, Berlin voyait accourir d'autres congressistes, les partisans des libéraux Hirsch-Duncker. Représentant au Reichstag le parti progressiste, Hirsch avait publié en 1868 dans la Gazette populaire de Berlin ses *Lettres d'Angleterre* où il témoignait d'une admiration profonde pour les trade-unions. A l'issue du Congrès, Hirsch et Duncker firent décider la création des « Syndicats d'Allemagne » dont l'esprit de conciliation s'effarouchait du tonitruant programme des socialistes et des internationalistes (1).

En 1869, enfin, sous l'impulsion de l'évêque Ketteler, la création de groupements connus sous le nom d'associations ouvrières chrétiennes et sociales (*christlichsoziale Arbeitervereine*) avait été résolue. Dans ces formations nouvelles on veillait à maintenir l'équilibre entre les préoccupations économiques et religieuses.

Il était inévitable que ces groupes, répondant à des orientations singulièrement divergentes, se heurtassent entre eux dans les années qui suivirent leur création. Des luttes sévères naquirent, de fait, non seulement entre les organisations socialistes et les autres, mais même entre Lassalliens et internationalistes. Les divergences d'ordre politique, surtout, s'accusèrent entre eux au grand dommage des intérêts professionnels des syndiqués, et dès 1872 le chef du groupement internationaliste proclamait que les syndicats avaient le devoir de conserver une stricte neutralité politique, afin que la plus grande cohé-

(1) V. Hemala, *op. cit.*, p. 39.

sion possible régnât entre tous les travailleurs dans chaque profession.

L'unification réclamée ainsi par Liebknecht allait se réaliser entre les deux mouvements socialistes syndicaux à la suite des événements de 1870. Les guerres sont toujours néfastes aux syndicats. Elles leur enlèvent une grande partie de leurs effectifs et, par la diminution des cotisations ouvrières, réduisent les ressources de ces organisations. Les caisses syndicales s'appauvrissent encore des secours qu'elles doivent distribuer aux chômeurs dont les guerres accroissent le nombre. Enfin la proclamation de l'état de siège dans les pays belligérants permet à l'autorité certaines interventions à l'encontre des organisations professionnelles, de celles surtout dont les doctrines ou les tendances internationalistes excitent nécessairement la méfiance des pouvoirs publics.

Ce fut le cas en Allemagne lorsque la guerre de 1870 éclata. On ne se fit pas faute en haut lieu de procéder aux arrestations et aux perquisitions les plus arbitraires sous le prétexte de haute trahison. A ce régime, le développement des syndicats fut sérieusement entravé. Vint l'armistice, puis l'afflux des milliards français. Tel un fleuve bienfaisant, il fertilisa pour quelques années l'industrie allemande. L'abondance des capitaux en quête d'emploi fit sortir de terre les entreprises industrielles les plus variées. Toutefois, comme le nombre des ouvriers nécessaires aux créations capitalistes de cette époque ne s'accroissait pas à un rythme assez rapide, on conçoit que les cessations concertées de travail eussent été alors durement ressenties par les chefs d'entreprises. Fort heureusement pour eux,

les ouvriers affiliés aux syndicats n'étaient alors que le petit nombre et les patrons purent envisager sans crainte les grèves dont les socialistes en particulier les menacèrent fréquemment.

D'ailleurs, à la fin de 1873 déjà, une redoutable crise industrielle faisait ressentir en Allemagne ses tristes effets. Par suite le mouvement syndical ne prospéra guère pendant cette période difficile qui ne s'acheva que vers 1876. Au surplus l'Etat était bien décidé à enrayer les progrès de la *Socialdémocratie*, en général, et des syndicats de quelque nuance qu'ils fussent, en particulier. Le Procureur général de Berlin Tessenorf n'avait-il pas déclaré en 1875 : « Détruisons les organisations socialistes et il n'y aura plus de parti socialiste ».

Le moment paraissait bien propice à l'exécution de cette menace. Entrant dans les vues du ministre des finances Camphausen qui préconisait comme remède à la crise un abaissement systématique des prix de revient, les employeurs de l'industrie allemande réduisaient hardiment les salaires de leurs ouvriers et les syndicats, faute d'effectifs massifs, étaient impuissants devant les entreprises conjuguées de l'Etat et des patrons.

Dans une pareille nécessité, les deux groupements socialistes éprouvèrent le besoin de se rapprocher pour être plus forts, et le 23 mai 1875 au Congrès de Gotha ils décidèrent de fusionner d'abord sur le terrain politique et de préparer l'union sur le terrain syndical. Cette réconciliation des deux frères ennemis est à l'origine du développement considérable qui a placé les organisations socialistes à

la tête du mouvement syndical dans l'Allemagne contemporaine (1).

IV. — L'ère bismarckienne.
La loi sur les socialistes 1878-1890.

Toutefois des nuages se rassemblaient à l'horizon : Si le socialisme développait son influence à la fois comme parti politique et comme organisation professionnelle, si Bebel dans des conférences tapageuses lui montrait les événements de la commune de Paris, et rêvait de marcher à la tête des armées laborieuses à la conquête des libertés suprêmes, un rude adversaire allait se dresser sur la route et porter à la socialdémocratie des coups redoutables : Otto de Bismarck songeait que le jeune parti comptait déjà douze députés au Reichstag et que sa force d'expansion risquait, si l'on n'y prenait garde, de produire des mouvements analogues à ceux qui en 1871 avaient ensanglanté Paris. Le chancelier venait à l'intérieur de mener une terrible bataille contre Winthorst et les catholiques. Il ne pouvait admettre qu'ils fussent soumis à une autorité qui échappât au contrôle de l'Etat allemand. Pour des motifs analogues, il fronçait le sourcil à la vue d'une multitude croissante qui, au delà des frontières de l'Empire, entretenait des relations avec les « frères » de l'étranger.

Résolument Bismarck voulut traiter le mal par les

(1) V. Aldolf Braun, *op. cit.*, vol. I ; Nestriepke, *op. cit.*, p. 209 ; Hemala, *op. cit.*, p. 43.

remèdes les plus énergiques. Il présenta au Reichstag un projet de loi qui autorisait le Gouvernement à prendre des mesures exceptionnelles, afin d'assurer la défense de la sûreté publique. Issu du suffrage universel, le Parlement indocile ne suivit pas le chancelier dans cette voie radicale. Mais un lutteur ardent et tenace comme l'était Bismarck pouvait-il renoncer au succès final ? Il souffla quelque temps, avant de reprendre la position de combat, conscient que les événements politiques lui offriraient l'occasion d'arriver à ses fins. Et, de fait, pendant le courant du mois de mai 1878 deux attentats étaient commis par des illuminés sur la personne du vieux Guillaume I^{er}. Les auteurs de cette tentative criminelle n'appartenaient pas au parti socialiste, mais Bismarck trouvant l'occasion propice à l'exécution de son plan agit en fait comme s'ils avaient été de ce parti. Il comptait sur l'opinion publique fidèle à la dynastie et alarmée par l'attentat perpétré sur le très populaire empereur. Cette fois encore le Reichstag ne céda pas au chancelier. Alors Bismarck le fit dissoudre par un décret impérial du 11 juin 1878. En même temps, il proclamait l'état de siège à Berlin. Il imposait sa volonté par la terreur (1).

Aux élections du 30 juillet 1878, le chancelier a la satisfaction de constater que la gauche est affaiblie et que les conservateurs relèvent la tête. Il exploite hardiment le succès : l'administration et les tribunaux avaient toujours montré à l'égard des coalitions ouvrières une hostilité agis-

(1) V. Adolf Weber, *Der Kampf zwischen Kapital und Arbeit...* Tübingen, 1921, p. 77 et s.

sante. Leurs efforts redoublent contre ce que le ministre Puttkammer devait plus tard appeler « l'hydre révolutionnaire ». Puis le 21 octobre 1878 Bismarck fait voter par le Reichstag une loi dirigée « contre les entreprises de la Socialdémocratie de nature à mettre en péril la sûreté publique ». Le paragraphe premier de cette loi s'exprimait comme il suit :

« Sont interdites toutes associations qui cherchent à renverser l'ordre actuel de l'Etat ou de la Société par des moyens d'inspiration socialdémocratique, socialiste ou communiste.

La même défense s'applique aux associations dans lesquelles se manifestent des entreprises visant à renverser l'ordre actuel de l'Etat ou de la Société par des moyens d'inspiration socialdémocratique, socialiste ou communiste, d'une manière menaçante pour la paix publique et singulièrement pour la concorde entre les classes sociales.

« Aux associations sont assimilées les unions de toute espèce. »

D'autres paragraphes de la loi assujettissaient au contrôle de l'Etat les sociétés mutuelles socialistes, interdisaient tous cortèges, réunions ou réjouissances du parti, et prohibaient tous écrits ou périodiques.

Le coup porté au parti socialiste et aux syndicats qui se réclamaient de son programme était rude. D'ailleurs, si loi ne demeura pas lettre morte, ce fut bien la loi sur les socialistes. Dans l'année même de sa promulgation dix-sept organisations centrales et soixante-dix-huit syndicats locaux furent dissous (1). Sagement, la plupart des chefs du

(1) Consulter sur ce point, comme sur l'attitude générale du Chancelier de fer vis-à-vis des syndicats ouvriers : E. Ludwig, *Bismarck...* Berlin, 1926.

parti et des présidents de syndicats avaient pris le chemin de l'étranger. Ceux qui s'étaient obstinés à rester en Allemagne se virent bientôt arrêtés, et pour un bon nombre, bannis. Les perquisitions, poursuites, molestations se succédèrent à une cadence inconnue jusqu'alors.

Toutefois, le premier moment de stupeur passé, on se reprend : assemblées secrètes dans les bois, réunions et congrès à l'étranger, en Suisse particulièrement, empêchent toute vie de s'éteindre dans les rangs du parti. Puis on s'enhardit à créer des caisses de secours, habiles camouflages qui n'inquiètent pas les autorités soupçonneuses. C'est ainsi qu'en 1879 le syndicat des potiers d'Altona reparait sous ce titre anodin « Caisse de maladie et de décès d'Altona, dite Caisse mutuelle de 1731 ».

Attentif aux moindres palpitations de l'organisme allemand, Bismarck n'avait pas été sans remarquer l'apparition de ces caisses de secours. Ayant assommé de son poing d'acier « l'hydre révolutionnaire », il rêvait maintenant de prendre la classe des travailleurs dans les réseaux dorés de l'Etat Social (1). Comme Napoléon III au temps de l'Empire libéral le chancelier voulut se conquérir les bonnes grâces des ouvriers. Le 17 novembre 1881 un message impérial annonçait au peuple allemand les réformes sociales que le Gouvernement était désireux d'introduire à bref délai : successivement parurent au *Journal Officiel d'Empire* la loi du 15 juin 1883 sur l'assurance obligatoire des maladies, la loi du 6 juillet 1884 sur les accidents et celle du 22 juin 1889 sur la vieillesse et l'invalidité. Bismarck

(1) V. Lichtenberger, *op. cit.*, p. 189 et s.

voulait que l'Etat eût la gestion suprême des caisses, afin que les ouvriers dépendissent complètement du pouvoir central. Mais le Reichstag, avisé de ce dessein, n'y répondit pas et dévolut aux communes le rôle que le chancelier désirait confier à l'Etat.

Les travailleurs d'Allemagne eurent en vérité fort peu d'empressement pour les présents d'ordre social qui leur étaient offerts : comme naguère le prêtre Laocoon, ils craignaient les largesses de celui qu'ils tenaient pour leur ennemi, quoi qu'il fit pour ne le point paraître. Fertile en expédients, le chancelier usa d'un autre moyen pour appriivoiser les ouvriers, en les détachant de l'influence des socialistes. A cette époque le pasteur Stöcker, prédicateur de la Cour, avait créé un mouvement religieux et social qui trouvait son expression dans un organe appelé le *Socialiste d'Etat*. Bismarck encouragea l'action de Stöcker, action qui, pendant quelques années, devait trouver au sein des masses ouvrières un indéniable retentissement. « La question sociale, écrivait le pasteur, existe et ne peut être résolue que par l'Etat fortement et monarchiquement constitué, appuyé sur les facteurs moraux et religieux de la vie nationale ». Bismarck se flattait de ce que la brutalité du gendarme d'une part, et la charité évangélique de Stöcker d'autre part finiraient par avoir raison du socialisme démocratique. Il n'hésita pas enfin à faire sonder certaines personnes qui avaient du crédit dans les milieux ouvriers, afin de les amener à créer des organisations indépendantes, réfractaires au programme socialiste.

Tous ces efforts dictés par l'esprit de violence ou par d'habiles déductions furent vains. Sans doute les réunions

restaient interdites, mais à la longue la police pouvait-elle ne pas tolérer la formation de groupements professionnels, désireux, en dehors de toute politique, d'examiner conformément au § 152 du Code industriel les questions de salaires ou de durée du travail ? Car ce fut le principal résultat de la loi de 1878 que de dégager les syndicats socialistes et les autres organisations professionnelles de la gangue politique dont ils étaient alourdis et qui les rendait plus vulnérables. Pendant les douze années que dura son empire et sa tyrannie, les ouvriers élaborèrent dans le secret, en sourdine pour ainsi dire, des organisations professionnelles solides. Elles devaient de fait marcher à plein rendement dans la période de détente qui allait bientôt commencer. Ce n'est pas le lieu de montrer que la loi sur les socialistes n'a pas arrêté le développement de la *Socialdémocratie* en tant que parti politique. On se contentera de rappeler les paroles prophétiques de Liebknecht à ce sujet : « La loi sur les socialistes est l'armature qui maintient la cohésion de notre parti et qui prévient toute scission entre ses éléments modérés et ses éléments extrêmes. A son auteur elle donnera des fruits amers. Quoi que vous fassiez, nous aurons la victoire. De vos excès mêmes nous saurons faire notre meilleur profit. »

Avant l'abandon de la loi de 1878, une dernière période de tracasseries policières prit naissance avec l'année 1886. Fidèle exécuteur des volontés de Bismarck, le brutal Puttkammer fit régner la terreur en Prusse. Mais bientôt Guillaume I^{er} mourait, suivi à trois mois de distance par son fils Frédéric III, l'adversaire du chancelier.

Guillaume II, qui lui succéda, n'était pas d'humeur à

se laisser manœuvrer comme « l'inoubliable grand-père ». En matière de politique sociale notamment, le jeune monarque croyait possible la réconciliation des classes ouvrières et de la couronne par l'octroi libéral aux masses d'une charte du travail. A Bismarck qui lui parlait de renforcer les rigueurs de la loi de 1878, Guillaume II répondait, en lui signifiant sa volonté d'y apporter des adoucissements considérables. Sur l'échiquier social de l'Allemagne, l'empereur et son chancelier poussaient les pièces dans des directions opposées. Otto de Bismarck commandait en fait depuis quarante ans ; il était trop âgé pour commencer à obéir (1). Il y eut rupture le 8 mars 1890 et la loi sur les socialistes fut abandonnée. A ce moment, malgré les entraves imaginées par les pouvoirs publics, deux cent cinquante mille ouvriers se trouvaient organisés dans les syndicats professionnels d'Allemagne. Ils n'étaient encore que cinquante mille, lorsque la loi sur les socialistes avait été promulguée. L'échec du chancelier devant le flot montant des ouvriers était complet !

Sans viser directement les syndicats ouvriers, la loi d'exception sur les socialistes les avait cependant sérieusement atteints. Aussi l'attitude libérale que le jeune empereur, à la différence du chancelier, prit à l'égard de la classe ouvrière fit-elle naître de grands espoirs dans les rangs des travailleurs. Guillaume II venait en effet de publier ses fameux rescrits sociaux. Il faisait élaborer par le ministre du commerce un vaste plan de réformes intéressant les ouvriers. Au surplus, la loi sur les socialistes était aban-

(1) V. Emil Ludwig, *op. cit.*

donnée et l'on annonçait encore la convocation à Berlin d'une commission internationale chargée de réaliser une entente sur la protection des ouvriers. Enfin, des projets de loi touchant l'organisation des tribunaux arbitraux et le repos dominical concouraient à manifester l'intérêt que Guillaume II portait aux questions sociales.

En 1890, les ouvriers qui avaient adhéré à une association syndicale appartenaient aux organisations socialistes ou bien aux groupements Hirsch. Les syndicats chrétiens ne devaient se constituer qu'en 1895. Ceux des ouvriers qui avaient adhéré au programme du Dr. Hirsch étaient les adversaires de la lutte des classes ; ils avaient comme principe le maintien de l'harmonie entre le capital et le travail par la conciliation et l'arbitrage et l'exclusion de toute préoccupation d'ordre politique. Logiquement et à un double titre, leur mouvement aurait dû prospérer pendant la durée d'application de la loi sur les socialistes : elle n'était pas dirigée contre leur doctrine ; par ailleurs les persécutions dont les syndicats socialistes étaient l'objet auraient dû, par contre-coup, favoriser l'afflux des masses ouvrières vers une organisation professionnelle que les pouvoirs publics ne persécutaient pas systématiquement. Il n'en fut rien cependant, et en 1890 le mouvement des groupes Hirsch accusait au contraire une sensible régression. C'est que la principale attraction des syndicats Hirsch-Duncker devait consister dans les avantages d'un système de secours mutuels développé. Mal conçue, l'organisation mutualiste du groupe conduisit à une banqueroute qui desservit beaucoup les syndicats modérés auprès des travailleurs.

V. — L'essor des syndicats de 1890 à 1914.

Malgré la loi d'exception de 1878, les syndicats socialistes réunissaient en 1890 le grand nombre des ouvriers organisés. Des tracasseries et des persécutions dont ils avaient eu à souffrir pendant la dernière décade, ils avaient tiré cette conclusion que pour avoir quelque chance de se développer et de prospérer il leur était indispensable de se détacher à l'avenir des préoccupations politiques. On poursuivrait sans doute l'idéal socialiste, mais sans sortir du cadre professionnel. C'était en somme revenir aux idées que le chef du syndicat des ébénistes allemands, York, avait défendues vers 1870, lorsqu'il recommandait aux ouvriers de former bloc contre le patronat, sans s'embarasser de considérations de parti.

La séparation du mouvement politique et du mouvement professionnel qui donnait l'indépendance aux organisations ouvrières, ne laissa pas d'amener dans les années qui suivirent 1890 une stagnation du flot syndical. On manquait de chefs. Bebel et ses compagnons étaient avant tout des politiciens. Leur activité avait assez à s'employer dans l'accomplissement de tâches politiques et, du reste, on nota à cette époque, au Reichstag, une progression rapide des voix socialistes. Adonnés ainsi aux conquêtes politiques ces hommes ne trouvaient guère de loisirs pour diriger le mouvement syndical et si Bebel pouvait écrire un livre sur la situation lamentable des ouvriers boulangers, ce n'était assurément qu'entre deux discours politiques.

Le marasme régnait dans les organisations professionnelles ouvrières sous l'influence d'autres causes : d'abord

une crise redoutable, véritable crise de croissance de l'industrie allemande, s'était abattue sur le pays ; d'autre part, une grève des ouvriers mineurs, perdue en 1889, avait jeté le désarroi dans les rangs des travailleurs syndiqués. Il fallait de toute urgence sortir de l'ornière. On y réussit.

Au congrès syndical tenu en novembre 1890 les organisations professionnelles socialistes qui à elles seules représentaient l'ensemble du mouvement syndical allemand, décidèrent de se grouper en une grande confédération, la « Commission générale des Syndicats allemands » (*Generalkommission*) dont le siège était fixé à Hambourg (1). On avait trouvé un homme intelligent et tenace dans l'effort, Karl Legien, ancien ouvrier tourneur, membre du Reichstag qui fut nommé secrétaire de la Confédération des syndicats allemands. A ce moment on comptait en Allemagne 53 syndicats centralisés (*Zentralvereine*), 3.150 organisations affiliées (*Zweigvereine*) et 230.000 membres adhérents. A vrai dire, c'est seulement au Congrès d'Halberstadt en Saxe, en 1892, que l'organisation définitive des syndicats socialistes se trouva fixée. Pendant de longues séances, partisans d'une centralisation et partisans d'une décentralisation syndicale, adeptes de syndicats strictement professionnels et adeptes d'organisations subordonnées au parti, opposèrent leurs idées respectives dans d'âpres discussions. Karl Legien n'eut pas trop de toute sa force persuasive et de toute sa ténacité pour faire reconnaître à la grande majorité des congressistes la nécessité de la centralisation et de la lutte sur le terrain stricte-

(1) V. Paul Umbreit, *Der Krieg u. die Arbeitsverhältnisse*. Stuttgart, 1928, p. 22 et s.

ment professionnel. On aboutit enfin à la construction suivante : Dans les syndicats centralisés (*Industrieverbände*) dont la tête était la *Generalkommission*, le syndicat national de chaque industrie (*Zentralverband*) constituait l'unité fondamentale qui devait en principe assigner aux groupes régionaux (*Berufsverbände*) leur tâche et leurs droits. De la sorte, dans toutes les questions importantes, et sauf pour l'attribution des secours de grève, la décision suprême demeurait réservée à la représentation nationale du syndicat. Quant aux filiales ou bureaux des syndicats centralisés qu'on appelait *Ortsvereine*, syndicats de localités, ils étaient fédérés sous la forme d'unions dénommées « Cartels syndicalistes » (*Gewerkschaftskartelle*). Leur activité consistait surtout à servir d'organes de placement et de conseils juridiques.

Pour maintenir et vivifier l'esprit syndical entre les membres de cette vaste organisation, la Commission générale avait publié un organe important, la *Korrespondenzblatt*, journal officiel, en quelque sorte, où les communications d'intérêt général voisinaient avec les renseignements statistiques et l'exposé des réformes entrevues. A côté de l'organe central paraissaient des feuilles spéciales à chaque industrie ou métier dites *Fachblätter*, plus spécialement destinées aux ouvriers pris individuellement.

Pendant que s'élaborait cette robuste organisation, l'Allemagne voyait son industrie, un moment entravée par la crise économique de 1890, se reprendre vers 1895 et s'abandonner à un magnifique essor. Par une conséquence toute naturelle, le nombre des ouvriers s'accroissait fortement : alors qu'en 1882 on comptait, pour 19 millions de

cultivateurs 16 millions d'ouvriers de l'industrie, ces chiffres étaient passés respectivement en 1895 à 18 millions et demi et 20 millions (1).

Véritable marée montante la classe ouvrière répudie peu à peu le pessimisme de naguère. Les rangs des ouvriers qui se serrent les coudes dans les organisations professionnelles deviennent de plus en plus nombreux. On en jugera par le tableau ci-après, qui s'étend de 1891 à la veille de la guerre mondiale et ne comprend que les effectifs socialistes.

Années	Nombre des syndicats centralisés	Nombre des ouvriers adhérents	
		Ensemble	Membres femmes
1891 . . .	62	277.600	—
1892 . . .	56	237.100	4.300
1893 . . .	51	223.500	5.400
1894 . . .	54	246.500	5.250
1895 . . .	53	259.200	6.700
1896 . . .	51	329.230	15.270
1897 . . .	56	412.360	14.650
1898 . . .	57	493.750	13.500
1899 . . .	55	580.480	19.280
1900 . . .	58	680.430	22.850
1901 . . .	57	677.500	23.700
1902 . . .	60	733.200	28.220
1903 . . .	63	887.700	40.670
1904 . . .	63	1.052.110	48.600
1905 . . .	65	1.344.800	74.400
1906 . . .	66	1.389.700	118.900
1907 . . .	61	1.865.500	136.930
1908 . . .	60	1.831.730	138.450
1909 . . .	57	1.832.670	133.890
1910 . . .	53	2.017.300	161.500
1911 . . .	51	2.321.000	191.330
1912 . . .	48	2.531.000	216.460
1913 . . .	47	2.548.770	223.680

(1) V. Lichtenberger, *op. cit.*, p. 23 et s.

Le nombre des ouvriers appartenant aux organisations syndicales s'éleva donc dans la proportion de un à dix entre 1891 et 1913. Cet accroissement des effectifs organisés entraîna bien entendu l'augmentation des ressources financières des syndicats, et grâce à des moyens sans cesse accrus ils purent soutenir leurs adhérents dans la lutte pour la conquête d'avantages matériels, ou simplement pour la défense de leurs droits. On aura une idée de l'enrichissement des syndicats allemands, pendant la période dont il s'agit, grâce au tableau suivant, qui se rapporte aux seuls syndicats socialistes.

Années	Recettes marks	Dépenses marks	En caisse marks
1891 . . .	1.116.588	1.606.534	425.845
1892 . . .	2.031.922	1.786.271	646.415
1893 . . .	2.246.366	2.036.025	800.579
1894 . . .	2.685.564	2.135.606	1.319.295
1895 . . .	3.036.803	2.488.015	1.640.437
1896 . . .	3.616.044	3.323.713	2.323.678
1897 . . .	4.083.696	3.542.807	2.951.425
1898 . . .	5.508.667	4.279.726	4.373.313
1899 . . .	5.687.154	6.450.876	5.577.547
1900 . . .	9.454.075	8.088.021	7.745.902
1901 . . .	9.722.720	8.967.168	8.798.333
1902 . . .	11.097.744	10.005.528	10.253.559
1903 . . .	16.419.991	13.724.336	12.973.726
1904 . . .	20.190.630	17.738.756	16.109.903
1905 . . .	27.812.237	25.024.234	19.635.850
1906 . . .	41.602.939	36.963.413	25.312.634
1907 . . .	51.396.784	43.122.519	33.242.545
1908 . . .	48.544.396	42.057.516	40.839.791
1909 . . .	50.529.114	46.264.031	43.480.932
1910 . . .	64.372.190	57.926.566	52.575.505
1911 . . .	72.086.957	60.025.080	62.105.821
1912 . . .	80.233.575	61.105.675	80.797.786
1913 . . .	82.005.580	74.904.962	88.069.295

La *Generalkommission* avait été à l'origine très discutée par les syndicats socialistes. On lui avait refusé la disposition des fonds destinés à alimenter la résistance ouvrière pendant les grèves. Mais elle montra toute son utilité en 1898 au moment où fut menacé gravement le droit de coalition et, dès lors, elle ne fut plus sujette aux critiques. Elle transféra en 1902 son siège de Hambourg à Berlin, de manière à mieux pouvoir défendre les droits que la législation sociale avait garantis aux ouvriers depuis la suppression de la loi d'exception. Sur son initiative les congrès ouvriers se multiplient : congrès de Cologne en 1903, qui étudie le problème de la représentation légale des ouvriers, congrès de Hambourg en 1908, qui examine les réformes de législation sociale indispensables à la classe ouvrière, congrès de Berlin en 1910 relatif aux assurances sociales, de Dresde en 1911 sur les coalitions ouvrières et les dispositions répressives du Code pénal, de Munich enfin, à la veille de la guerre mondiale, où se pose la question de l'assurance-chômage et de la réglementation légale du contrat de tarifs.

Cette floraison des syndicats professionnels ouvriers d'Allemagne a fait l'admiration des autres peuples d'Europe pendant les brillantes années qui ont précédé la guerre. Elle n'alla pas cependant sans essuyer parfois de rudes orages. Si, dans les premières années du règne de Guillaume II les organisations ouvrières connurent une atmosphère favorable à leur croissance et purent même croire que leur épanouissement était proche, elles sentirent bien vite qu'un vent de répression s'élevait contre elles. Vers 1894, en effet, quand la crise économique fit

place à une prospérité sans précédent les syndicats ouvriers se heurtèrent dans leur progression à la résistance opiniâtre des chefs d'entreprise. En outre, ils trouvèrent alliée aux patrons une ligue politique qui comprenait les conservateurs, les libéraux et les progressistes. Sur l'étendard que brandissaient ces adversaires, les ouvriers pouvaient lire : « Guerre aux manifestations politiques et professionnelles de la Socialdémocratie ! Pas de réformes ou d'améliorations sociales ! » Et les ouvriers savaient que ces menaces ne pouvaient être prises à la légère, la pratique des autorités et des tribunaux étant malheureusement trop instructive à cet égard. L'empereur lui-même qui avait cru désarmer la montée des classes laborieuses en poussant à l'extrême limite les concessions, et en prêchant une croisade morale contre le socialisme et la lutte de classes, voyait son libéralisme et sa propagande religieuse impuissants à endiguer le flot : aussi bien les voix socialistes au Reichstag qui étaient de 1.341.600 en 1890, étaient passées à 1.734.000 en 1893. Elles devaient dépasser deux millions en 1898.

Guillaume II, changeant brusquement d'attitude, faisait élaborer en 1895 une loi contre les menées subversives (*Umsturzvorlage*) qu'il soumit au Reichstag (1). La loi ne passa pas. En revanche l'empereur fit cesser l'action sociale et chrétienne que les pasteurs Stöcker et Neumann avaient exercée, non sans résultats, depuis l'abolition de la loi sur les socialistes. Jusqu'en 1899 on peut dire que l'Etat se chargea de mener la lutte à lui seul contre la *Socialdémocratie*.

(1) Cf. Nestriepke, *op. cit* , Vol. I, p. 283.

cratie, en tant que parti, et en tant que mouvement professionnel. Réflétant avec zèle les velléités impériales, l'Administration, de son côté, ne se fit pas défaut de chercher dans l'arsenal des lois des armes variées pour combattre l'enrôlement des ouvriers dans les bataillons syndicaux. D'abord et jusqu'en 1908, le droit d'association en général demeure soumis à la législation réactionnaire des Etats de l'Empire allemand. Le bon moyen pour les tyranneaux de province de tracasser les organisations ouvrières ! On prétend que dans des réunions soi-disant professionnelles, tel président de syndicat a traité principalement de questions politiques, et les mesures de coercition de pleuvor : l'association dite « politique » est assujettie à la surveillance d'une police malveillante, qui est armée du droit de dissolution et en use systématiquement, ou bien on impose aux syndicats l'obligation de déclarer aux autorités la date et le lieu de leurs réunions. Parfois on n'hésite pas à prendre à leur égard des mesures plus radicales encore, telle l'interdiction de prononcer des discours, sous le prétexte que l'orateur se propose « d'influer sur la marche des affaires publiques », en revendiquant telle ou telle réforme sociale.

Ces mesures, on le conçoit, soulevaient au Reichstag les protestations véhémentes des socialistes. On citait des faits révoltants qui finirent par émouvoir le Gouvernement lui-même. En 1896 le chancelier de Hohenlohe promettait déjà d'affirmer dans une loi d'Empire la liberté de réunion des associations politiques, mais ces promesses dictées sans doute par les besoins du moment n'étaient plus qu'un souvenir trois ans plus tard, puisqu'une loi d'urgence con-

firmait que les associations politiques restaient interdites dans l'Empire. En 1906 un projet de loi était soumis au Reichstag : ce projet cherchait à acheter la reconnaissance des syndicats professionnels par l'obligation du dépôt de leurs statuts et de la liste de leurs adhérents. Il n'aboutit pas, mais en 1908 un projet plus libéral limitait l'obligation de la déclaration préalable aux associations et aux réunions purement politiques. Il fut adopté par le Reichstag. Il ne porta pas néanmoins remède au régime tyrannique dont souffraient les associations professionnelles dans leur activité. La police trouvait le moyen de s'immiscer dans leurs affaires sous prétexte que leurs préoccupations revêtaient avant tout un caractère politique.

Tandis que l'exécutif multipliait ainsi les tracasseries et les poursuites à l'encontre des associations professionnelles ouvrières, les tribunaux de leur côté usaient largement des pouvoirs d'appréciation que le législateur laissait à leur disposition. En particulier, le § 153 du Code industriel dont on a donné plus haut la traduction maintenait en faveur des *Arbeitswillige*, de ceux qui sont « prêts à travailler » un droit exceptionnel. Ils pouvaient rester résolument à l'écart de toute coalition et leur liberté de détermination en la matière était sévèrement protégée par la loi. Les commentateurs du Code industriel en faisaient du reste l'aveu : « Le législateur, écrivait Robert von Landmann, le plus réputé d'entre eux, a recherché avant toute chose à protéger la libre décision des ouvriers qui ne veulent pas s'associer à une coalition, contre toute contrainte émanant de leurs camarades, et singulièrement contre l'emploi de moyens illicites destinés à les gagner ». Les

cours de justice avaient mille moyens de contribuer à la lutte contre les organisations ouvrières. D'abord tout travailleur syndiqué devenait, comme tel, suspect aux yeux de Thémis. Un juge du Landgericht de Duisbourg en Westphalie proclamait dans une sentence qu'un ouvrier non-gréviste est plus digne de foi dans ce qu'il atteste que tous les autres témoins réunis. Au surplus, il était de jurisprudence constante que la simple tentative d'influence sur la volonté d'un travailleur non coalisé, si elle était exercée avec menace, suffisait pour établir le délit prévu au § 153. Quant aux injures, l'appellation « briseur de grève », était généralement punie de quatre semaines d'emprisonnement, celle de « Judas » rapportait invariablement à celui qui l'avait proférée une peine de deux mois de prison. La mise en interdit, enfin, que réprimait le § 153, pouvait, dans la pratique des tribunaux, résulter simplement de toute expression visant à représenter comme indigne aux yeux d'autrui le travailleur interpellé.

Des magistrats plus hardis n'hésitaient pas à interdire les postes de grève par voie d'injonctions. Or, comme si le § 153 tel qu'il était appliqué par la pratique des cours et des tribunaux semblait aux juges une arme trop anodine, ceux-ci ne se faisaient pas faute de chercher dans le Code pénal des textes répressifs qui fussent plus sévères encore aux organisations professionnelles ouvrières. Les dispositions les plus fréquemment utilisées dans cet esprit étaient le § 110, qui réprime les excitations à transgresser les interdictions légales, le § 125 dirigé contre les troubles apportés à la paix publique, le § 130 qui frappe les exhortations à la violence.

A plusieurs reprises, du reste, le Gouvernement, soit de son propre mouvement, soit à la requête des conservateurs, avait songé sérieusement à renforcer la sévérité du § 153 dont le texte pourtant nous paraît déjà bien rigoureux. En 1891 notamment von Berlepsch, le successeur du fameux Puttkammer, avait préparé un texte de loi dans ce sens. Mais c'est en 1899 surtout que le comte Posadowsky publiait un projet de loi connu en Allemagne sous le nom de *Zuchthausvorlage*. Il menaçait les contrevenants au § 153 de la peine brutale des travaux forcés et de la réclusion. Au Reichstag on estima que l'arsenal de la répression pouvait fort bien se dispenser de cette pièce lourde et le projet fut rejeté. La *Generalkommission* et Karl Legien avaient fait une campagne énergique pour faire échouer les plans du comte Posadowsky. Dans un mémoire qu'il avait remis à tous les membres du Reichstag, Karl Legien énumérait un nombre considérable de cas où la loi avait été appliquée avec une révoltante partialité contre les ouvriers grévistes et les chefs des organisations professionnelles ouvrières. Faisant écho à cette contre-attaque, le Professeur Brentano, résumait la loi en disant :

« § 152.

Les coalitions ouvrières et les grèves sont autorisées.

§ 153.

L'usage des droits dont parle le paragraphe précédent constitue un délit ».

Cette année 1899, qui vit rejeter par le Reichstag un projet de loi tyrannique, marque aussi le moment où l'Etat

qui s'était jusqu'alors chargé de lutter contre les syndicats ouvriers et les grèves, passa la main aux chefs d'entreprise. Parmi les employeurs, certains crurent habile, pour arracher les travailleurs au socialisme, de leur accorder certains avantages matériels ; le baron von Stumm dit « le roi de la Sarre » s'est rendu particulièrement célèbre dans l'emploi de cette stratégie aux fils un peu gros (1). Vite, les ouvriers reconnurent que la bienfaisance de Stumm n'était pas dictée par un mouvement du cœur et, sauf quelques-uns qui formèrent les escouades clairsemées des syndicats jaunes, la plupart d'entre eux demeurèrent fidèles aux phalanges compactes des organisations socialistes et chrétiennes. Le grand nombre des chefs d'industrie comprit d'ailleurs que des syndicats ouvriers à eux-mêmes la question posée était une « question de force ». Ils choisirent hardiment la méthode dite du « Maître chez soi », constituèrent des cartels puissants pourvus contre les grèves par un solide système d'assurances. Afin de donner une idée de la puissance de cette coalition patronale, on se contentera de signaler que les *Vereinigte Arbeitgeberverbände* groupaient en 1913, 145.207 chefs d'entreprise employant 4.600.000 ouvriers.

Forts de leur étroite union et surtout de leurs ressources financières considérables, les groupements patronaux, dans leur lutte contre les organisations professionnelles ouvrières, ne reculèrent pas devant des actes rigoureux que les travailleurs qualifiaient d'actes de terrorisme. C'est ainsi que les associations patronales se communiquaient

(1) V. G. Goyau, *L'Allemagne religieuse*, p. 243 et s.

des listes noires, entretenaient un véritable service d'espionnage pour déceler ceux de leurs ouvriers qui faisaient partie de syndicats non orthodoxes. La plupart des chefs d'entreprise refusaient d'embaucher dans leurs usines les ouvriers syndiqués, et pour prévenir toutes déclarations fallacieuses, faisaient souscrire aux travailleurs qu'ils engageaient l'attestation qu'ils n'étaient pas « organisés ».

A côté de ces moyens en quelque sorte individuels, des mesures plus importantes étaient prises lorsqu'il le fallait : par exemple, une organisation professionnelle ouvrière défendait-elle une revendication que les patrons d'une industrie ne voulaient pas agréer, ceux-ci décrétaient le lock-out, afin de faire pièce aux attaques préparées dans les organisations syndicales. C'est ainsi qu'en 1903 les ouvriers de l'industrie textile de Krimmitschau en Saxe ayant réclamé la journée de 10 heures, les organisations patronales répliquèrent à l'ultimatum ouvrier en prononçant la fermeture de leurs usines, jetant délibérément sur le pavé plus de 100.000 ouvriers. De son côté, Borsig, le tout puissant industriel allemand, écrivait dans le *Berliner Tageblatt* en 1911 : « En proclamant ce lock-out notre but c'est de mettre à sec les caisses des syndicats ».

Pas plus que les chefs d'industrie les entreprises d'Etat ne manifestaient de libéralisme à l'égard du mouvement ouvrier : les Mines fiscales et les Administrations des Chemins de fer de Prusse et de Bavière se signalaient en particulier par leur rigorisme. C'est ainsi que dans le Bassin houiller de la Sarre une grève d'ouvriers-mineurs ayant éclaté en 1892, la Direction des Mines fiscales prussiennes mit à l'index 2.500 ouvriers sur les 25.000 qui avaient pris

part au mouvement. Cette mise à l'index eut pour effet de les contraindre à quitter la Sarre où les directeurs de mines refusaient de les embaucher.

Dans la période qui s'est étendue de 1908 à 1914, on peut dire en somme que l'Etat et les chefs d'industrie ont conjugué leurs efforts afin de ruiner ou tout au moins d'enrayer l'action des syndicats ouvriers. En 1911 surtout les organisations ouvrières eurent à faire face à des attaques convergentes. A cette époque, le Gouvernement, entre autres mesures, désigna une commission de jurisconsultes qui devait élaborer une refonte du Code pénal dans le sens d'un renforcement de mesures répressives à l'encontre de certaines manifestations de la liberté de coalition. Le professeur von Lilienthal appuyait cette stratégie : « Sans pouvoir empêcher sur le terrain des réalités la germination des grandes idées sociales, les Gouvernements, disait-il, peuvent porter des coups sensibles aux propagateurs de ces idées. Ils n'ont qu'à tenter de les rendre inoffensifs au moyen d'une législation appropriée ». A la veille de la guerre encore, les représentants de l'industrie, des classes moyennes et de l'agriculture, réclamaient à grands cris des lois contre les mouvements grévistes et notamment l'interdiction des postes de grève ; ils demandaient aussi que le législateur rendît responsables des cessations de travail et des excès qui en sont souvent la conséquence les organisations professionnelles ouvrières. Le coup de tonnerre de juillet 1914 marqua un arrêt au milieu de ces polémiques passionnées.

Dans les années qui se sont écoulées entre la disgrâce de Bismarck et le commencement de la guerre, à côté des

concessions que le libéralisme impérial octroya pendant quelque temps, les revendications des organisations ouvrières amenèrent sur un sol pourtant bien ingrat toute une efflorescence de lois sociales. Citons entre autres l'institution des Conseils de prud'hommes en 1890, les lois sur le repos du dimanche, sur le maximum d'heures de la journée de travail, l'amélioration des lois de protection ouvrière, la codification des lois sur les assurances sociales (1911), la loi sur les bureaux de placement et la loi sur le travail à domicile (1910-1911).

Dans le même temps, exactement entre 1891 et 1913, les associations professionnelles ouvrières ont déclanché 33.344 grèves pour obtenir de meilleures conditions de salaires. Trois millions sept cent mille ouvriers y participèrent. De ces grèves 17.472, soit 53,9 0/0 eurent un succès complet et 6.923, soit 21,3 0/0, un succès partiel. On peut mesurer déjà quels progrès avaient été réalisés depuis les lois et ordonnances de l'ère bismackienne, pendant laquelle les syndicats professionnels ouvriers furent obligés de se terrer et de se camoufler soigneusement, en évitant la guerre en rase campagne.

Lorsque les heures tragiques de juillet 1914 sonnèrent au cadran de l'histoire, l'Allemagne formait un vaste champ clos où deux groupes d'adversaires se mesuraient ardemment. D'un côté de la lice des troupes innombrables, les ouvriers, fortement coalisés dans les organisations socialistes, chrétiennes et Hirsch, ayant la sympathie des intellectuels et des petits commerçants, avides de réformes sociales. En face d'eux la redoutable alliance des grands industriels, des gros commerçants, des chefs de métiers et

des grands propriétaires terriens. Les possédants qui, avec l'armée, formaient les deux principales assises de l'Etat résistaient froidement aux revendications pressantes des syndicats. Le congrès ouvrier de Munich tenu au printemps de 1914 avait enflé la voix demandant au législateur de sanctionner le contrat collectif conclu entre les associations professionnelles ouvrières et patronales ; il voulait, en outre, voir créer des offices de placement indépendants des patrons et réclamait l'institution d'indemnités de chômage.

Cette voix impérieuse des syndicats ouvriers, désormais conscients de leur force, ni la schlague d'un Bismarck, ni le narcotique d'un Guillaume II libéral, première manière, n'avaient été en mesure de l'apaiser. Dans l'Etat de Bade déjà, la *Socialdémocratie* était au pouvoir. Au surplus les socialistes venaient de conquérir aux élections de 1912 cent dix sièges du Reichstag. Quatre millions cinq cent mille suffrages les appuyaient. Aussi la guerre sembla-t-elle venir à point nommé pour dériver vers l'ennemi extérieur des énergies redoutables qui, conjuguées avec d'autres forces, devaient faire sauter immanquablement le puissant organisme impérial. Mais si, pour un temps, « l'union sacrée fit taire les discussions, elle n'avait pas résolu le problème de l'équilibre des forces à l'intérieur. Elle n'avait fait que l'ajourner, dangereusement » (1).

(1) Charles Reber, *Où va l'Allemagne ?* Paris, 1929, p. 13.

DEUXIÈME PARTIE

DE 1914 A NOS JOURS

CHAPITRE PREMIER

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES PENDANT LA GUERRE

- I. — *La trêve entre patrons et ouvriers.*
- II. — *Le chômage, conséquence de la mobilisation.*
- III. — *Diminution des effectifs, des cotisations et de la force combative. Attitude des syndicats.*
- IV. — *L'Etat reconnaît implicitement les syndicats : le service auxiliaire, 1916.*
- V. — *Les communautés de travail, leur peu de succès.*
- VI. — *Disparition du § 153 du Code industriel en mai 1918. Conclusion.*

I. — La trêve entre patrons et ouvriers.

Pour pouvoir réaliser par la guerre ses visées ambitieuses sur le continent européen le Gouvernement d'Empire devait, de toute nécessité, se sentir l'esprit libre de préoc-

cupations à l'intérieur. En particulier, il fallait, à tout prix, empêcher « les enfants terribles », les ouvriers des syndicats, de se livrer à des réclamations doublement inopportunes aux yeux du gouvernement et, surtout, à des entreprises périlleuses pour la sûreté de l'Etat. On allait plus loin : l'attitude purement passive des travailleurs paraissait ne pas répondre aux exigences de la situation. C'est leur collaboration ardente et constante que l'on désirait surtout : ne fallait-il pas pourvoir et d'armes et de munitions les armées importantes de l'Empire sur deux vastes fronts de bataille, équiper de pied en cap les bataillons serrés qu'on jetait dans la fournaise et alimenter en combustible les usines allemandes qui allaient pendant quatre années travailler jour et nuit ? Une trêve, sinon une paix définitive à l'intérieur, devenait désormais indispensable.

Mais le Gouvernement pouvait se demander comment il obtiendrait pratiquement cette suspension d'armes dans la cité. A l'occasion de Congrès retentissants les socialistes n'avaient-ils pas dénoncé le danger des conflits internationaux, conséquence inéluctable à leur sens du capitalisme moderne et de ses tendances impérialistes ? En Allemagne, comme en France, les chefs des syndicats socialistes n'avaient-ils pas proclamé à plusieurs reprises que si les lueurs sinistres d'un conflit imminent devaient un jour s'allumer sur le pays, ce serait pour la classe ouvrière un devoir impérieux de se dresser de toute sa masse contre le fléau de la guerre abhorrée, afin d'en prévenir les ravages ? Une fraction importante des socialistes, d'accord avec les camarades français, recommandait en pareille conjoncture d'utiliser l'arme irrésistible de la grève générale. De

fait, aux premiers grondements de l'orage, la *Socialdémocratie* avait crié casse-cou ! Avec force elle s'était élevée contre l'ultimatum signifié à la Serbie. Un peu plus tard, le 1^{er} août 1914, l'organe de la *Generalkommission*, le *Korrespondenzblatt*, écrivait courageusement :

« Nous avons l'obligation de constater avec regret que les Allemands sont astreints à collaborer à la politique de conquête de l'Autriche impérialiste et à appuyer ses agissements dans les Balkans : constamment elle nous entraîne à deux pas de complications internationales. Nous réprouvons l'attentat criminel contre l'héritier du trône d'Autriche. Nous trouvons juste que cette monarchie demande une sanction à l'encontre de certains officiers serbes, s'il est vrai qu'ils aient été les instigateurs de l'assassinat. Mais celui qui est accusé d'un crime doit avoir le temps d'examiner les griefs qui sont formulés contre lui, et cet examen ne peut avoir lieu dans les quarante-huit heures. Le Gouvernement autrichien porte la responsabilité de mettre le comble à l'agitation et aux excitations contre le peuple serbe. »

En même temps que cette protestation s'élevait, de grandes réunions populaires et des cortèges importants se formaient dans la plupart des grandes villes d'Allemagne pour manifester en faveur de la paix.

Inquiet de toutes ces démonstrations ouvrières, Guillaume II écrivait alors : « Les socialistes font des manifestations antimilitaristes dans les rues ; cela ne doit être toléré à aucun prix en un pareil moment. Si le fait se reproduit, je proclamerai l'état de siège et je ferai mettre en prison tous les meneurs ». M. Raymond Poincaré qui dans ses *Mémoires* rapporte cet ordre et cette menace de l'empereur ajoute avec raison : « Si les choses n'en vinrent pas là, c'est que le Gouvernement allemand fut plus sage que son maître

et estima qu'à la veille de la guerre il était plus prudent de tromper les socialistes que de les mettre en prison ». Telle fut en effet la tactique employée vis-à-vis des turbulents. On utilisa largement ce que le langage des camps allait appeler le « bourrage de crânes » ; des nouvelles « sensationnelles » se succédèrent, habilement dosées, de façon à créer peu à peu un état d'esprit nationaliste : l'imminence d'une invasion de cosaques dont les hordes, disait-on, se rassemblaient aux frontières de l'Est, l'attaque d'avions français sur la ville de Nuremberg, des récits officiels, « cousus de mensonges », sur l'histoire des années d'avant-guerre, tout fut mis en œuvre pour circonvenir les masses ouvrières et leur représenter qu'en 1914 comme en 1813 l'Allemagne devait soutenir, le couteau sur la gorge, une lutte décisive afin de garder son indépendance.

Plus tard, l'organe central des syndicats libres d'Allemagne s'efforcera d'expliquer pourquoi les chefs des organisations ouvrières n'ont pas cru de leur devoir de mettre des entraves à l'action extérieure du gouvernement d'Empire. « La politique du 4 août 1914, écrit le *Korrespondenzblatt* en 1916, correspond aux intérêts primordiaux de nos syndicats ouvriers. Cette politique nous garde de l'invasion ennemie, elle nous évite le morcellement du territoire national et l'anéantissement des branches maîtresses de l'économie florissante d'Allemagne. Elle nous garantira contre le fléau d'une défaite qui entraînerait pendant des décades la charge d'indemnités de guerre. Cette politique, enfin, nous assure la possession des régions allemandes où sont concentrées nos industries et les matières premières qui leur sont utiles. Elle garantit l'importation des produits

nécessaires à nos fabriques, l'exportation et les débouchés de nos marchandises dans les autres pays ».

Le 1^{er} août 1914 les syndicats socialistes ne professaient pas encore la doctrine orthodoxe que reflète la citation précédente. Adversaires ardents du Gouvernement d'Empire dont ils réprouvaient à la fois les tracasseries à leur égard et la politique extérieure impérialiste, ils s'attendaient bien, pour le cas où la guerre éclaterait, à voir leurs organisations dissoutes à la demande de l'Empereur qui, décidément, paraissait bien avoir fait sienne la boutade des tyrans antiques : « Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent ! »

C'est pour cela que, vers la fin de juillet 1914, la *Generalkommission* crut le moment venu de réunir les chefs des syndicats afin de délibérer avec eux sur les mesures qu'il conviendrait d'adopter, dans le cas où le Gouvernement s'en prendrait aux organisations ouvrières. La réunion des délégués devait avoir lieu dans la capitale le dimanche 1^{er} août. Entre temps, la *Generalkommission* estima utile d'entreprendre une démarche auprès du ministère de l'Intérieur du Gouvernement d'Empire afin d'obtenir de son porte-parole des indications sur l'attitude que le Gouvernement voulait adopter vis-à-vis des syndicats ouvriers. A leur grande surprise les délégués reçurent des apaisements de la part du secrétaire d'Etat à l'Intérieur. On leur donna l'assurance que le Gouvernement n'entendait pas importuner les organisations ouvrières, « si de leur côté, elles ne nous créent pas de difficultés » précisait le représentant de l'Empire.

Cette déclaration habile acheva d'apprivoiser les délè-

gués de la *Generalkommission*, déjà ébranlés dans leur résistance à la guerre par l'atmosphère qui régnait dans toute l'Allemagne en ces jours de fièvre générale. Un des dirigeants des syndicats professionnels socialistes, Paul Umbreit, l'a d'ailleurs reconnu depuis : « L'opinion allemande, écrit-il, était dirigée de telle sorte que chacun n'avait l'idée de rechercher les auteurs de la guerre que par delà les frontières de l'Empire » (1). En résumé, tout comme les autres corporations de l'Allemagne impériale, les syndicats professionnels ouvriers répétèrent à l'envi que la patrie allemande était menacée de toutes parts et par conséquent en cas de légitime défense. Ne pas suivre les injonctions du Gouvernement, c'était donc trahir.

Dès le lendemain de la déclaration de guerre à la Russie et à la France, la conférence des chefs de syndicats se prononçait nettement pour la suspension immédiate de toutes les actions entreprises en vue d'améliorer les salaires et en particulier de tous les mouvements grévistes. C'était la paix civile assurée à un moment où toutes les énergies nationales devaient être réunies en faisceau (1). Il est vrai que cette réconciliation inattendue allait durer à peine plus longtemps que naguère l'effet des baisers Lamourette.

II. — *Le chômage, conséquence de la mobilisation.*

En tout cas dans les mois qui allaient suivre, et par la force des choses même, la puissance des organisations syn-

(1) V. P. Umbreit, *op. cit.*, p. 47.

(2) V. Berthelot, *Les lois du travail en Allemagne*. Paris, 1924, p. VIII et IX.

dicales devait se montrer peu redoutable aux pouvoirs publics. Pendant les mois qui précédaient la guerre une crise avait pesé sur la vie économique de l'Allemagne. Cent mille ouvriers étaient sans travail et leur nombre s'accroissait à une allure accélérée (1). Des faillites retentissantes, telle celle de Wolff Wertheim dont le passif excédait vingt millions de marks, témoignaient d'une course trop précipitée vers les records industriels. Vint la menace de la guerre ; elle alourdit encore l'économie allemande déjà fortement gênée par la crise générale. En juillet 1914, les statistiques officielles révèlent que la proportion du chômage est de 2,7 0/0, taux élevé pour la saison. L'Etat, les Communes et les Compagnies concessionnaires de services publics réduisent systématiquement leurs dépenses, remettent à plus tard l'exécution des programmes de travaux et concourent largement à accentuer le marasme. Dans toute l'Allemagne alors se dresse en vérité le tableau tracé naguère par le poète latin : *Pendent opera interrupta machinæque*.

La déclaration de la guerre au commencement d'août achève de déprimer l'industrie malade. Les crédits se resserrent, l'esprit d'entreprise fait place à la timidité et à l'hésitation ; en même temps le blocus militaire sur la plus grande partie des frontières entrave les courants féconds de l'importation et de l'exportation, tant pour l'alimentation des hommes que pour la subsistance de l'organisme industriel ; enfin les armées monopolisent en quelque sorte tous les moyens de transport pour les besoins des fronts de

(1) V. P. Umbreit, *op. cit.*, p. 49 et s.

bataille. De 50.000 tonnes en juillet 1914 la production du fer brut passe à 18.925 tonnes en août ; celle du charbon fléchit, dans la même période, de 328.000 à 177.800 tonnes. Les enrôlements militaires n'étaient sans doute pas étrangers à cette diminution de la production industrielle de l'Allemagne, mais ce n'en était pas la cause principale, car le nombre des chômeurs s'accroissait en même temps à grande allure. De plus, phénomène bien connu dans des périodes analogues à celle dont on retrace ici les péripéties, un pessimisme pénétrant s'infiltrait dans les rangs des syndicats : les circonstances mêmes empêchaient les organisations ouvrières de s'opposer avec chance de succès aux licenciements qui se multipliaient en Allemagne. Leur arme favorite, la cessation concertée du travail, était inopérante évidemment, et les chefs des associations professionnelles ouvrières voyaient avec amertume les listes de leurs membres s'éclaircir en raison du départ des pessimistes mécontents, et des incorporations militaires.

III. — Diminution des effectifs et des cotisations.

Attitude des syndicats.

Pour illustrer la double action des événements de juillet et d'août 1914 sur les effectifs syndicaux et sur le marché du travail en Allemagne, on utilisera une statistique dressée par les syndicats socialistes au commencement de septembre 1914. Ils comptaient alors 2.330.000 membres hommes. Sur ce nombre 590.000, soit environ 28 0/0,

avaient été mobilisés. Or, parmi ceux qui étaient disponibles pour l'industrie, soit 1.740.000, 370.000 ou 21 0/0 manquaient de travail. En somme, 50 0/0 des ouvriers du sexe masculin étaient enlevés à cette époque aux industries et manufactures allemandes. Le chômage, il est vrai, se trouva enrayé en quelques semaines du fait des commandes de l'armée aux industries nationales ; bien plus la main-d'œuvre finit par se trouver insuffisante et en Allemagne, comme ailleurs, des petits rentiers et surtout des femmes prirent la place des mobilisés dans les usines de fabrications de guerre. Leur afflux sur le marché du travail n'accrut pas très sensiblement les troupes syndicales. En effet, outre que quantité de ces travailleurs d'occasion n'avaient pas le goût de s'affilier aux organisations ouvrières, les départs pour l'armée réduisaient d'une manière accrue les effectifs des syndicats. De 590.000 départs au 1^{er} septembre 1914, on était passé à un million, un an après, et à 1.400.000 en septembre 1918. Les ouvriers qui étaient ainsi appelés sous les drapeaux ne payaient plus leurs cotisations et par suite ne pouvaient plus être considérés comme membres des syndicats professionnels. D'ailleurs, on le comprend, la mobilisation générale décima non seulement les troupes syndicales, mais encore leurs états-majors. Presque partout le personnel dirigeant, appelé en hâte sous les drapeaux, eut tout juste le temps de remettre le soin des affaires courantes à des suppléants souvent dépourvus d'expérience et d'autorité.

La désorganisation des syndicats et de leur force combattive fut la conséquence de ces réductions d'effectifs et des

fermetures d'usines, dont les chefs étaient au front. L'action des organisations professionnelles ouvrières se trouva également compromise par le fait que le passage de l'économie de paix à l'économie de guerre conduisit à une concentration industrielle sans précédent. Les ouvriers virent se constituer en face de leurs troupes anémiées une catégorie nouvelle d'industriels : les fournisseurs de l'armée. Tout en se faisant, comme en France et ailleurs, payer largement leurs fabrications, ils n'associaient guère leur personnel aux bénéfices exagérés qu'ils prélevaient sur leurs fournitures aux administrations militaires. Comment les syndicats auraient-ils pu s'élever contre ces chefs d'entreprise, avides de produire à la fois pour détruire et pour s'enrichir ? Dans leurs effectifs ils ne trouvaient guère que de vieux ouvriers, des femmes ou des évacués. Au surplus toute coalition n'était-elle pas vouée par avance à l'insuccès ? D'abord l'état de siège permettait de militariser les usines où se seraient manifesté des velléités d'insubordination et, sans même recourir à cette mesure radicale, les chefs d'entreprise pouvaient jeter sur le pavé les éléments indociles, quitte à les remplacer par des prisonniers de guerre.

Aussi la *Generalkommission* ne cessait-elle de recommander sagement aux syndicats affiliés d'éviter les mouvements de grève. En 1916, de concert avec les syndicats chrétiens et les syndicats Hirsch, elle renouvelait sa promesse de s'opposer résolument à toute cessation concertée du travail pendant toute la durée de la guerre. Si les conseils de la *Generalkommission* ne furent pas toujours suivis à la lettre, si des mouvements de grève ne furent pas

toujours écartés, on peut dire en tout cas qu'ils se terminèrent par l'insuccès. L'autorité militaire s'entendit toujours à les mater en peu de temps.

Réduits ainsi à une attitude modérée et pacifique en raison de la trêve qu'ils avaient conclue avec le Gouvernement, affaiblis dans leur action par la diminution de leurs effectifs, les syndicats professionnels ouvriers ne demeurèrent cependant pas dans la passiveté. Ils se donnèrent comme rôle essentiel pendant cette période troublée par les événements extérieurs d'assister leurs membres actifs réduits à l'inaction et au chômage et d'apporter des secours aux familles de leurs adhérents mobilisés. Dès le début de la guerre, en recommandant aux ouvriers de ses organisations la fidélité syndicale, la *Generalkommission* leur donnait solennellement l'assurance que rien ne serait épargné pour atténuer le chômage et la détresse ouvrière. De fait, les ressources des syndicats furent dans une très large mesure employées pour l'assistance des sans-travail et les familles des ouvriers mobilisés. Le tableau ci-après témoigne de l'emploi que les organisations firent de leurs ressources dans cet esprit de solidarité.

Années	Recettes	Dépenses	En caisse
1913 . . .	82.176.749	75.036.206	74.999.853
1914 . . .	71.053.156	79.709.641	51.459.808
1915 . . .	41.609.853	44.247.863	67.852.872
1916 . . .	34.119.609	30.162.652	65.866.432
1917 . . .	39.298.939	28.619.443	70.731.550
1918 . . .	59.550.912	41.460.676	80.776.316

De ce tableau il résulte que jusque fin 1916 les recettes et l'encaisse des organisations ouvrières se sont peu à peu réduites. Mais, à partir de la mise en vigueur de la loi sur le service auxiliaire, le 5 décembre 1916, les caisses des syndicats commencèrent à se remplir. Pendant la première moitié de la guerre les organisations ouvrières eurent donc à fournir un gros effort financier en faveur de leurs adhérents. A côté de ces interventions directes auprès de leurs membres, les syndicats, par leurs organisations centrales, s'efforcèrent d'agir sur les pouvoirs publics et notamment sur les services de l'Intérieur pour les amener à envisager les mesures sociales qu'exigeait la situation des travailleurs. On peut dire par exemple, que leurs instances obtinrent aux communes l'octroi d'un crédit de 200 millions de marks, sur les ressources de l'Etat, afin d'alimenter les caisses communales et subvenir à la misère des chômeurs. Les organisations s'employèrent aussi à faire décider par une loi que les mutilés de plus de 33 0/0 devaient être obligatoirement employés dans l'industrie privée : leurs efforts ne devaient être couronnés de succès qu'après la guerre. Les syndicats signalèrent enfin au Gouvernement certains abus, tel celui de l'exploitation éhontée des ouvriers et des ouvrières à domicile, l'accaparement des denrées de première nécessité par certains bas commerçants. En un mot, fidèles au pacte qu'ils avaient conclu avec le Gouvernement au commencement de la guerre, les organisations ouvrières évitaient avec soin de créer des difficultés à ceux qui avaient la charge de conduire l'Etat, mais ne manquaient pas de leur soumettre tous projets, toutes réformes, qu'elles croyaient opportunes et

utiles aux intérêts de leurs commettants. Quoiqu'il se défendît âprement de les reconnaître, le Gouvernement tenait pratiquement compte de leurs suggestions. Peu à peu, par la force des choses, il allait, sinon toujours suivre les avis des syndicats, au moins prêter l'oreille à leurs propos. Il devenait évident qu'il ne pouvait pour certaines matières tout au moins, rejeter leur collaboration. Le Ministère de l'Intérieur le reconnaissait expressément : « Nous sommes heureux, disait-il, de trouver de grandes organisations ouvrières sur lesquelles en cas de nécessité le Gouvernement puisse s'appuyer ».

IV. — L'Etat reconnaît implicitement les syndicats ouvriers : Le service auxiliaire.

C'est l'institution du « Service auxiliaire » en décembre 1916 qui donna aux syndicats professionnels ouvriers allemands, pour la première fois, l'occasion d'éprouver le changement d'attitude de l'Etat à leur égard (1).

L'idée du service auxiliaire se présenta à l'esprit des dirigeants du gouvernement impérial pendant l'été de 1916. L'entrée en guerre de l'Italie et de la Roumanie rendait indispensable un accroissement de production dans les industries d'armement. Tous les hommes valides de 17 à 45 ans se trouvaient au front ou dans les usines de guerre. Pour faire face à une fabrication accrue, il fallait de toute

(1) V. P. Umbreit, *op. cit.*, p. 144. Dr. Nestriepke, *op. cit.* Vol. II, p. 33.

nécessité employer la main-d'œuvre encore utilisable à l'intérieur de l'Allemagne. Le Gouvernement pensa d'abord embaucher indistinctement les hommes et les femmes n'ayant pas atteint l'âge de soixante ans. Mais, embaucher, ce n'était pas suffisant pour atteindre le but que l'on se proposait. Il fallait, à la lettre, « embrigader » les personnes susceptibles par leur travail de concourir à la défense du pays, de façon que la fabrication des armes et des munitions de guerre pût s'effectuer avec discipline et sans à-coups. Cette mobilisation de toutes les forces vives de l'Allemagne exigeait en même temps la mise sur pied d'une organisation du travail telle que chacun pût après un stage rapide être en mesure de « servir » à plein à la place qui lui aurait été assignée.

Pour réaliser ce dessein, le Gouvernement décida de créer un « Office de Guerre » (*Kriegsamt*) dont il confia la direction au Général von Groener; il devait être assisté d'un double état-major, militaire et technique. Sans ambages Groener déclara qu'il ne pourrait réussir dans la tâche qui lui était fixée si ne lui était garanti la collaboration des syndicats ouvriers. L'heure était grave; dans les milieux gouvernementaux on n'avait guère le loisir de se retrancher derrière la rigueur des principes. Aussi le chef de l'Office de guerre n'eut-il pas de mal à faire admettre que dans le nouvel organisme les représentants des organisations ouvrières seraient entendus à titre consultatif pour toutes les questions qui intéresseraient les travailleurs. Mieux, un délégué des ouvriers devait d'une manière permanente figurer dans le personnel directeur de l'Office. Peu de temps après la promulgation de la loi, le président du puissant

syndicat des ouvriers métallurgistes allemands fut appelé à ce poste.

L'initiative du Général Groener fut accueillie avec satisfaction par les syndicats ouvriers et leurs adhérents. Sans être encore formellement reconnues par l'Etat les organisations ouvrières se voyaient invitées à prendre place dans ses conseils, autour du tapis vert, et leur existence se trouvait ainsi implicitement reconnue.

La nouvelle organisation fut élaborée dans le courant du mois de novembre 1916 avec le concours constant des organisations syndicales ouvrières. Devaient être embrigadés dans le système à l'étude tous les hommes non mobilisés, de 17 à 60 ans. On admettait l'enrôlement des femmes, mais à titre de volontaires. L'incorporation des hommes étant obligatoire, était assurée à l'aide de sanctions sévères pour les contrevenants : peine d'emprisonnement pouvant s'élever jusqu'à un an ou d'amende jusqu'à 10.000 marks.

Craignant que ce régime n'amènât les dirigeants de l'Office de guerre à traiter les travailleurs d'une manière dictatoriale et à leur enlever pratiquement la jouissance de libertés autrefois conquises dans de rudes batailles, les syndicats profitèrent des facilités que leur donnait leur collaboration pour faire inscrire dans le projet de loi certaines garanties, notamment l'institution dans chaque usine de comités ouvriers chargés de négocier avec les directeurs ou patrons toutes questions de salaires ou de travail (*Betriebsausschüsse*). On créa aussi des comités de conciliation (*Schlichtungsausschüsse*) comprenant des employeurs et des ouvriers sous la présidence d'un officier.

On établit enfin des tribunaux spéciaux pour l'arbitrage de tous litiges nés à l'occasion du travail.

La discussion du projet au Reichstag fut passionnée, à raison de l'opposition que montra le secrétaire d'Etat, Helfferich, qui sur des points secondaires s'efforça de faire échec au vote de la loi. Elle fut cependant acceptée par 235 voix contre 19. Dans la vie de l'Etat les syndicats apparaissaient enfin comme des éléments actifs.

Une proclamation de la *Generalkommission* fut adressée aux ouvriers au lendemain du vote de la loi sur le service auxiliaire. Les travailleurs, disait-on, doivent accepter dans un esprit patriotique les prescriptions de cette loi. Sans doute apportait-elle à certains égards une limitation aux droits acquis des ouvriers, notamment quant à la liberté du contrat de travail et au droit de libre déplacement. Mais elle donnait en revanche un certain nombre de garanties précieuses pour les travailleurs, telles l'institution de comités et de tribunaux paritaires spéciaux pour le règlement rapide de tous différends d'ordre professionnel.

Peu de temps après le vote de la loi, le 12 décembre 1916, les représentants des syndicats ouvriers se réunirent dans une assemblée générale à Berlin, afin d'étudier la mise en application de la loi sur le service auxiliaire. La résolution qui fut adoptée à la dernière séance révèle que les syndicats avaient nettement conscience de leur force et de leur rôle accru dans l'Etat ; en voici un passage :

« Les éléments de la population représentés par les ouvriers et les employés syndiqués sont disposés unanimement à mettre toutes leurs énergies au service du pays, afin de faire échec aux plans d'anéantissement de l'Allemagne établis par ses ennemis.

« Les chefs des syndicats représentent ici quatre millions d'ouvriers et d'employés allemands. Ils attendent du Gouvernement et de l'Office de guerre qu'ils secondent largement les justes efforts des ouvriers et des employés en vue de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires, et en vue d'un droit de coalition garanti... »

La loi sur le service auxiliaire demeura en vigueur pendant toute la durée de la guerre. Elle fut abrogée par les représentants du peuple le 11 novembre 1918. Les ouvriers l'avaient accueillie sans murmures parce que, si elle les liait à la besogne, elle leur apportait par ailleurs d'indéniables avantages et qu'elle permettait à leurs organisations de collaborer dans une certaine mesure avec le Gouvernement. L'autorité des syndicats se trouva accrue dans les milieux ouvriers et, de fait, dès la mise en vigueur de la loi les vides creusés dans les rangs des syndicats se comblèrent peu à peu. La loi sur le service auxiliaire était, grâce à la collaboration des syndicats, si intéressante pour les travailleurs que les commissions paritaires et les comités de conciliation qu'elle avait institués en leur faveur subsistèrent après sa disparition et furent améliorés dans des textes législatifs de la période révolutionnaire.

V. — *Les communautés de travail ; leur peu de succès.*

C'est également à la faveur des événements de novembre 1918 que les syndicats ouvriers arrivèrent à établir les « Communautés de travail » (*Arbeitsgemeinschaften*) qui devaient associer patrons et travailleurs à la recherche des solutions sociales et professionnelles les plus conven-

bles aux intérêts en cause (1). Pendant toute la durée de la guerre l'association entre les deux éléments antagonistes ne put être réalisée qu'en passant. Sans doute la trêve avait-elle été proclamée entre eux dans l'enthousiasme du départ pour la guerre « fraîche et joyeuse » mais leurs différends de la veille avaient été décidément trop profonds pour que le caractère factice des serments échangés n'apparût pas à la première difficulté. De fait, en 1915 déjà, le chef du Cartel de l'Acier, l'industriel Kirdorf, s'efforçait d'exciter le Gouvernement prussien contre les ouvriers qui voulaient constituer dans les usines métallurgiques des organismes paritaires de conciliation. En 1915, également, la Generalkommission convaincue qu'une « communauté de travail » assurant la bonne marche des usines, notamment des usines de guerre, formerait une sorte d'embryon d'une institution légale à créer dans l'après-guerre, n'hésita pas à écrire officiellement aux deux grands cartels patronaux, afin de leur exposer les avantages qui, à son avis, résulteraient d'une telle création.

A cette invite les syndicaux patronaux répondirent d'une manière tout à fait évasive. Il leur était difficile, on le conçoit, d'admettre qu'ils eussent dorénavant à traiter d'égal à égal avec les organisations ouvrières. Au surplus, le but même que poursuivaient les ouvriers en voulant instituer les communautés de travail qu'ils préconisaient ne pouvait rallier les suffrages des chefs d'entreprise : les travailleurs, en effet, recherchaient avant tout une diminution des profits patronaux et une élévation des salaires.

(1) V. P. Umbreit, *op. cit.*, p. 164 s. ; Nestriepke, *op. cit.*, p. 32 s.

Malgré le peu d'empressement des organisations patronales pour la création des communautés de travail, il y eut en fait pendant la guerre, il faut le reconnaître, entre les deux éléments de la production industrielle, des ententes fructueuses. On sut comprendre dans les milieux des chefs d'entreprise que les négociations pacifiques entre patrons et ouvriers sur les questions professionnelles étaient pour les uns comme pour les autres bien préférables aux conflits. En matière de salaires notamment on arriva à des accords amiables qui furent incorporés dans des conventions collectives : grâce à ces conventions les ouvriers avaient l'avantage de se trouver protégés contre les effets d'une concurrence de main-d'œuvre au rabais et les patrons contre un enchérissement des offres de travail. Mais cette collaboration, on l'a déjà précisé plus haut, ne conduisit pas pendant la durée de la guerre à l'établissement des communautés de travail. Dans cet ordre d'idées, les patrons n'acceptèrent que les Comités de conciliation (*Schlichtungsausschüsse*). Toutefois, lorsqu'au cours de l'été 1918 la débâcle militaire s'avéra de plus en plus menaçante et que des mouvements séditeux commencèrent à secouer l'organisme affaibli de l'Allemagne les chefs d'entreprise comprirent qu'il leur fallait donner des gages au monde des travailleurs, sous peine d'être emportés dans la tourmente. Ils acceptèrent alors, sans entrain, de former avec les ouvriers des communautés de travail, afin de calmer, sans faire en somme un grand sacrifice, l'effervescence dangereuse qu'ils devinaient déjà chez les travailleurs.

A cette époque le président du Conseil d'administration des industries métallurgiques d'Allemagne, le docteur Rei-

chert, justifiait ce revirement d'attitude des milieux patronaux par les considérations suivantes :

« Comment aurait-on pu sauver l'industrie ? Comment aurait-on pu garantir le monde industriel contre la socialisation qui aurait brisé toutes les branches de l'économie, contre l'étatisation, contre la révolution menaçante ? Une action prépondérante contre ces périls, seule la classe ouvrière et ses organisations syndicales étaient alors en mesure de l'exercer ». Et, tirant de ces constatations la conséquence qui s'en dégageait, le docteur Reichert reconnaissait que l'industrie ne pouvait contracter d'alliance qu'avec les syndicats ouvriers. On verra bientôt, du reste, ce qu'ont été les communautés de travail établies au lendemain de la Révolution de 1918. En attendant de les créer les syndicats poursuivaient un autre objectif non moins important et qu'ils eurent la satisfaction d'atteindre dès le printemps de 1918 : la suppression du § 153 du Code industriel.

VI. — *Disparition du § 153 du Code industriel, en 1918.*

Pendant toute la durée de la guerre, les administrations civiles et militaires et les tribunaux ne s'étaient pas privés d'utiliser ce texte pour entraver les coalitions des travailleurs. D'abord, dans toutes les exploitations d'Etat et notamment dans les administrations des Chemins de fer on n'engageait d'ouvriers à titre permanent que non syndiqués. Il est vrai qu'en 1915, les directions des Chemins de fer renoncèrent à cette clause draconienne. Mais, cette

concession n'était qu'apparente, car un paragraphe spécial figurait au contrat de travail des ouvriers qui leur interdisait formellement d'adhérer à toute association pouvant conduire à une cessation concertée du travail. Si, par ailleurs, le Gouvernement fit montre de quelque libéralisme en amendant la loi sur les associations et notamment le « paragraphe des langues » (1), il demeura irréductible sur le chapitre de l'abolition du § 153. D'après ce qui a été précédemment exposé on s'imagine aisément avec quelle ardeur les milieux syndicaux souhaitaient la disparition de ce texte dont l'autorité militaire, armée des pouvoirs dictatoriaux que lui laissait l'état de siège, faisait usage sans discrétion.

Incessamment la *Generalkommission* portait ses doléances auprès du ministère de la guerre, ou bien aux bureaux de l'Office de guerre, ou même au chancelier d'Empire. Elle exposait qu'ici la *Kommandantur* venait de prohiber l'impression de feuilles ou de tracts des organisations professionnelles ouvrières, que là elle avait interdit toute réunion de syndicats, qu'ailleurs on exigeait le dépôt préalable des ordres du jour d'assemblées. Ou bien un orateur de la *Generalkommission* se voyait interdire pour trois mois le droit de prononcer des discours, sous le prétexte qu'il aurait invité les ouvriers de Haute-Silésie à demander une augmentation de leurs salaires, pour qu'ils fussent équivalents aux salaires payés dans d'autres districts miniers plus favorisés.

(1) Ce texte imposait l'usage exclusif de la langue allemande dans les réunions publiques.

Toutes ces tracasseries devenaient insupportables aux syndicats ouvriers. Moins que jamais ils se résignaient à accepter cette tutelle brutale et maladroite. A la demande de leurs dirigeants la *Generalkommission* avait élaboré en 1917 un programme copieux des principales revendications formulées par le monde des travailleurs. Etabli sous la forme d'un mémoire rédigé par Paul Umbreit, ce programme fut adressé au Gouvernement d'Empire. En ce qui concerne la liberté syndicale il précisait de la manière suivante le vœu des ouvriers :

« Abolition de tous textes législatifs mettant un obstacle au droit d'association, à la cessation concertée du travail, à la mise à l'index, au boycottage, en un mot à tous les moyens utilisés avec le dessein de défendre des conditions de salaires ou de travail jugées bonnes ou de les améliorer.

Abolition de l'interdiction de toute coalition imposée aux ouvriers des chemins de fer ou des exploitations d'Etat.

Garantie légale du droit d'association et du droit de grève contre toutes interdictions et toutes entraves émanant des autorités ou des particuliers. Rejet de toutes clauses afférentes à la grève dans les cahiers des charges de travaux publics. Obligation pour les entrepreneurs de semblables travaux de reconnaître le droit de coalition de leurs ouvriers et de leurs employés. »

Le 2 novembre 1917 le chancelier d'Empire Michaelis cédait la place au baron de Hertling. Aux yeux du nouveau chancelier s'affirmait la nécessité de s'appuyer sur les éléments de gauche du Reichstag. Le moment parut propice aux syndicats ouvriers pour essayer de prendre leurs avantages. Avec une bonne grâce toute politique Hertling promit de mener à bonne fin une série de réformes ouvrières, parmi lesquelles figurait l'abolition du § 153.

Les grèves redoutables des ouvriers métallurgistes en janvier 1918 avaient révélé aux plus aveugles le péril prolétarien et le mécontentement de la classe ouvrière. A l'aube de cette année 1918, qui allait être si grosse d'événements pour l'Allemagne, il apparut indispensable de ne pas différer l'octroi des concessions promises à cette armée puissante et disciplinée des travailleurs qui comptait plus de deux millions d'adhérents parmi les non-mobilisés, mais dont les effectifs réels étaient quatre fois plus forts, compte tenu des travailleurs qui portaient l'uniforme militaire.

C'est conscient de cette nécessité que le chancelier Hertling soumit au Parlement un projet de loi qui fut voté le 22 mai 1928. Le § 153 du Code industriel se trouvait abrogé (1). Satisfaction était enfin donnée à une revendication que les syndicats avaient formulée depuis un demi-siècle : la disparition du délit spécial de coalition. Désormais les non-grévistes, les non-syndiqués ne sont plus les enfants gâtés de la loi. La liberté de l'action syndicale se trouve dégagée des atteintes d'un texte trop sévère et délibérément partial. Toutefois les syndicats, ne recevaient, du fait de cette abrogation du § 153, qu'une garantie purement négative. En effet, bien que la loi de 1916 sur le service auxiliaire fit appel à leur collaboration ils n'étaient pas encore reconnus expressément. Au surplus si les ouvriers allemands travaillant dans l'industrie pouvaient désormais, sans s'exposer à des sanctions, se grou-

(1) V. *La liberté syndicale*, *op. cit.*, vol. III, p. 20 ; P. Umbreit, *op. cit.*, p. 142.

per en syndicats, toute une catégorie d'autres travailleurs ne jouissaient pas de ce droit et les fonctionnaires et employés de l'Etat n'en bénéficiaient pas davantage. C'est la Révolution de novembre qui abattra les dernières barrières opposées à la liberté syndicale.

L'historique des groupements professionnels en Allemagne pendant le développement du XIX^e siècle montre que la liberté de former des syndicats et la liberté de cessation concertée du travail dans l'espérance d'avantages professionnels sont proclamés dès 1848. Leur règne alors est malheureusement éphémère. C'est vers les années soixante, seulement, que ces libertés seront, en principe conquises. On a vu, en effet, combien le jeu du § 153 du Code industriel et de certains articles du Code pénal s'opposent à la libre activité des syndicats. Le législateur s'obstine à ne pas les reconnaître, l'autorité continue à les entraver à l'aide de tracasseries et d'interdictions, les tribunaux jugent avec une partialité révoltante les actes de propagande de leurs adhérents.

Toute cette période qui commence avec les années de la fondation de l'Empire et s'étend jusqu'à son crépuscule est en somme caractérisée par la protection systématique de la liberté de l'individu contre le syndicat. Ce dernier demeure l'ennemi. Sans doute dans les années de la guerre mondiale il faut bien se résigner à mettre provisoirement quelque modération à le persécuter ; on veut bien même l'appeler à participer à certains conseils économiques mais on se défend encore de le reconnaître officiellement. Toutefois, en mai 1918, on desserre quelque peu les cordons de

la camisole légale qui comprime la libre activité du syndicat : le § 153 disparaît enfin. Mais, si désormais les propagandistes des organisations professionnelles ouvrières peuvent, sans risquer des poursuites impitoyables, se livrer à une sorte de *Compelle intrare* adouci, ils sont en revanche toujours impuissants envers ceux de leurs adhérents qui désertent la grande armée syndicale. L'alinéa 2 du § 152 reste menaçant : il refuse aux syndicats toute possibilité d'exercer une action en justice dans le but de récupérer auprès des transfuges certaines prestations, tels les secours de grève.

Mais voici que la poussée irrésistible des faits économiques, l'importance grandissante de la classe ouvrière dont la force est concentrée et disciplinée dans la solide armature des organisations professionnelles, l'évolution aussi des événements politiques, le glas de la débâcle générale et la menace du spartakisme conduisent l'Allemagne officielle à une réforme brutale de l'état de choses ancien. C'est en somme la révolte des faits contre le Code qui se prépare.

C'est à l'étude de cette période si importante dans l'histoire des syndicats ouvriers allemands que les pages ci-après vont être consacrées.

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION DE NOVEMBRE 1918 ET SES CONSÉQUENCES

SECTION I

Caractères et péripéties de la Révolution allemande.

- I. — *L'appel du 12 novembre. Ce qu'il apporte (Point 2).*
- II. — *L'accord du 15 novembre 1918 sur les communautés de travail.*

C'est la débâcle militaire qui en Allemagne a entraîné la Révolution, par en haut d'abord, puis par en bas. Dans la première quinzaine d'août 1918 l'offensive des armées franco-britanniques contre les armées von Hutier avait obtenu un plein succès. La victoire du Santerre consacrait l'effondrement définitif du plan élaboré par l'état-major impérial en vue de la campagne d'été de 1918. Au Conseil de la Couronne, le 14 août, Ludendorff avait d'ailleurs reconnu que la situation militaire était désespérée (1).

En présence de ces révélations le Gouvernement d'Em-

(1) Reber, *op. cit.*, p. 13 s.

pire appréhendait qu'à l'intérieur aussi la situation ne devînt par une naturelle répercussion également critique. Engagée pour éluder de redoutables problèmes, la guerre décevait ceux qui avaient mis en ses résultats heureux leurs suprêmes espérances. Impossible désormais d'assourdir au moyen des fifres et des tambours triomphateurs les grondements toujours plus perceptibles du mécontentement populaire. Il ne suffit plus maintenant de faire de chiches concessions aux forces ouvrières. Il faut à la lettre « démocratiser » l'Empire en s'appuyant sur les socialistes majoritaires dont Scheidemann garantit la docilité au Gouvernement. Seuls désormais ils peuvent être les soutiens du régime impérial. Au Reichstag, ils sont cent onze qui mènent une violente campagne contre les conservateurs et le régime. On va donc s'efforcer de toute urgence de se les gagner car la fraction minoritaire convertie aux idées de révolution est capable de toutes les extrémités.

Le 25 septembre l'armistice est accordé aux Bulgares. A cette nouvelle le Comte Hertling, qui la veille encore se scandalisait devant la commission principale du Reichstag de la vague de mécontentement populaire, se hâte de démissionner. Pour lui succéder Ludendorff fait appel à Max de Bade, prince réputé libéral et en coquetterie avec la *Socialdemocratie*. C'est le 8^e chancelier d'Empire. Va-t-il accomplir des miracles ? Il en faudrait un grand pour sauver l'Allemagne en détresse. « Lorsque je fus appelé à Berlin, dit-il dans son manifeste au peuple allemand, notre offensive s'était effondrée. La guerre était perdue... » Résolument, Max de Bade fait appel à la collaboration de trois socialistes, Scheidemann, David et Bauer, trois centristes,

deux progressistes et un libéral. Puis, dans son discours ministériel, le 5 octobre, le nouveau chancelier témoigne de la sollicitude du Gouvernement pour les classes ouvrières. De fait un décret impérial du 4 octobre commence par retirer toutes les questions d'ordre social au Conseil économique d'Empire afin de les confier à un « Conseil d'Empire du Travail » soumis directement au chancelier. Mais les événements se succèdent vite. On apprend ce même 5 octobre que l'Autriche désire l'armistice. Alors Ludendorff devient pressant : il adjure le Gouvernement de demander une suspension d'armes dans les quarante-huit heures ; il faut éviter un désastre, car les Américains s'assemblent sur la Meuse.

Alors les masses prennent enfin conscience de la situation tragique où se trouve l'Allemagne. La catastrophe se précise. Impossible désormais de sauver la monarchie, si l'empereur n'abdique. Il ne s'y résout pas. D'ailleurs la *Socialdemocratie*, décidément plus embourgeoisée qu'on ne le croyait, n'ose prendre la responsabilité de mettre Guillaume II en demeure de renoncer au trône. L'entourage de l'empereur finira, après bien des efforts et le 9 novembre seulement, à lui faire prendre l'inévitable décision (1).

Entre temps, des événements considérables se sont réalisés : en premier lieu les lois du 26 octobre 1918 viennent ouvrir une importante brèche dans l'œuvre bismarckienne. La Constitution de 1871 se trouve réformée et le Reich

(1) Ambroise Got, *L'Allemagne à l'œuvre*. Strasbourg, 1920, p. 6 et 7.

devient une monarchie parlementaire. Désormais le chancelier est responsable. En outre, les attributions du Reichstag sont élargies et les pouvoirs militaires sont soumis au contrôle du parlement : l'aristocratie militaire prussienne se trouve détrônée !

On aperçoit que déjà, sans effusion de sang, sans sédition aucune, par suite de la débâche militaire allemande, une véritable révolution s'est produite dans l'Empire.

Mais d'autres faits surgissent : le 4 novembre les équipages de la flotte allemande ancrée dans le port de Kiel, craignant une bataille suprême, refusent d'appareiller pour la haute-mer. Ils se mutinent contre les officiers qui veulent les mettre à la raison, débarquent dans la ville et forment des conseils d'ouvriers et de marins. Le mouvement gagne les autres ports ; il s'étend même à l'intérieur dans les grandes villes et jusqu'à Munich et Strasbourg. A Berlin enfin, le 9 novembre, tous les régiments passent au peuple. A cette même date tous les rois et tous les princes d'Allemagne ont fui leurs Etats. Après bien des hésitations et des revirements de décision le Kaiser a pris également le chemin de l'exil. Max de Bade qui a proclamé l'abdication de l'empereur et la renonciation du Kronprinz au trône, est emporté lui-même par la tourmente et ne peut que passer la main à Frédéric Ebert, le chef du nouveau Gouvernement qui vient de se constituer, et dont l'un des membres va proclamer la République.

En somme on est en présence d'une révolution qui s'est accomplie sans que les forces populaires aient eu à entrer en action. Elle n'a pas été le produit d'une fermentation des masses avides de conquérir la liberté et le pouvoir.

Une sorte d'éclipse de tous les souverains, l'absence de cadres résistants, la carence des partis bourgeois atterrés par la débâcle militaire et la menace d'une dictature prolétarienne, tout ce concours de circonstances a placé la *Socialdemokratie* en face de responsabilités qu'il ne lui appartenait plus d'écarter. Certes, en acceptant avec ses camarades socialistes d'entrer dans le cabinet du Prince de Bade, Scheidemann avait bien montré que la *Socialdemokratie* toujours disposée à collaborer avec le Gouvernement ne désirait aucunement la révolution. Mais lorsque le 9 novembre au matin il aperçut Karl Liebknecht devant le bâtiment du Reichstag haranguant les masses populaires et leur annonçant qu'il allait proclamer ce jour même la république des soviets à Berlin, Scheidemann eut l'habileté politique de prendre les devants et de proclamer la République allemande, au grand étonnement d'Ebert qui rêvait à je ne sais quelle régence (1). Par ce coup d'Etat inattendu Scheidemann accaparait la révolution pour la domestiquer.

Au point de vue du mouvement syndical comme au point de vue politique la date du 9 novembre 1918, on le comprend, a été capitale. La *Socialdemokratie* qui dans ses phalanges groupait la plus grande partie de la classe ouvrière se trouvait comme malgré elle portée au pouvoir. Sans doute la situation était rien moins que brillante en Allemagne. On ne peut mieux la comparer qu'à une faille dont le chancelier Ebert et ses collègues ont été d'of-

(1) Sur Scheidemann et sa carrière, v. Ambroise Got, *op. cit.*, p. 15 et s.

ficie nommés les liquidateurs, mais des liquidateurs improvisés, n'ayant pas entre leurs mains hésitantes un plan préconçu de renflouement. Le passif de cette colossale déconfiture était du reste singulièrement élevé : à l'intérieur une industrie orientée vers des fabrications de guerre et qu'il fallait adapter à une tout autre production, le poids d'une dette énorme que les indemnités dues aux Alliés allait alourdir encore, un manque de matières premières et d'objets d'alimentation, et par dessus tout cela le croissant danger d'une guerre civile fomentée à la voix de Liebknecht par les extrémistes ; à l'extérieur enfin des ennemis exigeants poussant devant leurs armées victorieuses des bataillons décimés dont les soldats allaient sous peu rentrer au foyer et grossir de leur nombre la foule des sans-travail.

1. — L'appel du 12 novembre. Ce qu'il apporte (Point 2).

Le 11 novembre l'armistice était conclu avec les armées alliées. Le 12, Ebert qui est arrivé à rallier les socialistes indépendants lance au peuple allemand la proclamation du Conseil des Commissaires du peuple. Elle annonce que le Directoire entend organiser bientôt une Assemblée Constituante, elle promet des réformes sociales importantes que les syndicats avaient depuis longtemps réclamées sans succès : journée de travail avec un maximum de huit heures, assistance légale aux chômeurs, extension des bénéficiaires de l'assurance-maladie et, pour mettre le comble aux largesses, suffrage universel intégral. Parmi

les avantages annoncés ou déjà accordés au peuple, un surtout fut accueilli avec allégresse par les organisations ouvrières. En effet, le point 2 de la proclamation du Conseil des Commissaires du peuple disait textuellement : « Les droits d'association et de réunion ne sont soumis à aucune entrave, même pour les fonctionnaires et les employés de l'Etat » (Voir annexe I).

Le droit syndical pour lequel les organisations ouvrières avaient si longtemps et si rudement bataillé était définitivement conquis et, désormais, tout Allemand quelle que fût sa profession pouvait en revendiquer l'exercice sans avoir à rien craindre des vexations et des tracasseries du passé. « L'Allemagne franchissait ainsi d'un bond les étapes que les autres Etats, l'Angleterre et la France avaient mis des années à parcourir et elle se trouvait même considérablement en avance sur elles, puisque tous les salariés, quel que fût leur employeur : patron individuel, compagnie, municipalités ou Etats, quelle que fût leur qualification : ouvriers, domestiques, employés ou fonctionnaires, recevaient en don de joyeux avènement, de la révolution républicaine, le droit d'association professionnelle avec tous ses attributs » (1).

II. — *L'accord du 15 novembre 1918 sur les communautés du travail.*

Le Directoire qui avait pris en mains le gouvernail de l'Allemagne désarmée s'efforçait ainsi de gagner les

(1) V. *Les Cours de droit*. Paris, 1929-1930 ; W. Oualid, *Législation industrielle*, p. 76 de l'Introduction.

masses populaires et leurs organisations. Son activité tout entière s'employait à neutraliser la poussée violente des vagues qui de toutes parts menaçaient la jeune République : troubles spartakistes, crise économique sans précédent, nombre sans cesse accru des sans-travail et des démobilisés. Aussi Ebert et ses collègues laissèrent-ils volontiers les organisations patronales et les syndicats ouvriers conférer entre eux sur les problèmes qui surgissaient alors devant le monde du travail. Dans un précédent chapitre on a vu que déjà pendant les années de la guerre le capital et le travail avaient compris la nécessité de conclure des ententes dans l'intérêt supérieur du pays. On avait accepté de s'asseoir autour du tapis vert parce que les événements en faisaient une impérieuse nécessité, mais les « dispositions intérieures » manquaient sans conteste pour que ces rapprochements pussent conduire jamais à une communion profonde des deux éléments antagonistes de la production. Le plus grand profit à coup sûr qu'avaient tiré syndicats ouvriers et syndicats patronaux de ces ententes, c'avait été pour les uns la sécurité contre la concurrence d'une main-d'œuvre s'offrant au rabais et pour les autres une plus grande régularité dans la production de leurs usines ; ce profit était dû principalement à la généralisation des conventions collectives établies de concert avec les syndicats ouvriers.

Lorsque la Révolution éclata en Allemagne les patrons estimèrent que le moment était opportun pour eux de tendre la main aux syndicats ouvriers et de leur faire des concessions. N'était-il pas adroit de céder en temps utile ce qu'en tardant trop on se serait vu arracher violemment.

Dans cet état d'esprit les patrons résolurent donc de s'entendre directement avec les organisations professionnelles ouvrières afin d'établir une sorte de constitution du travail. Sous le nom de « Communauté du travail » elle fut publiée le 15 novembre 1918 dans le *Journal Officiel* de la République allemande et ainsi sanctionnée en quelque sorte par le Gouvernement (1). Si les syndicats ouvriers n'avaient pas décliné l'invitation qui leur était faite par le patronat c'est que depuis longtemps ils soutenaient qu'ils avaient à dire leur mot dans toutes les questions relatives à la production. Bien des doctrinaires syndicalistes, il est vrai, s'étaient montrés antipathiques à ce qu'ils appelaient des « compromissions » de la classe ouvrière avec le monde patronal. Chez les socialistes, notamment, on avait fait valoir que les communautés de travail étaient des institutions contraires au grand principe marxiste de la lutte des classes. Mais le grand nombre des syndicats ouvriers ne désapprouvèrent finalement pas la *General-kommission* qui avait accepté les propositions du patronat allemand et décidé d'entrer en collaboration avec lui. Avec raison ils considéraient que sans pouvoir compter dans le nombre des grandes conquêtes du prolétariat, les communautés de travail apportaient cependant aux ouvriers le moyen d'exercer leur influence sur la solution de questions économiques importantes.

La Convention du 15 novembre débutait dans les termes suivants : « Les organisations professionnelles ouvrières sont reconnues comme la représentation professionnelle du

(1) V. Vermeil, *L'Allemagne contemporaine*. Paris, 1925, p. 54 s.

monde des travailleurs ». Les communautés de travail instituées par cet accord consistaient en assemblées paritaires dont les membres étaient chargés du soin de régler de concert la conclusion de conventions collectives de travail, notamment de s'accorder sur les questions de salaires. Les points les plus importants de l'accord intervenu étaient les suivants : en premier lieu, toute limitation apportée à la liberté de coalition était considérée comme illicite. En outre, les patrons et leurs organisations s'engageaient formellement à ne soutenir ni directement, ni indirectement les syndicats jaunes. Puis, dans chaque entreprise comprenant au moins cinquante ouvriers un comité d'ouvriers devait être obligatoirement constitué. Toutes les conditions du travail pour les ouvriers de l'un et de l'autre sexe devaient être réglées dorénavant sous la forme d'ententes collectives entre syndicats ouvriers et patronaux et dans ces ententes des comités de conciliation devaient être prévus. Enfin, le principe de la journée de huit heures de travail était proclamé (Voir annexe II).

Par la création des communautés de travail les syndicats ouvriers se trouvèrent en somme officiellement habilités à enlever aux travailleurs isolés l'appréciation subjective et la fixation des conditions de travail pour les arrêter d'accord avec le patronat dans l'intérêt collectif d'un ensemble d'ouvriers. Il ne pouvait donc plus être question dans l'état économique d'après-guerre de laisser le patron continuer à fixer arbitrairement les conditions du travail dans son entreprise en tête-à-tête avec l'ouvrier. Par « droit de classe » et sous le prétexte que dans la production ils jouent un rôle prépondérant, les travailleurs, grou-

pés dans leurs organisations professionnelles entendaient dire leur mot dans la gestion des entreprises et faire contrepoids aux volontés patronales.

C'est ainsi que l'Allemagne a vu se créer des communautés de travail dans l'industrie, dans le commerce, les transports et l'agriculture (1). Dans ces associations on a vu se généraliser la conclusion de contrats de tarifs, forme habituelle dans laquelle s'expriment les obligations nées des ententes entre patrons et ouvriers. Toutefois, on peut bien dire que les communautés de travail n'ont pas joué le rôle qu'on aurait pu en attendre. Les antinomies et les rancunes d'avant-guerre n'ont pas tardé à venir empoisonner les rapports des ouvriers et des patrons. En créant ces communautés de travail on avait avant tout pensé réussir à constituer une sorte de parlement économique autonome. Si cette idée, en fait, ne s'est pas trouvée réalisée sous la forme qu'on avait voulu lui donner elle n'est pas cependant demeurée stérile. Se substituant aux initiatives infructueuses des deux parties en cause l'Etat a organisé par la suite un organe officiel, le « Conseil économique » près le ministre de l'économie du Reich, qu'on étudiera dans la section ci-après.

(1) V. *Reichs-Arbeitsblatt*, n° 7 de 1921 (Partie non officielle), p. 273, l'étude du Conseiller ministériel Schulz.

SECTION II

Evénements subséquents et réformes.

- I. — *Les syndicats obtiennent la loi du 23 décembre 1928 sur les contrats de tarifs.*
- II. — *La loi de socialisation du 23 février 1919.*
- III. — *La Constitution de Weimar du 11 août 1919 ; les articles 159 et 165.*
- IV. — *La loi du 4 février 1920 sur les conseils d'entreprise.*
- V. — *Le coup d'Etat Kapp Lüttwitz. Les syndicats sauvent la République.*

Pour Ebert et pour ses compagnons que la destinée avait chargés, comme à leur corps défendant, d'administrer la « masse » de l'Allemagne défaillante, les mois de cet hiver 1918 marqué par la défaite et les émeutes allaient être singulièrement difficiles. Le 25 novembre déjà, lors de la conférence des Etats qui s'était tenue à Berlin, des débats orageux avaient été soulevés à la voix de Kurt Eisner, le chef du gouvernement socialiste bavarois. Eisner trouve trop « ancien régime » le gouvernement provisoire Ebert-Haase et le 30 novembre, à Berlin, il proclame hardiment que le directoire, « c'est toute l'ancienne machine gouvernementale qui fonctionne intégralement ». Avec une insistance croissante Kurt Eisner et les spartakistes demandent que l'on organise sans délai des

conseils populaires, afin de remplacer le parlementarisme et que l'on proclame la république fédérative de la plus grande Allemagne.

Ebert comprend le danger. Il profite d'une grande réunion socialiste à Berlin pour proclamer qu'il veut réaliser le programme socialiste élaboré au Congrès d'Erfurt en 1872 et assurer la victoire de la Révolution en luttant contre toute politique de coup de mains. Mais le 5 décembre l'émeute éclate à Berlin. Fort heureusement le président des commissaires du peuple peut s'appuyer sur des groupes importants de soldats dont l'esprit de discipline et de fidélité à la *Socialdemokratie* ne s'est pas laissé entamer par la propagande extrémiste. Bien mieux, ils proclament Ebert président de la République allemande. Pour consolider sa position le « petit Frédéric » a l'habileté d'organiser à Berlin le 10 décembre un défilé monstre des soldats revenus du front. Les rudes combattants sont couverts de fleurs par une foule enthousiaste qui retrouve en ses instincts militaires des motifs d'espérer. Ebert est désormais convaincu que le grand nombre des Allemands n'admettra jamais qu'à la Révolution de 1918, simple changement de décors, succède une tourmente révolutionnaire capable de bouleverser de fond en comble les bases mêmes du Reich. Sans doute, il y aura encore fin décembre quelques émeutes fomentées par Liebknecht, Radeck et Rosa Luxemburg, mais elles sont toutes locales. Au surplus, Ebert sait y mettre bon ordre en adoptant sans vergogne les méthodes d'ancien régime : il fait appel à Noske qui, avec une division, aura rapidement raison des spartakistes (11 janvier 1919).

Pendant le développement de cette période agitée, Ebert est tout à la préoccupation de mener âprement la lutte contre les partis extrémistes. Le 9 novembre, Max de Bade en prenant congé d'Ebert lui a dit : « Ebert, je vous commets à la garde de l'Empire allemand ! — A quoi le dernier chancelier de l'Empire agonisant a répondu : — J'ai déjà donné deux fils à cet Empire ! » Président de la jeune République il la défendra avec obstination et dévouement contre toutes les aventures où l'entraîneraient volontiers les factieux et les intrigants que l'exemple de la Russie obsède. A ce souci constant viennent s'ajouter pour Ebert les préoccupations graves qui naissent de la situation économique et de la situation extérieure.

On conçoit donc que cette période n'ait guère permis au président et à ses collègues, notamment à Barth chargé de la politique sociale, de se livrer à l'étude de toutes les réformes demandées par les syndicats ouvriers. Ils ne laissèrent pas cependant, pendant les mois de novembre et de décembre 1918 de promouvoir certaines innovations que les communautés de travail n'avaient pas réalisées toujours d'une manière satisfaisante, ou même, que, pour les raisons données ci-dessus elles s'étaient trouvées dans l'impossibilité de mettre sur pieds. Il n'est pour se convaincre des réalisations opérées que de suivre dans le *Bulletin des lois* de l'Empire de 1918 la liste des textes législatifs parus à partir de la date du 12 novembre. On y trouve, en effet, les règlements ci-après :

12 novembre 1918 : Ordonnance sur la protection des ouvriers.

13 novembre 1918 : Ordonnance sur l'assistance aux sans-travail.

23 novembre 1918 : Ordonnance sur la durée du travail dans les boulangeries et les pâtisseries.

2 décembre 1918 : Ordonnance sur les salaires et sur la création de comités professionnels dans l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie.

7 décembre 1918 : Ordonnance relative aux salaires au temps en fonction de la réduction du temps de travail dans l'industrie métallurgique de Berlin.

9 décembre 1918 : Ordonnance sur les bureaux de placement.

23 décembre 1918 : Ordonnance sur les contrats de tarifs, sur les comités d'ouvriers et d'employés et sur l'arbitrage.

I. — Les syndicats obtiennent la loi du 23 décembre 1918 sur les contrats de tarifs.

Il est utile de s'arrêter à cette dernière ordonnance la plus importante, et par le sujet et par l'ampleur, de toutes celles qui ont été publiées avant la fin de l'année 1918. L'étude à larges traits des contrats de tarifs formera ainsi le principal des développements qui vont suivre.

Le contrat de tarifs est une convention collective conclue entre patrons ou organisations patronales, d'une part, et organisations ouvrières d'autre part. Son objet, c'est la fixation des conditions de travail des salariés qui sont partie au contrat, et singulièrement du montant de leur salaire. Il peut être défini : la réglementation préalable des conditions du travail arrêtée de concert entre un ou plusieurs patrons d'une part et une association professionnelle ouvrière d'autre part. On a vu apparaître les contrats de tarifs en Allemagne bien avant la guerre, dès la fin du XIX^e siècle. Ils s'étaient multipliés surtout dans les indus-

tries où les syndicats ouvriers étaient puissants : corporation du livre, du bâtiment, etc. La plupart du temps, les contrats de tarifs étaient une sorte de transaction collective des patrons avec les ouvriers organisés et c'est pourquoi les grands seigneurs du patronat les rejetaient hardiment. L'association centrale des industriels allemands, la plus puissante des associations patronales d'Allemagne déclarait en 1905 : « Les conventions de tarifs enlèvent au patron toute liberté individuelle dans la gestion convenable de ses entreprises et dans la direction de ses ouvriers et placent inéluctablement le travailleur sous la dictature des organisations ouvrières. Dans l'opinion de l'association centrale les conventions de tarifs, et cela a été prouvé surabondamment par les expériences faites en Amérique et en Angleterre, mettent obstacle aux progrès techniques et au développement de l'industrie allemande. Pour ces raisons surtout, l'association centrale regrette le décret du Gouvernement bavarois du 2 mars 1905 qui recommande aux inspecteurs de fabriques de favoriser le développement des conventions de tarifs » (mai 1905). Cependant tous les patrons ne s'associaient pas à cet ostracisme. Certains comprenaient que pendant la durée de la convention ils étaient mis à l'abri d'une cessation du travail, gros avantage pour un chef d'industrie ; ils se rendaient nettement compte, aussi, qu'ils se trouvaient, du fait de la convention, protégés contre une concurrence basée sur un salaire inférieur. On signalera à titre d'exemple que dans l'industrie du bâtiment, on avait conclu entre syndicats ouvriers et patrons une convention collective applicable à toute l'Allemagne et connue sous le nom de *grand Berlin*

qui amena une multiplication rapide de conventions de tarifs dans la plupart des industries saisonnières, dont les chefs se voyaient par ces traités de plus ou moins longue durée prémunis contre le danger de grèves inopinées. Au moment où éclata la guerre on comptait en Allemagne 150.000 entreprises avec 1.400.000 ouvriers soumis au régime de la convention collective. C'était relativement peu, si l'on considère que le 1^{er} janvier 1926 on dénombrait 790.000 entreprises avec 11 millions de travailleurs affiliés à des contrats de tarifs. La plupart des ouvriers se voyaient donc réduits avant la guerre à conclure individuellement avec leur patron leur contrat de travail. Économiquement faible en face de l'employeur et ne trouvant pas encore suffisamment dans le syndicat le moyen d'enfler la voix, l'ouvrier était conduit bon gré mal gré à accepter les conditions du chef d'entreprise. Or, ce dernier n'entendait admettre que le système du contrat de travail défini au § 105 du Code industriel (*Gewerbeordnung*) et caractérisé tant par la liberté individuelle des parties, liberté purement apparente pour l'ouvrier, que par le préavis de résiliation à volonté. Sous ce régime les obligations respectives des parties contractantes résultent exclusivement des dispositions du Code civil allemand, savoir : pour l'employeur, obligation de payer un salaire en argent ou en nature, d'après le temps de travail (*Zeitlohn*) ou d'après les résultats obtenus (*Akkordlohn*). A cette obligation capitale s'ajoutent des obligations morales ou sociales (prohibition du truck-system, interdiction du paiement des salaires dans les cabarets).

Pour les ouvriers il y a, dans ce système individualiste,

obligation de faire le travail convenu au contrat d'après les indications fournies par le patron, ou tout au moins, d'après les usages locaux. Le travailleur, en outre, doit garder les intérêts de l'employeur (*Treupflicht*), observer le secret de ses affaires, et éviter les manœuvres de concurrence déloyale. Si le salarié vient à manquer à ses obligations, l'employeur est en droit de le poursuivre en justice pour le contraindre à les exécuter ou, si ce n'est possible, pour lui réclamer des dommages-intérêts.

Les relations contractuelles entre patrons et ouvriers sous le régime de liberté individuelle du contrat de travail prennent fin par la mort, par l'arrivée du terme convenu ou l'expiration du délai-congé, conformément aux principes généraux du Code civil et du Code industriel. Faute d'une convention contraire le préavis est uniformément de 14 jours. Si les parties ont convenu d'un délai-congé inférieur à 14 jours, ce délai doit être uniforme pour chacun des cocontractants.

Jusqu'à l'époque de la guerre de 1914 le système qu'on a brièvement exposé était demeuré en vigueur dans les houillères de Westphalie et de la Sarre et dans la grande industrie : bien entendu les chefs d'industrie ne faisaient pas varier les conditions du travail et les salaires avec chaque ouvrier ; ils fixaient généralement leurs conditions pour chaque catégorie de salariés qui devaient y adhérer sans avoir le moyen de discuter (contrats d'adhésion).

C'est principalement dans l'industrie pour les besoins locaux que s'étaient développés avant 1914 les contrats de tarifs dont l'effet bienfaisant était de réglementer dans

toute une région les conditions du travail de l'industrie locale et d'unifier les prix de main-d'œuvre.

Quand la guerre éclata les industriels qui jusqu'alors témoignaient généralement d'une médiocre inclination pour les contrats de tarifs et les conventions collectives, eurent tôt fait d'en rabattre, sous l'influence même des événements. Adonnée désormais presque exclusivement aux fabrications de guerre, l'industrie éprouvait alors le besoin d'une réglementation uniforme des conditions de travail. L'heure n'était plus aux discussions individuelles et aux conflits ouvriers. Dans le vaste fourmillement d'usines et d'ateliers que figurait l'Empire la discipline et la méthode s'imposaient. On a vu précédemment que les chefs d'entreprise se résignèrent alors à s'entendre avec les groupements professionnels ouvriers. Les comités ouvriers institués par la loi du 5 décembre 1916 sur le service auxiliaire furent maintenus par l'accord du 15 novembre 1918 dit « des communautés de travail » et chargés notamment de veiller à l'application des contrats collectifs conclus par les syndicats. L'accord déclarait les conventions collectives obligatoires dans chaque branche de l'industrie et l'on a vu qu'il avait fait sortir de terre de nombreuses communautés de travail dans l'industrie, le commerce et même l'agriculture ; mais leur importance étant demeurée faible, l'Etat se vit dans la nécessité de donner aux syndicats ouvriers le statut qu'ils ne cessaient de réclamer pour leurs adhérents. Le 23 décembre 1918 une ordonnance du gouvernement socialiste apportait cette charte. Elle s'intitulait : « Ordonnance du Conseil des Commissaires du peuple et de l'Office du Travail d'Empire sur les conventions collectives, sur

les comités d'ouvriers et d'employés, et sur l'arbitrage ». De ces trois parties, seule la première est restée en vigueur. Elle concerne précisément les contrats de tarifs. La deuxième partie qui traite des comités d'ouvriers et d'employés fut abrogée par la loi du 4 février 1920, sur les conseils d'entreprise. La troisième partie, qui est relative aux commissions d'arbitrage, a été modifiée par une ordonnance du 30 octobre 1923.

L'ordonnance du 23 décembre 1918 définit sous le nom de contrat de tarifs un contrat écrit conclu entre un patron ou une association de patrons d'une part, et une organisation ouvrière ou des organisations ouvrières d'autre part, et par lequel les parties règlent de concert les conditions qui présideront à la conclusion de contrats de travail individuels (1). Du côté des ouvriers il faut donc qu'il y ait toujours un syndicat ; du côté des employeurs il peut n'y avoir qu'un seul patron. Toutes les associations professionnelles ne sont pas nécessairement capables de conclure des contrats de tarifs : il faut que ces associations soient exclusivement patronales et exclusivement ouvrières. Des associations fondées à l'instigation du chef d'entreprise entre ses ouvriers ont été déclarées incapables de conclure un contrat de tarifs ; de même une union communiste de travailleurs. On va voir, en lisant l'ordonnance, les principaux droits et les devoirs qui résultent du contrat de tarifs pour les organisations syndicales : dans le paragraphe premier du texte, il est précisé que les contrats de travail conclus entre un patron ou des patrons et des personnes

(1) V. Berthelot, *op. cit.*, p. 5 et s

qui sont parties au contrat de tarifs seront nuls et d'effet nul, lorsqu'ils s'écarteront de la réglementation collective, à moins que ces dérogations ne constituent des avantages pour les ouvriers, avantages qui n'auront pas été expressément exclus dans le contrat de tarifs. Dans le cas où des conventions sans valeur auraient été acceptées de part et d'autre, les clauses du contrat collectif se substitueraient spontanément aux clauses frappées de nullité. « Ainsi le contrat de tarifs fait naître un ordre juridique autonome qui dans un cercle étroit de droits et d'obligations enserré chaque cocontractant, chef d'entreprise comme salarié. A ce cercle de droits et d'obligations aucun d'eux ne saurait désormais échapper. Les créateurs et les soutiens de ce nouvel ordre ce sont, de concert avec les patrons et les associations patronales, les syndicats ouvriers ». En d'autres termes la volonté des associations professionnelles l'emporte sur la volonté individuelle dans la conclusion et dans la teneur d'un contrat intéressant l'individu.

Cet effet déjà considérable peut être encore élargi et atteindre même des personnes étrangères aux associations syndicales. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter au § 2 de l'ordonnance. Lorsque, dit ce texte, les contrats de tarifs auront acquis une importance dominante l'Office du travail d'Empire pourra les déclarer obligatoires en général (*Allgemeinverbindlich*), et cette déclaration officielle peut être provoquée par l'une des parties. On conçoit l'importance que ce texte venait conférer aux syndicats ouvriers qui se voyaient désormais en mesure d'imposer même aux non-syndiqués bon gré mal gré, les conditions minima de leurs contrats de tarifs. La plus large publicité était assurée

aux conventions collectives de façon que sur le marché du travail les conditions et les tarifs qu'elles déterminent soient connus de tous les ouvriers.

Forme normale des relations entre les patrons et les ouvriers le contrat de tarifs représentait un important progrès sur la situation d'avant-guerre où l'ouvrier se trouvait à peu près désarmé en face du chef d'entreprise libre d'imposer dans son usine les conditions qui lui agréaient. L'Etat, dans les débuts du moins, refusait de s'ingérer dans la conclusion de cet accord collectif librement consenti par les groupements intéressés eux-mêmes et générateur de paix sociale. Il sanctionnait seulement ces accords, sans prévoir de pénalités à l'encontre de ceux qui viendraient à les enfreindre, pas plus qu'autrefois il ne protégeait l'exécution de l'ancien contrat personnel. Même pour les contrats auxquels par une déclaration expresse il avait conféré un caractère d'obligation générale, l'Etat n'avait aucun moyen de faire respecter sa volonté, dans l'hypothèse notamment où la dénonciation de la communauté du travail patronale et ouvrière risquait d'entraîner la disparition du contrat collectif.

En 1921 le Gouvernement songea à étudier une loi sur le contrat collectif. Un projet fut établi par Sinzheimer, député socialiste à l'Assemblée Nationale et professeur de législation sociale à l'Université de Francfort. Tout en respectant la liberté contractuelle des chefs d'entreprise et des syndicats ouvriers, de façon à ne pas attenter aux prérogatives des syndicats, l'auteur du projet permettait à l'Etat de surveiller efficacement l'exécution des engagements pris par les parties et de les sanctionner au moyen de pénalités,

prononcées par des tribunaux spéciaux qui restaient à créer. Mais ce projet ne vit pas le jour ; il ne fut pas même discuté au Parlement.

D'après ce qui vient d'être exposé, le contrat de tarifs apparaît en somme comme le produit spontané du libre accord entre les organisations ouvrières et les associations patronales unies dans les communautés de travail. L'Etat ne protège pas le contrat de tarifs, par exemple en édictant des pénalités au cas où les parties viendraient à violer les accords conclus. Ce sont uniquement les menaces de grève ou de lock-out qui sont de nature à prévenir les infractions à la convention collective. C'est d'ailleurs un frein qui bien des fois s'est montré efficace dans la pratique.

Il faut se rappeler enfin que le ministre du travail a le pouvoir de décréter que certaines conventions seront universellement obligatoires pour tous les travailleurs d'une même entreprise, fussent-ils non syndiqués. Par ce moyen indirect, l'Etat s'est réservé en quelque sorte un droit de regard sur les contrats collectifs de travail. Par là il laisse apparaître son autorité, et c'est vainement que le patronat s'est efforcé dans des moments particulièrement favorables, notamment après l'occupation de la Ruhr d'amener l'Etat à renoncer à cette prérogative. Il faut d'ailleurs compter que les syndicats ouvriers ne laisseraient pas facilement mettre en question cette réforme sociale qui compte parmi leurs plus chères conquêtes.

En somme, en Allemagne comme ailleurs, le développement des contrats de tarifs depuis la guerre répond à la tendance actuelle générale, caractérisée par la substitution du « régime de l'institution » corporative au régime de l'indi-

vidualisme juridique, par la prédominance de la convention collective, charte du travail dans la profession, sur le contrat individuel qui de plus en plus se ramène au seul fait de l'embauchage.

II. — *La loi de socialisation du 23 février 1919.*

A certaines périodes de l'histoire il arrive qu'un mot, une formule, la plupart du temps vague et sans contenu précis, vienne prendre subitement dans les discours des hommes une sorte de droit de cité. Naguère ce fut la « loi morale de la solidarité » qui devint ainsi comme un *leitmotiv* cher aux orateurs publics. Un peu plus tôt Sorel et ses disciples avaient mis à la mode « la violence prolétarienne » et « le mythe de la grève générale » qu'ils appelaient des idées-forces bienfaisantes. Pour les ouvriers allemands de 1918-1919 la formule magique çà été la « Socialisation » (*Sozialisierung*).

Jamais expression n'avait exercé sur les masses allemandes une pareille attraction. Avec une logique et un sens pratique tout populaires elles estimaient en effet que la révolution ne serait véritablement un « changement » par rapport au passé, que si les classes laborieuses tiraient de ce changement des avantages matériels et sensibles, grâce à un ensemble de réformes sociales qu'ils rangeaient pêle-mêle sous l'étiquette « Socialisation ». Il faut dire sans tarder que le mot a fait long feu. Il ne devait bientôt plus avoir qu'une signification tout épisodique et il n'exprime guère plus aujourd'hui que le souvenir d'une espérance

déque. Aussi bien ne reste-t-il actuellement, comme témoignages écrits de l'idée de socialisation, que deux ou trois lois promulguées dans le courant de l'année 1919 et quelques lignes de la Constitution de Weimar.

Le concours que les syndicats ouvriers avaient été amenés à apporter à la production nationale grâce au service auxiliaire et aux commissions paritaires dont il avait entraîné l'institution, la création des communautés de travail dont on a précisé le rôle précédemment, enfin l'influence prépondérante qu'exerçait la *Socialdemokratie* dans le gouvernement provisoire qui s'était constitué au moment de la Révolution, toutes ces causes avaient naturellement accru dans l'ensemble des ouvriers, dûment endoctrinés par leurs organisations, le désir ardent que leur classe devienne enfin dans la vie économique un facteur actif et prépondérant. Le Gouvernement avait essayé de canaliser ces revendications de plus en plus bruyantes. Ayant eu à lutter âprement contre les socialistes de gauche, Ebert et ses compagnons voyaient d'un œil inquiet ces manifestations nouvelles de leur activité sur un autre terrain et ils comprenaient au surplus fort bien les dangers qu'une socialisation trop brusque comporterait pour l'avenir même de l'Etat. Comme ils l'avaient fait en d'autres matières, ils crurent habile de tenir compte dans une mesure raisonnable des réclamations ouvrières. Dans cet esprit, fut promulgué la loi du 23 mars 1919, dite de socialisation. A vrai dire, elle n'introduisait pas la socialisation dans l'économie allemande, mais plus exactement un contrôle suprême exercé par l'Etat sur la production et sur la répartition des matières premières et des forces de la nature, houille,

potasse, électricité, contrôle qui fut précisé dans des lois subséquentes.

Après avoir proclamé l'obligation qui incombe à tout Allemand de mettre son activité au service de tous, la loi impose à l'Etat l'obligation corrélative de fournir à tous ses ressortissants travail et subsistance. Elle précise que le Reich pourra, moyennant indemnisation convenable, affecter à la communauté toute entreprise ayant pour objet l'extraction des richesses du sol et l'utilisation des forces de la nature. De même le Reich pourra confier la régie de pareilles entreprises aux Pays ou aux Communés pour le plus grand profit de tous (*Gemeinwirtschaft*).

En attendant, le contrôle de l'Etat s'exerçait au moyen de conseils, conseil de la potasse (*Kalivat*) et conseil du charbon (*Kohlenrat*) composés non seulement de propriétaires et de directeurs, mais d'ouvriers, d'employés et de consommateurs. Le rôle de ces contrôleurs consistait à régler la production et la répartition du charbon et de la potasse au mieux des intérêts des travailleurs.

Dictées par les vœux et les exigences des syndicats ouvriers, ces lois de socialisation avaient réveillé dans les masses laborieuses des espérances longtemps contenues... Au Congrès de Nuremberg en 1919 la *Generalkommission* proclamait qu'« en face de l'économie capitaliste les syndicats voient dans la socialisation la forme la plus haute de l'organisation économique démocratique ». Et les chefs des syndicats demandaient que les branches de l'économie, assez solides pour supporter le nouveau régime, fussent sans retard « socialisées ». Aussi la Constitution de Weimar du 11 août 1919 enregistre-t-elle l'écho de ces reven-

dications dans son article 156 : d'après ce texte le Reich peut moyennant indemnité faire d'entreprises privées une propriété collective ; en outre il peut, lui-même, ou bien les pays et les communes, peuvent de leur côté, participer à la gestion de certaines entreprises privées ; enfin dans des cas de nécessité urgente le Reich pourra, au moyen d'une loi, former certaines entreprises autonomes administrées par les patrons et les ouvriers afin de produire et distribuer des biens pour l'économie commune (*gemeinschaftlich*).

On conçoit tout le danger que comportait pour l'économie allemande une telle menace. Les grands progrès qu'elle avait réalisés avant la guerre sur les marchés mondiaux étaient dus notamment aux initiatives individuelles de ses producteurs et au sentiment profond qu'ils avaient de leur responsabilité. Or, on les supprimait ou on menaçait de les supprimer dans le système dont le principe était reconnu par la Constitution, et l'on se disposait à grever les entreprises des frais d'un lourd appareil de bureaucratie. Et pourtant on a tenté d'appliquer la socialisation en un sens large dans les domaines de la production du charbon et de la potasse, du fer et de l'électricité.

En ce qui concerne le charbon les producteurs se sont formés en syndicats (1), à l'administration desquels le personnel ouvrier a été admis à participer. Tous ces syndicats relèvent d'une fédération appelée *Reichskohlenverband* dont le conseil de surveillance comprend des ouvriers et qui fixe les prix de vente du charbon sous la surveillance du

1) V. *Reichs-Arbeitsblatt* n° 4, 1920 (partie non officielle), p. 43.

ministre de l'économie. C'est une organisation analogue qui règle la production et la distribution de la potasse. Une loi du 24 avril 1919 a placé les producteurs de potasse dans un syndicat obligatoire qui règle sous la surveillance du ministre de l'économie toutes les questions intéressant la production et la répartition de la potasse. Ces questions font l'objet d'une étude préalable confiée à un comité de 30 membres (*Reichskalirat*).

A Düsseldorf existe d'autre part une ligue des producteurs du fer comprenant un comité de 70 membres composé de producteurs, de négociants, de consommateurs et d'ouvriers. Ce comité règle les prix intérieurs maxima et les conditions de vente. Enfin on a projeté de fonder des associations puissantes chargées de créer et de transporter au loin sous le contrôle du Reich l'énergie électrique ou le gaz d'éclairage.

Par ces quelques traits on discerne aisément que les lois de 1919 et même le texte constitutionnel n'ont aucunement consacré la socialisation intégrale : ils n'ont pas touché au droit de propriété des mines de houille ou de potasse ; ils n'ont guère socialisé que le commerce de ces matières premières. D'ailleurs les socialistes indépendants ne s'y étaient pas trompés : ils votèrent en bloc contre les lois de 1919 estimant qu'elles ne réalisaient aucunement leurs désirs, qu'elles n'étaient qu'un trompe-l'œil derrière lequel subsistait indemne le système capitaliste.

*III. — La Constitution de Weimar (11 août 1919).
les articles 159 et 165 (1).*

Si la Constitution de Weimar n'a pas réalisé la socialisation que les syndicats extrémistes ouvriers réclamaient instamment, elle a du moins introduit deux ordres de réformes qui étaient chères aux travailleurs et à leurs organisations professionnelles, à savoir le droit d'association pour tous proclamé dans l'article 159 et le système des conseils d'entreprise précisé à l'article 165. On va se livrer successivement à l'étude de ces innovations.

L'article 159 s'exprime de la manière suivante : « La liberté d'association pour la défense et pour l'amélioration des conditions du travail et de l'économie est garantie à tous, en quelque profession que s'exerce leur activité. Toutes conventions et toutes mesures qui cherchent à limiter ou à entraver cette liberté sont illicites ». Ce texte de la Constitution venait entériner la proclamation que le directoire Ebert avait adressée le 12 novembre 1918 au peuple allemand : « Les droits d'association et de réunion ne sont assujettis à aucune entrave même pour les fonctionnaires et les employés de l'Etat ». La Constitution prenait soin de préciser que les fonctionnaires auraient toute liberté désormais de s'associer.

(1) Sur la Constitution de Weimar on consultera avec fruit le commentaire du Dr Anschütz et la préface historique qui précède son étude.

Voir également : Vermeil, *op. cit.*, p. 26 et s. Berthelot, *op. cit.*, p. 23 et s.

On mesurera bien le progrès que ces textes consacraient en relisant attentivement l'article 152 du Code industriel de 1869. Il s'exprimait de la manière suivante :

« Sont abolis toutes les interdictions et édits portant des peines dirigées contre les industriels, les employés de l'industrie, les apprentis ou les ouvriers de fabrique qui auront fait des conventions ou coalitions en vue d'obtenir des conditions plus favorables de salaire et de travail, notamment en recourant à la cessation du travail ou au renvoi des ouvriers.

Chaque participant est libre de se dégager de ces associations et conventions et il n'y a lieu de ce chef à aucune action, ni à aucune exception. »

Ainsi, désormais, ce ne sont pas seulement les patrons et les ouvriers de l'industrie exclusivement qui ont toute liberté de s'associer. Peuvent revendiquer la jouissance de cette liberté les travailleurs aussi qui jusqu'en 1918 en avaient été privés, et spécialement les ouvriers des chemins de fer, les gens de maison, les ouvriers agricoles, les marins, etc... Il n'est pas jusqu'aux fonctionnaires qui n'aient la liberté de s'associer pour la défense de leurs intérêts professionnels. Totale, universelle, garantie par la Constitution fédérale la liberté syndicale est enfin conquise ! En face de l'Etat, en face des autres groupements sociaux les ouvriers jouissent d'une liberté que les lois des Etats ne sauraient limiter.

Cependant il faut bien comprendre que cette liberté « d'association » n'est pas la liberté de « coalition », qu'elle ne confère pas aux groupements professionnels un droit constitutionnel de « grève ». « La constitution, a

écrit le professeur Anschütz, n'a pas entendu présenter des cessations de travail avec rupture de contrat et des refus arbitraires de services dus comme des moyens reconnus légalement pour la défense et l'amélioration des conditions du travail et de l'économie. Et cela est surtout vrai s'agissant des fonctionnaires. De l'article 159 ils ne sauraient déduire le droit de faire grève... Le principe ancien qui dominait le statut des fonctionnaires et d'après lequel toute cessation arbitraire de travail ou tout refus de service est représenté comme une faute de prévarication demeure toujours vrai malgré le texte constitutionnel ».

Et de fait le Président d'Empire peut fort bien par voie d'ordonnance basée sur l'article 48 alinéa 2 de la Constitution prononcer l'interdiction de cesser le travail sans délai et sans recours préalable à la procédure arbitrale quand il s'agit d'entreprises chargées de l'intérêt public, par exemple les usines à gaz ou d'électricité, les usines hydrauliques, les chemins de fer, etc... Il a d'ailleurs usé de ses pouvoirs, et par ordonnance du 1^{er} février 1922 il interdisait aux fonctionnaires des chemins de fer fédéraux de se mettre en grève, sous menace de sanctions pénales.

En résumé la Constitution de Weimar reconnaît le droit d'association (*Vereinigungsfreiheit*) mais non le droit de coalition (*Koalitionsfreiheit*). Celui-ci résulte de la suppression du § 153 du Code industriel, réalisée en mai 1918 (1).

On s'est posé à propos de l'article 159 la question suivante : Ce texte est-il conciliable avec le § 152 alinéa 2 du

(1) Voir *suprà*.

Code industriel? La question a été fort débattue en Allemagne dans les années 1920 et suivantes. Dans la première partie de cet ouvrage on a vu qu'en vertu des textes du Code industriel la contrainte ne saurait en aucun cas être employée pour obliger un membre de syndicat à tenir ses engagements vis-à-vis de l'association professionnelle, notamment l'exécution d'obligations nées du contrat syndical : amendes, versement de cotisations, etc. Le législateur de 1869 s'était efforcé en un mot de protéger l'individu contre le syndicat. Or, l'article 159 de la Constitution cherche visiblement à protéger les organisations professionnelles plutôt que les individus. On était donc en droit de se demander si la limitation, qui pour les associations professionnelles résultait du § 152 alinéa 2, non expressément abrogé par un texte de loi subséquent n'était pas désormais en contradiction logique avec l'article 159 de la Constitution, si en d'autres termes le § 152 alinéa 2 qui consacrait la protection de la liberté du membre vis-à-vis de l'association ne devait pas être considéré comme abrogé par l'article constitutionnel, soucieux de protéger l'existence et le fonctionnement de l'association professionnelle.

Dans la doctrine des opinions contradictoires se sont opposées (1). La jurisprudence qui s'est formée sur cette

(1) 1^o *Partisans de la survivance du § 152 alinéa 2.*

Gätcke, *Vereinigungsrecht*, p. 22 et suivantes.

Landmann, *Code industriel*, 7^e édition, vol. II. Rem. 4 sous § 152.

2^o *Partisans de l'abolition du § 152 alinéa 2.*

Erdmann, dans *Der Arbeitgeber*, 13^e année, p. 148.

Groh, *Koalitionsrecht*, 1925, p. 232-233.

Nipperdey, *Beiträge zum Tarifrecht*, p. 137. Rem. 30.

Oertmann, *Deutsches Arbeitsvertragsrecht*, p. 269-270.

question, après certaines fluctuations (1), est devenue catégorique. Elle conclut à l'abrogation du § 152 alinéa 2. A ce sujet on se contentera de citer l'extrait d'un jugement rendu par le tribunal civil de Berlin à la date du 29 novembre 1923 (25^e chambre civile) :

« La Chambre, dit ce jugement, est d'avis que l'ancienne disposition du paragraphe 152 alinéa 2 du Code industriel a été abrogée par l'article 159 de la Constitution d'Empire. Le paragraphe 152 du Code industriel de 1869 entendait protéger la liberté personnelle de l'individu, ouvrier ou patron. Ce texte de loi avait été promulgué à une époque où les associations d'ouvriers dans la vie économique n'avaient pas, de beaucoup, acquis l'importance qu'elles ont prise dans les années qui précédèrent la guerre et surtout dans ces dernières années — à une époque par conséquent où les droits des organisations ouvrières et patronales étaient subordonnés par le législateur aux droits de l'individu. L'importance considérable attachée désormais aux organisations ouvrières et patronales pour la paix sociale a conduit le législateur à leur garantir par l'article 159 de la Constitution « la liberté d'association pour la défense et pour l'amélioration des conditions du travail et de l'économie ». « Toutes conventions ou mesures qui cherchent à limiter ou à entraver cette liberté sont illicites », poursuit la Constitution. Par là, c'est moins la liberté de l'individu que la liberté de l'organisation professionnelle qui se trouve comme telle protégée. Or, cette protection légale

(1) Voir arrêt du tribunal d'Empire du 6 avril, *Reichsgerichtzeitung*, vol. 104, p. 327.

accordée par la Constitution aux organisations professionnelles serait illusoire, ajoute le tribunal, si les organisations vis-à-vis de leurs membres ne jouissaient de la protection légale garantie aux organisations non-industrielles, protection indispensable à la liberté d'action de ces syndicats. S'ils n'avaient la possibilité de contracter des accords libres et obligatoires avec leurs membres relativement aux cotisations, aux préavis de dénonciation, aux démissions, comme ont coutume de le faire en général tous organismes capables de contracter, ils se trouveraient dans l'impossibilité de satisfaire aux devoirs qui leur incombent dans la réalité de la vie économique. Ainsi ce ne seraient pas les organisations professionnelles mais bien les individus qui seraient protégés. Mais ce résultat serait contraire à l'objet de l'article 159 de la Constitution et au but qu'il poursuit. Aussi faut-il nécessairement considérer que le § 152 alinéa 2 du Code industriel se trouve abrogé ».

A ce point de vue explicite et motivé s'est rangé par la suite, avec sa haute autorité, le tribunal d'Empire. Dans un arrêt souvent cité du 2 juillet 1925 il proclame : « La liberté de coalition des organisations professionnelles serait en vérité fort incomplète ; elle ne serait qu'une apparence si l'ensemble des membres des organisations professionnelles n'avaient un droit garanti à prendre toutes mesures et tous arrangements pour atteindre l'objet de leurs coalitions, s'ils ne pouvaient notamment prononcer des peines contractuelles et en poursuivre en justice le recouvrement contre ceux de leurs membres qui auraient agi en contrevenant aux objets visés par le syndicat ».

Il résulte de ces citations que la liberté syndicale con-

sacrée formellement par l'article 159 de la Constitution permet à l'individu de se déterminer librement à entrer dans un syndicat, mais elle protège également le droit pour les membres du syndicat à arrêter toutes mesures qui leur paraissent indispensables à l'accomplissement de leur tâche, et notamment à faire respecter par leurs adhérents les dispositions du contrat syndical.

Si l'article 159 de la Constitution garantissait à tous ceux qui vivent de leur travail la liberté d'association, l'article 165 s'efforçait de tracer les grandes lignes de la charte du travail. Il s'exprime ainsi :

« Les ouvriers et les employés sont invités à collaborer avec les patrons, en jouissant des mêmes droits, à la réglementation des salaires et des conditions du travail ainsi qu'à l'ensemble du développement économique de la production industrielle. Les organisations ouvrières et patronales, ainsi que les conventions qu'elles concluent, sont reconnues.

« Pour la protection de leurs intérêts sociaux et économiques, les ouvriers et les employés seront légalement représentés par les conseils d'entreprise (*Betriebsarbeitsräte*) créés dans les établissements industriels, ainsi que par des conseils de travailleurs de district (*Bezirksarbeitsräte*) et par un conseil de travailleurs pour l'ensemble du Reich (*Reichsarbeitserrat*).

« Les conseils de travailleurs de district et le conseil de travailleurs pour l'ensemble du Reich formeront avec les représentants des patrons et des autres classes de la population y intéressée, des conseils économiques de district (*Bezirkswirtschaftsräte*) et un conseil économique du Reich

(*Reichswirtschaftsrat*). Ils auront pour objet de satisfaire à toutes les tâches d'ordre économique et de collaborer à l'exécution des lois de socialisation. Les conseils économiques de district et le conseil économique du Reich seront aménagés de telle façon que tous les groupements professionnels y soient représentés d'une manière conforme à leur importance économique et sociale.

« Tous les projets de loi relatifs aux problèmes d'économie sociale qui présenteront un intérêt primordial devront, avant leur présentation, être transmis pour avis au conseil économique du Reich. Ce dernier aura, de son côté, le droit de présenter des projets de lois du même genre. Si le Gouvernement du Reich ne les approuvait pas, il devrait nonobstant présenter les projets au Reichstag en faisant connaître son point de vue. Le Conseil économique du Reich pourra faire défendre son projet devant le Reichstag par un de ses membres.

« Dans les domaines qui leur sont assignés, les conseils d'ouvriers et les conseils économiques pourront se voir attribuer des pouvoirs de contrôle ou d'ordre administratif.

« C'est l'affaire du Reich de régler la composition et les fonctions des conseils d'ouvriers et des conseils économiques, ainsi que leurs relations avec les autres organisations sociales autonomes. »

Les Allemands ont pris l'habitude de dire que l'article 165 a « ancré » le système des conseils (*Rätesystem*) dans la constitution. Mais, quelle signification précise entendent-ils donner à l'expression *Räte* ? En 1918 les masses populaires ont désigné par ce mot le système politique qui après avoir été en faveur chez les Russes, avait pénétré en

Allemagne au moment de la défaite, pour peu de temps d'ailleurs. Ce système c'était la dictature du prolétariat, la domination de la classe ouvrière sur l'Etat et sur l'économie nationale par le moyen de conseils ouvriers, maîtres du pouvoir politique et économique. Est-ce un pareil système que l'assemblée nationale a voulu « ancrer » dans la constitution ? A lire l'article 165 dont la traduction vient d'être donnée, on ne peut répondre à cette question que par la négative. Mais alors, comment donc les conseils d'ouvriers et de soldats de 1918 ont-ils pu évoluer jusqu'à se muer en ces conseils d'entreprise qui leur ressemblent si peu ? Pour trouver une explication satisfaisante de ce changement il faut bien se rappeler que si les spartakistes, les indépendants, voulaient organiser le travail à la manière des soviets, leurs desseins se trouvèrent mis en échec grâce à la résistance des syndicats ouvriers et des partis politiques, notamment des socialistes majoritaires.

Ce n'est pas, en effet, sans une certaine appréhension que les syndicats avaient vu apparaître ces *Räte*, qui pour eux menaçaient fort de devenir de redoutables concurrents. De leur côté, sans déclarer les syndicats superflus les *Arbeiterräte*, en fait, les considéraient comme tels, et ils n'hésitèrent pas quelquefois à adresser directement des sommations aux chefs d'entreprise et à proclamer des grèves. N'étaient-ils pas l'émanation directe des travailleurs et destinés à parachever la socialisation de l'industrie ? A cette thèse des indépendants, des bolchevistes, la social-démocratie opposait la thèse socialo-syndicaliste, préconisait la communauté du travail et l'influence générale du syndicat. Considérant la situation d'une manière prati-

que elle s'opposait à toute dictature de classe, comprenant parfaitement tout le péril que constituaient les conseils pour la République démocratique et parlementaire qu'il fallait construire. La raison devait l'emporter sur l'utopie. La thèse bolcheviste ne put triompher et, très habilement, pour ne pas décevoir le prolétariat sur lequel l'influence magique de l'idée de conseils continuait à s'exercer, la *Socialdemokratie* prit à son compte l'idée des *Räte*, en les conservant mais sans leur venin spartakiste. Ce fut l'œuvre de l'ordonnance du 23 décembre 1918 dont il a été déjà question plus haut à propos des contrats de tarifs. Elle reprenait en réalité les créations de la loi de 1916 sur le service auxiliaire en les aménageant et en les élargissant. La communauté de travail était approuvée et l'organisation des comités (1) d'ouvriers et d'employés qui devaient être créés dans les entreprises industrielles, agricoles et commerciales se trouvait fixée. La tâche qui était dévolue à ces comités était ainsi précitée dans l'ordonnance :

« D'accord avec les patrons, les comités veilleront à l'observation des conventions collectives en vigueur. S'il n'existe pas de règlement collectif, les comités devront de concert avec les organisations économiques d'ouvriers et d'employés compétentes arrêter la réglementation des salaires et des conditions du travail. Ils auront aussi pour rôle de favoriser le bon accord entre les ouvriers, les employés et les patrons. Ils devront s'efforcer de faire

(1) L'ordonnance du 23 décembre 1918 évitait d'employer l'expression « Conseils ».

adopter toutes mesures destinées à prévenir les accidents et maladies professionnelles et donneront leur concours aux inspecteurs du travail ».

On était loin d'exaucer les revendications des communistes et des indépendants. Au Congrès des conseils ouvriers tenu à Berlin en avril 1919 ils donnèrent libre cours à leur mécontentement et revendiquèrent la double création de conseils ouvriers nantis de pouvoirs politiques et de conseils d'entreprises avec des attributions économiques. Ils ne devaient pas cependant obtenir satisfaction. Les syndicats ont gardé leur prépondérance dans les questions intéressant le travail et seuls ils sont habilités à conclure avec les patrons des conventions collectives. La tâche dévolue aux conseils consistait seulement à veiller à l'application de ces accords.

C'est ce système en somme que l'assemblée de Weimar a voulu consacrer et préciser. Elle a échafaudé toute une organisation officielle du monde du travail et de la production. Du texte de l'article 165 il se dégage, que désormais les ouvriers et les employés sont investis du droit de coopérer sur un pied d'égalité avec les chefs d'entreprise au règlement des conditions de salaires et de travail, ainsi qu'au développement des forces productives économiques. L'Etat reconnaît expressément leurs organisations et leurs accords. A côté des syndicats qui ont à jouer leur rôle spécial, en concluant avant tout les contrats de travail et les contrats de tarifs, les conseils ont pour mission officielle de surveiller le respect des accords et d'assurer l'étude de toutes les questions qui ne font pas l'objet spécial de l'activité syndicale.

Pour défendre leurs intérêts sociaux et économiques les conseils ouvriers ont le loisir de se placer à trois échelons superposés. Au bas de cette hiérarchie se trouvent les conseils ouvriers d'exploitation (*Betriebsarbeiterräte*) dont le statut sera fixé par la loi du 4 février 1920, puis les conseils ouvriers de district (*Bezirksarbeiterräte*) et le conseil ouvrier du Reich (*Reichsarbeiterrat*). A ces deux dernières corporations de droit public il appartient de s'aboucher avec les représentants du monde patronal et du monde des consommateurs dans les conseils économiques de district et dans le conseil économique fédéral.

Le prolétariat voyait donc sanctionner ses conquêtes par l'assemblée nationale. Dans la nouvelle organisation du travail il faisait officiellement équilibre au patronat. Les deux éléments principaux de la production nationale coopéraient sur le même pied, et les conseils économiques fusionnaient, avec les ouvriers et les patrons, les consommateurs eux-mêmes, pour le plus grand développement de la production nationale et la réduction du coût de la vie.

Ce programme rationnel eût tôt fait de rallier les suffrages des démocrates et du Centre. La droite elle-même le considéra sans trop de déplaisir, car il marquait l'échec des idées que les communistes avaient voulu réaliser en Allemagne, comme ils l'avaient fait en Russie.

C'est la loi du 4 février 1920 dite des conseils d'entreprise qui vint édifier la base du vaste programme élaboré par l'article 165. Il convient de s'y arrêter et d'en faire l'étude.

**IV. — La loi sur les conseils d'entreprise
du 4 février 1920.**

La loi du 4 février 1920 détermine la composition et les attributions des conseils ouvriers d'entreprise dont la création était résolue par la Constitution fédérale. Avant que le Reichstag ne se livrât à l'élaboration de la loi certains syndicats, notamment le syndicat des ouvriers mineurs, étaient parvenus à obtenir, pour les conseils institués par l'ordonnance du 23 décembre 1918, certaines prérogatives et spécialement un droit de regard sur la gestion des entreprises. Ces initiatives pratiques facilitèrent grandement le travail des législateurs qui n'eurent pas à créer sans modèle ; la grosse difficulté pour eux ce fut de tenir compte à la fois de la résistance acharnée que les indépendants et les communistes d'une part et les milieux patronaux et la droite d'autre part firent au vote de la loi. Ceux-ci trouvaient intolérable l'ingérence des conseils dans leurs entreprises, ceux-là estimaient que le rôle dévolu aux conseils n'était pas assez important. On verra en effet que la loi a été surtout un compromis entre ces deux tendances opposées, mais elle n'en présente pas moins les caractères d'une conquête importante de l'esprit démocratique (1).

La loi commence par dire qu'à l'exception des services qui dépendent de l'Etat toutes les entreprises privées ou

(1) Sur les conseils d'entreprise : *Revue d'Allemagne*, n° 26, p. 1040 ; Berthelot, *op. cit.*, p. 9 et s. et 41 s. ; Got, *op. cit.*, p. 150 et s. ; Vermeil, *op. cit.*, p. 155 et s. ; Gentizon, *L'Allemagne en République*, Paris, 1920, p. 200 s.

publiques comptant au moins vingt personnes, ouvriers ou employés, doivent avoir un Conseil d'entreprise. Dans les établissements où le personnel n'atteint pas le chiffre de vingt ouvriers ou employés, il y aura lieu à l'élection d'un seul délégué qu'on appelle le *Betriebsobmann*. Les conseils d'entreprise, le cas échéant, comprendront deux sections : une section formée d'ouvriers, une section formée d'employés. L'effectif des conseils doit être, selon l'importance du personnel dans chaque entreprise, de 3 à 30 membres qui seront élus parmi les travailleurs de nationalité allemande, de l'un ou de l'autre sexe, ayant au moins 24 ans d'âge et qui appartiendront au corps de métier depuis 3 ans et à l'entreprise depuis 6 mois au moins. L'élection aura lieu au scrutin de liste secret et les électeurs seront les travailleurs des deux sexes, même non-allemands, âgés d'au moins 18 ans.

La durée du mandat qui est gratuit et renouvelable est d'un an. Les conseils d'entreprise élisent un bureau et un président. Ce dernier représente officiellement le conseil auprès du patron et auprès de la commission d'arbitrage. C'est à lui qu'il appartient de convoquer les réunions jugées utiles.

Le conseil d'entreprise se voit confier par le législateur des attributions doubles : attributions sociales, attributions économiques. Ressortissent à ses obligations sociales les fonctions énumérées ci-après : le conseil a le devoir de rédiger de concert avec le chef d'entreprise un règlement de travail (*Arbeitsordnung*). Quand des conflits de travail s'élèvent dans le sein de l'entreprise le conseil s'efforce de les aplanir en faisant intervenir en cas de nécessité les

juridictions arbitrales. Il lutte contre le danger d'accidents du travail et s'efforce d'améliorer toutes les méthodes de travail dans l'intérêt des ouvriers et des employés. Il doit être obligatoirement consulté par le chef d'entreprise lorsque ce dernier envisage le licenciement d'une partie de son personnel. Le conseil s'efforce alors de prévenir tout acte d'arbitraire. Enfin, il veille à l'exécution des contrats collectifs de travail conclus par les associations professionnelles ouvrières. Les syndicats, à ce point de vue, trouvent dans les conseils qui vivent à l'intérieur des établissements et peuvent en surveiller le fonctionnement, de par la loi même, de précieux auxiliaires. On a pu dire avec raison que les conseils sont « les serviteurs des syndicats et comme un prolongement de leurs bras jusque dans l'usine même » (Flatow).

A côté de ces attributions sociales les conseils ont reçu de la loi des attributions économiques. Les patrons et la droite s'étaient efforcés pendant la discussion de la loi de les réduire au minimum : le législateur apporta certaines restrictions pour tenir compte de ces résistances mais ne satisfît personne, on l'a vu précédemment : Les attributions économiques imparties aux conseils se résument dans la collaboration des ouvriers à la gestion de l'entreprise. C'est d'abord le droit pour le conseil d'entreprise d'envoyer des délégués au conseil d'administration de l'établissement avec possibilité d'exercer le droit de vote (§ 70 de la loi). C'est ensuite le droit d'avoir communication de la liste des salaires et de tous documents permettant de vérifier l'application du contrat de travail (§ 71 de la loi). Le conseil peut exiger du patron un rapport trimes-

triel sur la marche de l'entreprise, — son rendement, — ses besoins en main-d'œuvre. Dans les établissements qui comptent plus de 20 personnes et moins de 300 ouvriers ou de 500 employés, le chef d'entreprise a l'obligation de soumettre chaque année au conseil d'entreprise le compte de profits et pertes, à la condition, toutefois, que le conseil n'utilise ce renseignement qu'à titre confidentiel (§ 72). Au surplus tous les documents qui doivent être remis par les patrons aux conseils d'entreprise, ne peuvent être utilisés par ceux-ci pour nuire aux secrets de fabrication. La loi du 4 février 1920 prenait enfin la précaution de préciser que les membres des conseils d'entreprise ne pourraient être renvoyés sans l'assentiment du conseil, hors le cas de faute grave.

Telle est l'économie de la loi sur les conseils d'entreprise. Elle a été complétée dans la suite par des mesures législatives nombreuses, dont on indiquera ci-après les principales : loi du 12 février 1920 sur l'embauchage des ouvriers et employés pendant la durée de la démobilisation économique ; ordonnance du 8 novembre 1920 relative à l'arrêt ou à la fermeture des usines, loi du 5 février 1921 sur la vérification des bilans de profits et pertes des entreprises, du 5 février 1921, également, sur l'admission des membres de conseils d'entreprise dans les conseils d'administration des sociétés, du 15 février 1922 sur la procédure à suivre pour élire les membres des conseils d'entreprise dans les conseils d'administration, enfin l'ordonnance du 15 octobre 1923 qui revisait l'ordonnance du 8 novembre 1920 et marquait un succès du patronat, car désormais les chefs d'entreprise pouvaient licencier des ouvriers sans en référer

aux conseils si la situation économique rendait indispensable cette mesure et si le nombre des ouvriers licenciés ne dépassait pas un certain pourcentage.

On a souligné plus haut que la loi du 4 février 1920 fut un compromis entre les revendications extrêmes des ouvriers et les oppositions patronales et qu'elle ne contenta finalement personne lorsqu'elle fut promulguée. Les patrons qui à la rigueur auraient supporté bon gré, mal gré, que les conseils d'entreprise exerçassent dans leurs établissements les attributions sociales que leur avait assignées le législateur, regardèrent sans plaisir le contrôle soupçonneux et maladroit de ces intrus dans la gestion de leurs entreprises. Mais à la longue ils s'aperçurent que les membres des conseils, faute d'éducation technique spéciale, étaient incapables d'exercer un contrôle averti sur la production des établissements dont ils relevaient. Il arriva par exemple fréquemment que les membres des conseils d'entreprise ne savaient pas lire correctement les bilans qui leur étaient communiqués. Aussi peu à peu au sein des conseils d'administration où ils avaient accès, leur rôle devint-il insignifiant.

Dans ces conditions et par la force des choses ils se renfermèrent surtout dans leurs attributions sociales. Sur ce terrain plus à leur portée ils eurent l'occasion de rendre aux ouvriers de signalés services. Instruits de la vie interne des établissements ils se trouvaient merveilleusement bien placés pour demander aux chefs d'entreprise d'introduire dans leurs établissements des améliorations matérielles au profit des travailleurs, ouvriers et employés. C'est dans les questions d'hygiène surtout et en matière

d'embauchage et de congédiement que leur intervention auprès des patrons fut heureuse. Il ne faut pas oublier pourtant que le domaine de leur activité sociale avait été délimité par la loi de 1920 qui avait réservé aux syndicats le soin de conclure les conventions collectives. « Cela signifie, disait le député Sinzheimer, au moment de la discussion de la loi, qu'un domaine bien défini se trouve enlevé à l'action du conseil d'entreprise, savoir : la réglementation des conditions de travail et de salaires. Cette réglementation demeure complètement dans la main des syndicats ouvriers et patronaux ». Et il ajoutait : « Par leur nature même les conseils d'entreprise ne se prêtent pas à la fixation contractuelle des conditions du travail et des salaires ». Si la loi de 1920 a permis cependant aux conseils d'arrêter, de concert avec les patrons, des règlements de travail, c'est à la condition expresse que ces règlements soient conclus dans le cadre des contrats de tarifs en vigueur.

Les conseils en un mot se trouvaient, principalement en cette matière, subordonnés aux organisations professionnelles ouvrières. Dans la pratique ils surent d'ailleurs s'effacer de bonne grâce ou se borner à un rôle purement consultatif chaque fois qu'il s'agissait des salaires, de la défense de la loi de huit heures, des grèves, etc. Ils s'adressèrent aux syndicats quand ils sentirent le besoin de développer leur éducation sociale.

Cette subordination des conseils aux organisations professionnelles était intolérable aux communistes et aux indépendants. Ils la combattirent avec âpreté et ténacité. Les syndicats, disaient-ils, enlèvent aux conseils toute

activité belliqueuse pour en faire des instruments chargés de concilier les intérêts des patrons et ceux des ouvriers. Ils s'efforcèrent donc avec des tactiques variées de pousser les conseils à l'autonomie, dans l'espoir de les utiliser à des fins extrémistes et de réaliser la dictature du prolétariat.

La menace était trop forte pour que les syndicats socialistes et chrétiens y demeuraient insensibles. Ils appréhendèrent surtout de voir les conseils échapper à leur influence pour passer sous la coupe des communistes, lorsque ceux-ci créèrent à Berlin un comité central des conseils chargé d'entretenir l'ardeur révolutionnaire des *Betriebsräte*.

Au Congrès général des conseils d'entreprise tenu à Berlin le 5 octobre 1920 la thèse de la subordination des conseils aux syndicats fut mise à l'ordre du jour et âprement discutée. Malgré les efforts ardents des communistes elle fut cependant adoptée par le Congrès. Stimulés par Däumig et Müller les extrémistes ne se tinrent pas pour battus : l'aggravation de la situation économique en 1923, l'occupation de la Ruhr, toutes les occasions propices à leur propagande furent utilisées. Dans les régions industrielles de l'Allemagne centrale et de la Westphalie ils substituèrent des comités d'action (*Aktionsausschüsse*) aux conseils ouvriers. Ils avaient même songé à y adjoindre à titre de fourriers de la révolution qu'ils rêvaient, des « centuries prolétariennes ».

La résistance méthodique des socialistes majoritaires et des syndicats centristes et la répression par la force armée eurent raison de ces entreprises. Finalement les syndicats

ont maintenu leur autorité, approuvés du reste dans leur politique par le Congrès général des conseils d'entreprise.

Depuis lors les conseils ont été rattachés sur l'initiative de la fédération des syndicats libres à une commission centrale des conseils d'entreprise (*Betriebsrätezentrale*). Ils sont répartis en quinze groupes industriels. Les conseils relevant de ces différents groupes sont en outre affiliés dans chaque localité à la fédération des syndicats libres ouvriers et employés ADGB et AFA (1). Chaque groupe local désigne un comité auquel est adjoint un représentant des syndicats. En outre les questions d'ensemble sont traitées par une association générale qui elle-même désigne deux comités : un comité central et un comité d'action comprenant cinq membres choisis dans le comité central et cinq représentants des syndicats locaux. Tous les frais d'organisation sont à la charge des syndicats (2).

Ainsi les conseils sont définitivement et de bonne grâce d'ailleurs placés sous la tutelle des syndicats qui demeurent vigilants, tant vis-à-vis des conseils qu'ils empêchent d'outrepasser le domaine de leurs attributions, par exemple de proclamer la grève, que vis-à-vis des extrémistes dont l'action ne se manifeste plus guère désormais que sur le terrain politique.

Rassurés quant au danger de l'intrusion des conseils

(1) *Allgemeine deutsche Gewerkschaftsbund et Arbeitsgemeinschaft freier Angestelltenverbänden*, c'est-à-dire, en français, « Confédération générale des travailleurs allemands » et « Communauté ouvrière des syndicats libres d'employés ».

(2) Cf. Bec, *Les conseils d'entreprise en Allemagne* (Revue d'Allemagne, déc. 1929).

dans la gestion de leurs entreprises les patrons ont compris qu'au point de vue social le rôle de ces organismes était bienfaisant et pouvait contribuer à une marche plus régulière de leurs exploitations en évitant des conflits. Ils s'en sont donc peu à peu accommodés et une collaboration s'est établie entre conseils d'entreprise et patrons qui a porté ses fruits. A cet égard il est permis de dire qu'il y a eu réalisation d'une heureuse communauté de travail dans l'harmonie des rapports.

Prolongement des syndicats à l'intérieur même des entreprises, les conseils ont répondu aux buts limités que le législateur en avait attendu. Les avantages considérables que les conseils ont apporté aux ouvriers allemands légitiment leur création qui constitue un progrès social incontestable.

**V. — *Le coup d'Etat Kapp et Lüttwitz.*
*Les syndicats sauveurs de la République.***

Si les éléments communistes, mécontents d'avoir manqué la révolution cherchaient systématiquement à faire avorter toutes les réformes envisagées par la *Socialdémocratie* et notamment s'efforçaient d'accaparer les conseils d'entreprise, la bourgeoisie réactionnaire et les junkers rassemblaient de leur côté toutes leurs énergies dans l'idée de conquérir le pouvoir et d'étrangler la République. On sait que cette lutte ardente n'est pas encore terminée aujourd'hui. Ses étapes dans le passé sont marquées par le coup d'Etat de Kapp et de Lüttwitz, puis par l'assassinat

des dirigeants du mouvement républicain, Rathenau et Erzberger, par la création aussi de la Reichswehr noire qui devait se signaler en 1923 en abattant avec brutalité les gouvernements créés par les travailleurs dans les Etats de Thuringe et de Saxe, enfin par l'élection du maréchal von Hindenburg à la présidence du Reich.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de retracer les péripéties de cette période de quatorze années qui a commencé fin 1918. On se bornera à rappeler brièvement les journées de mars 1920 marquées par le coup d'Etat de Kapp et de Lüttwitz. Subventionné par la grande industrie et les junkers, ce putsch a menacé de renverser le nouveau régime à la faveur d'émeutes sanglantes. On verra à ce propos la riposte efficace que les syndicats ont opposée à l'attaque des nationalistes et comment leur entrée en action quasi instantanée brisa la tentative réactionnaire. De 1919 aux premiers mois de l'année 1920 la coalition moyenne formée principalement par la *Socialdemocratie* et le Centre avait mis sur pied la constitution démocratique de Weimar qui cherchait à réaliser l'équilibre des forces intérieures. Au Gouvernement on n'apercevait malheureusement pas de personnes marquantes capables d'étouffer dans l'œuf les conjurations ourdies par la gauche ou par la droite. Aussi, nationalistes, militaristes et bourgeois envisageaient-ils avec satisfaction les possibilités qu'offrait cette situation favorable à leurs desseins. A partir surtout du début de 1920 leur arrogance ne fit que s'accroître. Peu à peu l'agitation de la droite contre le régime gagnait plus d'audace se renforçant de l'appui des populistes qui, en octobre 1919, avaient fait alliance avec les nationalistes.

En mars 1920 l'heure parut particulièrement propice aux gens de la droite pour passer à l'exécution de leurs desseins. La gauche était divisée. On n'était pas loin des élections au Reichstag. Mais, surtout, les moyens de violence ne faisaient pas défaut : le fameux corps de la Baltique formé d'irréguliers et de volontaires qui avaient lutté contre les bolchevistes, était rentré en Allemagne. En y mettant le prix, on pouvait employer facilement ces hommes décidés. Au surplus leurs cadres étaient gagnés à la réaction de droite. Les républicains, sans doute, avaient demandé avec force que les bataillons du *Baltikum-Korps* fussent dissous, au besoin par la force, mais le Gouvernement balançait à prendre cette mesure extrême : la Reichswehr commandée par d'anciens officiers des armées impériales eût-elle été un instrument donnant toute sécurité aux dirigeants de la jeune République ?

Ces atermoiements ne pouvaient qu'encourager les réactionnaires de droite. Et, de fait, les junkers ouvrirent leurs vastes propriétés aux dépôts d'armes et la conjuration commença à se préparer dans le secret. Kapp, directeur de district en Prusse Orientale et un général de la Reichswehr, von Lüttwitz, en furent les agents principaux.

Tout marchait à souhait dans les rangs des conspirateurs, lorsque tout à coup le « putsch » qui se préparait fut connu de la police. Un mandat d'arrêt était aussitôt décerné contre les deux instigateurs du complot qui ne se troublèrent pas d'ailleurs pour autant. Brusquant ses préparatifs, von Lüttwitz marchait résolument sur Berlin le 12 mars 1920 à la tête des troupes de la Baltique. En même temps, il

sommait le gouvernement de donner sa démission. L'heure était grave, car les dirigeants du Reich avaient l'impression de plus en plus nette qu'ils ne pouvaient compter sur la Reichswehr. Pour éviter qu'un combat ne s'engageât dans la capitale, le Gouvernement résolut de transférer son siège à Dresde, puis à Stuttgart. Cette retraite avait toutes les apparences d'une humiliante défaite et peu d'Allemands doutaient que la réaction ne consacraît sa victoire dans les jours qui allaient suivre.

C'est alors que les syndicats, craignant que le règne des extrémistes de droite n'eût pour conséquence de compromettre les dernières conquêtes du monde ouvrier prirent une mesure radicale afin de contrecarrer leurs entreprises. Dès le 13 mars les dirigeants de la Ligue générale des syndicats d'Allemagne (ADGB) convoquaient leurs adhérents à une assemblée extraordinaire. On y prit la résolution de lancer aux ouvriers allemands un appel véhément afin qu'ils désavouassent solennellement la dictature qui, installée déjà dans les bâtiments officiels, avait proclamé Kapp, chef du gouvernement provisoire. L'appel fut entendu : la confédération générale des employés socialistes, les groupements de syndicats indépendants, les communistes même y répondirent sans hésiter et le 14 mars la grève générale était proclamée à Berlin. Ce jour-là même on apprenait que les syndicats chrétiens et les organisations Hirsch, Duncker, emboîtaient le pas aux phalanges ouvrières des autres tendances, en sorte que tous les travailleurs formaient une barrière impressionnante en face des dictateurs intimidés. De toute évidence, Kapp et von Lüttwitz ne pouvaient compter sur une désagrégation de

ce bloc menaçant, qui défendait le patrimoine de ses libertés contre le péril qu'elles allaient courir : il fallait composer. Kapp et ses collègues entamèrent d'abord des négociations avec les dirigeants de l'opposition ouvrière ; elles échouèrent à peine ouvertes devant l'opiniâtreté des syndicats. Les décrets arbitraires et les tentatives d'intimidation qui furent employés ensuite, apparurent bien vite à leurs auteurs comme parfaitement inopérants. Quelque aveuglés qu'ils fussent par leurs premiers succès, il leur fallut bientôt se rendre à l'évidence : leur mouvement ne se développait pas, et seule la Silésie et une partie de la Poméranie étaient conquises à la réaction. C'était vraiment trop peu pour établir solidement les assises d'un régime que la majorité de l'Allemagne réprouvait. Kapp donna le 17 mars l'ordre à ses partisans de quitter Berlin dont la population lui était franchement hostile. Le coup d'Etat avait échoué, grâce au front unique constitué par les ouvriers et les syndicats. Ils venaient d'éprouver qu'ils possédaient une arme irrésistible qui leur permettrait à nouveau, s'il le fallait, de riposter d'une manière rapide et décisive à toute attaque des nationalistes. Ils avaient le sentiment aussi qu'ils avaient sauvé la République. En bon chef de l'armée ouvrière, Karl Legien, le président de l'A. D. G. B., décida d'exploiter le succès et, au nom de tous les ouvriers, prétendit donner au Gouvernement qu'ils avaient sauvé l'orientation qui leur agréait. La grève battait encore son plein qu'ils exigeaient la démission du ministre de la guerre Noske et de deux de ses collègues, réclamaient des peines sévères contre les conspirateurs et l'épuration de la Reichswehr de tous ses éléments non républicains. C'était

un véritable ultimatum que le Gouvernement bon gré mal gré devait accepter. Il dut même le 20 mars souscrire à un programme en 8 points que les syndicats lui soumi-
rent d'autorité. De ce programme de revendications les points essentiels étaient les suivants : tout d'abord les syndicats entendaient être consultés sur le choix des person-
nalités qui devaient entrer dans le nouveau cabinet du Reich et dans celui de Prusse. De plus, ils demandaient la mise en chantier d'un vaste programme de socialisation des principales entreprises. Ils voulaient, enfin, voir réaliser une sorte de démocratisation des administrations publi-
ques et de l'armée. On leur promit, bien entendu, tout ce qu'ils demandaient. Et, de fait, le Gouvernement qui venait « en dormant de l'échapper belle » subit-il un remaniement complet. Les ministres Noske et Heine donnèrent leur démission sans attendre. Quant au chancelier Bauer, il céda son fauteuil au social-démocrate Hermann Müller. Mais à cela près l'ultimatum des syndicats ne fut guère observé par la suite. Aucune sanction sérieuse ne fut prise contre les instigateurs de l'équipée Kapp-Lüttwitz. Ils avaient eu le temps de prendre le large. Quant à la réali-
sation des réformes sociales elle dépendait du nouveau Reichstag qu'on ne devait élire qu'en juin 1920.

La bourgeoisie de son côté, ne tarda pas, le danger passé, à relever la tête et à s'élever contre ce qu'elle appe-
lait le « Gouvernement parallèle » des syndicats. Et le résultat des élections au Reichstag du 6 juin vint encore neutraliser la victoire remportée en mars 1920 par les associations professionnelles : les partis de droite voyaient

leurs rangs grossir, à telles enseignes qu'une coalition de leurs groupements formée par le Centre, les Démocrates et les Populistes, s'emparait hardiment du pouvoir.

Il ne pouvait plus être question désormais d'exécuter point par point l'ultimatum du 20 mars.

CHAPITRE III

L'ACTION DES SYNDICATS DANS LE DOMAINE SOCIAL DEPUIS 1930

SECTION I

Action vis-à-vis des membres.

I. — *Institutions de soutien économique.*

- a) Caisses de secours maladie et chômage, invalidité, vieillesse, décès.
- b) Secours de grève, de déménagement, etc. Placement.
- c) Conseils juridiques.

II. — *Institutions d'ordre didactique et professionnel (innovations).*

I. — *Institutions de soutien économique.*

L'article 159 de la Constitution de Weimar proclame que « la liberté d'association est garantie à toute personne et à toute profession pour l'amélioration des conditions du travail et des conditions économiques et sociales ».

De cet article il résulte en particulier que les syndicats

peuvent organiser librement des caisses de secours au bénéfice de leurs membres, même lorsque de son côté l'Etat entretient ou contrôle certaines institutions qui poursuivent un but analogue, telles les assurances sociales contre les maladies, les accidents et l'invalidité.

Avant la guerre déjà les organisations ouvrières avaient consacré une notable partie de leurs recettes à une destination de bienfaisance. Leurs dirigeants estimaient avec raison que sur les ouvriers des manifestations pratiques de solidarité syndicale feraient autant pour les attacher à leurs organisations que des conférences, la lecture de brochures ou de tracts. La vie des individus étant toute la politique sociale, suivant la parole d'un homme d'Etat, le but que poursuivaient dans ce domaine les syndicats ouvriers c'était de conduire chacun de leurs membres à se dire : « Si je tombe dans le besoin, mes camarades ne manqueront pas de venir à mon secours ! ». C'était là au surplus un procédé incomparable de propagande pour les syndicats : voyant que les associations professionnelles assuraient à leurs membres des secours de maladie, des allocations exceptionnelles en cas de malheur imprévu, des subventions pour faire face aux frais de funérailles, et même des rentes aux veuves et aux orphelins, comment les non-syndiqués auraient-ils pu demeurer à l'écart, en refusant de bénéficier de cette provende ? La variété même des organisations ouvrières existantes permettait aux ouvriers, pour bénéficier de ces avantages, de choisir le syndicat qui répondait le mieux à leurs idées ou à leurs tendances.

Dans ces conditions, on ne saurait s'étonner que l'effec-

tif des organisations ouvrières se soit accru de 277.000 en 1891 à 2.550.000 de membres en 1913 et que pendant cette période de vingt-deux années les syndicats aient distribué à leurs adhérents 346 millions de marks dont plus de 208 millions uniquement pour des buts de bienfaisance.

Dès les premiers mois de la guerre les syndicats eurent à se comporter, avant tout, comme des organismes de bienfaisance vis-à-vis de leurs membres qu'avait touchés le chômage et envers les familles de ceux que la mobilisation avait arrachés au foyer. On a vu précédemment (1) avec quelle générosité les organisations ouvrières se sont comportées pendant cette période et jusqu'à ce que l'Etat et les communes aient organisé un service d'allocations aux familles de mobilisés, on peut dire que les syndicats ont suppléé dans ce rôle à la défaillance des services publics.

Depuis la guerre les syndicats continuent, à l'aide des cotisations de leurs adhérents, d'alimenter des caisses de secours qui sont uniquement régies par les statuts des organisations ouvrières. Bien entendu, aujourd'hui comme autrefois, ces institutions de bienfaisance demeurent indépendantes des institutions d'Etat qui leur correspondent. Elles ne sont qu'un rouage interne du syndicat. Au surplus les organisations professionnelles ouvrières n'ont garde de développer leur rôle d'assistance au point de devenir surtout des associations philanthropiques, et surtout elles n'entendent pas que leurs membres se croient autorisés à revendiquer comme un droit des secours qui

(1) V. 1^{re} partie, ch. III.

doivent demeurer bénévoles. Aussi certains syndicats ont-ils pris le soin de préciser dans leurs statuts que leurs membres « pourront » recevoir en certaines circonstances des allocations mais qu'ils ne seront jamais admis à les réclamer comme un droit, donnant lieu en cas de refus du syndicat à une action en justice. Cette clause présente d'ailleurs un autre avantage, celui de prévenir toute intrusion de l'Etat à l'intérieur du syndicat : il serait considéré comme une assurance privée, si ses membres avaient droit à des allocations fixes.

a) CAISSES DE SECOURS MALADIE, INVALIDITÉ, VIEILLESSE, MORT

Les allocations de maladie ou de chômage sont généralement accordées par les syndicats ouvriers moyennant certaines conditions qu'on retrouve dans les statuts des diverses organisations professionnelles. D'après le statut du syndicat des ouvriers-mineurs d'Allemagne pour 1931, par exemple, les membres de cette association ne reçoivent l'allocation de maladie ou chômage que dans les cas ci-après :

Il faut être affilié au syndicat, avoir payé au moins 52 cotisations hebdomadaires, être malade ou réduit au chômage sans en être responsable. L'allocation n'est versée aux ouvriers qu'à partir du huitième jour de l'indisponibilité résultant de la maladie ou du chômage. Elle est, pour le cas de maladie et par jour, de la moitié de la cotisation hebdomadaire et, pour le cas de chômage et par jour, des trois quarts de la cotisation hebdomadaire. Son versement est suspendu, en même temps que les caisses

maladies officielles cessent leurs prestations à l'ouvrier. L'allocation-chômage n'est pas versée à l'ouvrier qui reçoit une allocation officielle ou qui recevrait un salaire pendant le temps de son indisponibilité.

Les secours d'invalidité (*Altersinvalidenunterstützung*) sont alloués aux ouvriers qui par suite de maladie ou d'accident sont devenus impropres à tout travail et à ceux qui par suite de leur âge avancé ont dû quitter leur travail, sans la possibilité d'en retrouver. Cette allocation est généralement basée comme la précédente sur un minimum de versements de cotisations. Le tableau ci-après donne un aperçu des secours qui sont versés dans l'Ouest de l'Allemagne aux ouvriers métallurgistes par les syndicats chrétiens :

Cotisations versées	Secours alloué	
	Par mois	Par an
De 624 à 884 cotisations hebdomadaires.	22 Mk	264 Mk
De 885 à 1.144 —	27	324
De 1.145 à 1.404 —	32	384
De 1.405 à 1.664 —	37	444
De plus de 1.665 —	42	504

Les secours d'invalidité se cumulent avec les pensions que versent de leur côté les caisses d'assurances sociales officielles.

Les secours à cause de mort (*Sterbegeld*) sont donnés pour aider la famille de l'ouvrier à faire face aux frais des

obsèques du chef de famille lui-même ou d'une des personnes à sa charge. Ici encore le montant de l'allocation varie avec l'ancienneté des cotisations versées par l'ouvrier à la caisse syndicale.

b) SECOURS DE GRÈVE, DE DÉMÉNAGEMENT

A côté des versements énumérés plus haut et qui ont pour objet de secourir chacun des membres des organisations ouvrières à l'occasion des misères de la vie, les syndicats ouvriers paient à leurs membres des sommes à l'occasion des grèves. En général ces versements ne sont accordés qu'aux ouvriers ayant payé au moins 26 semaines de cotisations. Cependant, dans certains cas exceptionnels, les syndicats ont payé la demi-allocation de grève aux ouvriers n'ayant pas encore versé les cotisations de 26 semaines de travail, à la condition, toutefois, qu'ils aient fait des versements à concurrence d'au moins 13 semaines. Les secours de grève (*Streikunterstützung*) ne sont accordés qu'à partir du deuxième, du troisième ou même du quatrième jour, suivant les syndicats, depuis le jour de la proclamation de la cessation du travail.

Le secours de grève est en moyenne, actuellement, de 13 marks par semaine, plus 1,80 mk. pour la femme de l'ouvrier et 1,80 mk. pour chaque enfant de moins de quatorze ans.

Il y a également des allocations prévues pour aider l'ouvrier qui a été congédié pour l'unique motif qu'il est affilié à tel syndicat. On mentionnera enfin les secours pour

déménagement, alloués aux travailleurs mariés qui, par suite de grève, de représailles ou de licenciement, se voient dans la nécessité de changer de domicile ; les allocations de voyage pour les ouvriers qui par suite d'un congédiement sont obligés d'entreprendre un déplacement coûteux ; les secours de trousseau pour les jeunes ouvrières à la veille de se marier ; les secours de couches octroyés aux ouvrières qui viennent de mettre au monde un enfant.

c) CONSEILS JURIDIQUES

Les syndicats ouvriers allemands assistent leurs membres même dans leurs difficultés juridiques. Les secrétariats des organisations professionnelles avec leurs « fonctionnaires » (*Funktionäre*) sont les conseillers attitrés des travailleurs, notamment à l'occasion des litiges nés entre eux et les employeurs à propos du travail ou du salaire. Si ces litiges n'apparaissent pas aux syndicats avoir été causés par une mauvaise volonté évidente des ouvriers, ils font l'avance des frais et dépens du procès quitte à en réclamer le remboursement lorsque leur adhérent triomphe effectivement de l'adversaire.

On donne ci-après, à titre d'exemple de cette activité des secrétariats de syndicats ouvriers, la statistique pour 1931 de l'assistance juridique donnée à ses membres par la Fédération Centrale des ouvriers chrétiens des fabriques et des transports :

Objets	Consultations	Conclusions écrites	Audiences
Contrat de travail. .	14.157	7.110	3.101
Conseils d'entreprise. .	4.034	1.391	398
Assurance maladie . .	3.776	1.468	395
Assurance accidents . .	3.782	2.010	748
Assurance invalidité . .	3.481	1.509	584
Assurances minières. .	610	345	32
Assurances employés. .	130	48	9
Domage de guerre et d'occupation. . . .	78	52	8
Assistance de chômage .	26.527	15.469	4.567
Questions fiscales. . .	9.263	5.091	194
Litiges locatifs. . . .	2.198	1.202	400
Procès civils	2.881	1.698	434
Divers	4.024	2.318	281

Les syndicats relevant de la fédération ont réussi à recouvrer ainsi en faveur de leurs adhérents en 1931 une somme totale de *Marks* : 1.257.883.

Les organisations ouvrières assistent également leurs membres dans toutes les questions et difficultés relatives à l'application des lois d'assurances sociales. Toutefois leurs statuts excluent presque toujours l'assistance syndicale, lorsque les ouvriers affiliés à l'organisation professionnelle se trouvent engagés dans des procès à raison de propos diffamatoires ou à raison de dettes, en un mot dans des litiges où ils ont peu de chances de triompher.

II. — Institutions d'ordre didactique et professionnel (innovations).

Dans le domaine de l'enseignement professionnel les syndicats ouvriers allemands ont exercé depuis la fin de la guerre une influence grandissante. En Allemagne tous les enfants indistinctement commencent leurs études à l'âge de sept ans à l'école publique (*Volksschule*). A quatorze ans le jeune homme qui se destine au travail manuel va entrer en apprentissage, mais il sera obligé, la loi le veut, à fréquenter jusqu'à l'âge de dix-huit ans une école professionnelle (*Fortbildungsschule*). Il est incorporé dans la section qui correspond à la catégorie économique de sa profession (agriculture, horticulture, commerce, industrie). On s'attache à développer en étendue et en profondeur ce qu'il a appris à l'école publique ; mais surtout on s'efforce à favoriser chez le jeune apprenti l'épanouissement du sens pratique. Ce complément d'études achevé, le jeune homme passera un examen devant une commission professionnelle où les syndicats ouvriers se trouvent représentés, et il obtiendra son diplôme d'ouvrier.

Aux apprentis intelligents, ou simplement ambitieux, s'ouvre, à la place de la *Fortbildungsschule*, une école plus spécialisée, la *Berufsschule* où il aura la possibilité de se perfectionner dans sa partie. Ces *Berufsschulen* dépendent du ministre pour le Commerce et l'Industrie. A leur tête se trouve un comité-directeur qui comprend des représentants de la commune et des membres des syndicats professionnels patronaux et ouvriers.

Enfin, pour les ouvriers qui ont au moins deux années de pratique, il existe encore des écoles d'ouvriers qualifiés (*Fachschulen*) et de contremaîtres (*Meisterschulen*) qui complètent la formation technique de leurs élèves de façon qu'ils puissent, après l'examen de sortie, aspirer aux premières places de la hiérarchie du travail. Dans ces écoles professionnelles on a bien soin de ne pas seulement développer les connaissances techniques ; mais on veille à étendre la culture générale des ouvriers. Ce n'est pas ici le lieu de décrire dans le détail l'organisation de ces écoles remarquables. On se contentera de souligner qu'elles forment des ouvriers et des contremaîtres qui sont appréciés au dehors même de leur pays.

Les syndicats allemands ont toujours veillé à exercer une influence sur ces écoles professionnelles, mais depuis la guerre et ses suites, comprenant que leurs adhérents étaient appelés à jouer un rôle important dans l'économie allemande, ils ont demandé à la République qu'elle facilitât par des créations appropriées l'initiation des ouvriers à la culture économique et sociale dont ils auraient besoin à l'avenir, afin de collaborer à la solution des problèmes du travail. C'est ce besoin qui a engendré ces nombreux « Instituts économiques » (*Wirtschaftsschulen*) dans la plupart des grandes villes d'Allemagne, notamment à Düsseldorf, à Berlin, à Francfort, à Kiel, à Breslau et à Königsberg. Dans ces Instituts sont reçus les ouvriers désireux de devenir pour leurs camarades des guides, notamment les futurs secrétaires de syndicats. On se propose de développer leurs connaissances en matière de législation ouvrière, de socio-

logie et d'économie politique, etc. Les cours durent pendant un an.

Voici le programme des cours pour un trimestre d'hiver :

1. Economie privée.	4 heures par semaine
2. Economie politique générale	2 heures »
Economie politique pratique	2 heures »
3. Sociologie.	} 2 heures »
Formation professionnelle ouvrière . . }	
4. Législation ouvrière.	4 heures »
Droit constitutionnel et administratif .	2 heures »
5. Allemand.	2 heures »
Anglais	2 heures »
6. Promenades-visites.	4 heures »
7. Direction de travaux	4 heures »
28 heures par semaine	

La haute direction de ces Instituts est assurée en Prusse par le ministre du Commerce et de l'Industrie. Au Conseil-directeur des Instituts appartiennent tous les syndicats ouvriers qui, depuis les socialistes jusqu'aux syndicats Hirsch-Duncker, apprécient unanimement leur création. Les ouvriers qui ont suivi les cours de ces établissements ont évidemment des idées générales et peuvent jouer le rôle d'utiles conseillers pour leurs camarades d'usines. Une autre institution d'après guerre a été accueillie par les syndicats avec enthousiasme. Aussi bien, son activité leur profite largement. Il s'agit de l'académie de travail (*Arbeitsakademie*) de Francfort-sur-le-Mein. Elle a été créée en 1921 sur la base d'une convention conclue entre le ministre de l'Instruction publique de Prusse et les repré-

sentants des syndicats ouvriers. L'académie ouvre ses portes du 1^{er} octobre au 30 juin à tous les ouvriers, employés et fonctionnaires qui lui sont envoyés avant tout par les organisations professionnelles ouvrières. Par la voix de ses professeurs, choisis dans les milieux universitaires et parmi certaines personnalités marquantes du monde des affaires ou de l'industrie, elle s'efforce d'inculquer à ses auditeurs un enseignement élevé au double point de vue intellectuel et moral. Avant tout, elle cherche à faire des ouvriers qu'on lui envoie des conducteurs d'hommes dans leur propre milieu, des dirigeants qui préparent la route, en pleine conscience de leurs responsabilités, aux autres ouvriers.

Les cours donnés pendant l'année des études portent à peu près sur les mêmes matières que dans les écoles d'économie sociale. L'enseignement plane au-dessus des questions d'enseignement professionnel ou de propagande politique. La diversité même des syndicats qui ont convenu de la création de l'académie, dicte aux professeurs une neutralité absolue.

L'académie du travail prépare les ouvriers avant tout au rôle de dirigeants de syndicats, ou aux obligations qu'ils peuvent désirer assumer en pleine aptitude dans la vie publique allemande. Aussi presque tous ceux qui suivent les cours sont-ils envoyés par les syndicats ouvriers.

SECTION II

Action des syndicats vis-à-vis de l'Etat.

I. — Dans le domaine législatif. L'article 165 alinéa 4 de la Constitution. Pratique des ministres.

Dans les chapitres précédents on a eu l'occasion d'étudier le rôle croissant que les organisations professionnelles ouvrières ont assumé depuis la guerre de 1914 vis-à-vis du patronat et vis-à-vis de l'Etat allemand. L'étude de la loi sur le service auxiliaire a montré que le législateur avait institué à la fin de l'année 1916 un organisme central, rattaché au ministère de la guerre et des comités dans lesquels patrons et ouvriers étaient admis sur la base paritaire à donner leur avis sur toutes questions d'ordre professionnel, à exercer même une procédure de conciliation dans certains litiges du travail. Le comité central visé plus haut (*Zentralausschuss*) comprenait, en face du membre patronal, un président de syndicat investi de la confiance des organisations ouvrières. Les autres comités étaient d'abord les comités d'entreprise (*Betriebsausschüsse*) qui fonctionnaient dans tout établissement comptant plus de cinquante ouvriers ou employés et les comités de conciliation (*Schlichtungsausschüsse*) qui comprenaient entre autres membres, trois ouvriers choisis sur une liste présentée par les associations professionnelles.

Au point de vue dont on s'occupe ici, la loi sur le service

auxiliaire marque une date importante dans l'émancipation des syndicats ouvriers allemands qui désormais se trouvaient implicitement reconnus. Vienne la fin de la guerre et l'abolition de la loi par les délégués du peuple, les comités d'entreprise et les comités de conciliation ne disparaîtront pas pour cela. Des textes nouveaux élaborés pendant la période révolutionnaire leur serviront de support et maintiendront leur existence.

Un pas nouveau est bientôt franchi par les syndicats dans leur ascension triomphale : Le 15 novembre 1918 était conclu entre les groupements professionnels patronaux et les syndicats ouvriers l'accord capital dont il a été précédemment parlé, et dont le préambule reconnaissait enfin les syndicats ouvriers comme les représentants qualifiés des travailleurs. Et cette situation conventionnelle se trouvera bientôt légalisée dans l'article 165 de la constitution de Weimar dont les trois premiers paragraphes s'exprimaient ainsi :

« Les ouvriers et les employés sont appelés à coopérer avec les chefs d'entreprises au règlement des conditions de salaires et de travail, ainsi qu'au développement de l'ensemble de la production. Les organisations professionnelles patronales et ouvrières, et les accords qu'elles concluent sont reconnus.

« Pour la défense de leurs intérêts économiques et sociaux les ouvriers et les employés auront des représentants légaux dans les conseils ouvriers d'entreprise, dans des conseils ouvriers de district répartis dans des régions économiques et dans un conseil fédéral du Travail.

« Avec les représentants des patrons et de certains milieux populaires intéressés, les conseils ouvriers de district et le conseil fédéral du Travail formeront des conseils économiques de district et un conseil économique fédéral chargés d'accomplir l'ensemble de leurs tâches

économiques et de concourir à l'exécution des lois de socialisation. Les conseils de district et le conseil fédéral seront organisés de telle sorte que tous les groupement de quelque importance s'y trouveront représentés d'après leur signification économique et sociale. »

Quel progrès pour les syndicats ouvriers si l'on considère ces conquêtes dont ils étaient les artisans et qu'on les compare à la servitude où les gouvernements d'avant-guerre les tenaient assujettis ! A ces avantages déjà précieux l'article 165 de la Constitution en ajoutait un autre : le conseil économique fédéral (*Reichswirtschaftsrat*) (1) qui comprenait dans son sein des ouvriers syndiqués recevait le pouvoir de collaborer à la législation. En effet, le § 4 de l'article 165 s'exprimait comme il suit :

« Tous les projets de lois économiques ou sociales d'importance, devront être soumis par le Gouvernement fédéral au conseil économique fédéral, avant d'être proposés au Parlement. Le conseil économique fédéral aura d'ailleurs le droit de demander que des projets de loi de ce genre soient présentés. Si le Gouvernement fédéral n'était pas favorable à ces projets, il devrait néanmoins les soumettre au Reichstag, en donnant son avis motivé. Le conseil économique fédéral pourra faire défendre le projet devant le Reichstag par un de ses membres. »

En résumé les associations professionnelles recevaient le pouvoir d'agir sur la législation en matière de politique sociale ou économique en utilisant le conseil économique fédéral, investi du pouvoir d'apprécier les projets de loi soumis au Parlement. Bien mieux, le conseil avait le droit

(1) Voir : Hue de Grais, *Handbuch der Verfassung und Verwaltung*. 23^e édition. Berlin, 1926, p. 30 et suiv.

d'élaborer des projets de lois sociales ou économiques et de les faire proposer au Reichstag.

Qu'était-ce donc que ce Conseil économique fédéral, ou plutôt que devait-il être, car il n'a jamais été définitivement créé. Ce devait être un organisme qui aurait représenté les intérêts du milieu professionnel et qui, dans la pensée de ceux qui l'avaient conçu, eût été le degré suprême d'une organisation économique dont les associations patronales et les associations ouvrières étaient les assises. On aurait eu dans le système envisagé : à la base, des conseils d'entreprise, au-dessus des conseils de patrons, d'ouvriers et des conseils économiques de districts (*Bezirksräte*), à un degré supérieur un conseil national ouvrier (*Reichsarbeiter-rat*), enfin, couronnant le tout, le conseil économique fédéral, suivant le schème ci-après :

Conseil économique fédéral
 Conseil national ouvrier
 Conseil national patronal
 Conseil ouvrier de district — conseil patronal de district
 Conseil économique de district
 Conseil d'entreprise.

L'idée de ce conseil économique national n'était pas nouvelle. Bismarck y avait déjà pensé en 1881 quand il avait convoqué un conseil économique populaire (*Volks-wirtschaftsrat*) à qui il avait rêvé de soumettre les projets de loi d'un caractère économique. Les hommes compétents qui devaient composer ce petit Parlement professionnel eussent été consultés sur l'opportunité et sur l'aménagement de certains textes législatifs.

Lorsque le texte de la Constitution de Weimar fut promulgué le 14 août 1919 le Conseil économique fédéral n'existait pas encore. Une ordonnance du 4 mai 1920 prit soin de créer un conseil économique fédéral provisoire dont le siège fut établi à Berlin. La situation économique exigeait alors qu'on fit appel à toutes les compétences. Le conseil provisoire comprit 326 membres répartis en plusieurs groupes d'importance inégale et dont voici l'énumération : Agriculture et Sylviculture 68 membres, Horticulture et Pêche 6 représentants, Industrie 68, Commerce, Banques et Assurances 34, Transports et Entreprises publiques 36, Artisanat 30, Consommateurs 16, Fonctionnaires et Carrières libérales 12. En outre 12 membres du conseil étaient désignés par le conseil fédéral et pris parmi des personnalités au courant des besoins économiques des différentes régions du territoire et 12 membres étaient choisis librement par le Gouvernement. Le sous-secrétaire d'Etat Edler von Braun, membre de la commission de l'agriculture, fut nommé président du Conseil économique. Parmi les vice-présidents se trouvait Legien, président de la Confédération générale des syndicats. Cet aréopage qui existe encore représente l'ensemble des intérêts économiques de la population, en tenant compte de leur variété. Les membres du Conseil économique fédéral n'agissent que suivant les inspirations de leur conscience. Ils ne peuvent être aucunement pris à partie soit devant les tribunaux, soit devant un conseil de discipline à raison de leurs votes ou des déclarations qu'ils sont amenés à faire au Conseil. Ils ont comme les députés du Reichstag le droit de refuser leur témoignage et ils jouissent de la faculté

d'user gratuitement des chemins de fer allemands. Enfin, ils touchent des indemnités de fonctions (1).

Les séances plénières du Conseil économique fédéral sont publiques ; les séances des commissions ne le sont pas. Aux unes comme aux autres les représentants du Gouvernement dûment qualifiés ont libre accès. D'ailleurs les membres du Conseil ont le droit d'exiger la présence de représentants du Gouvernement. Quant aux « Pays » ils peuvent, s'ils le désirent, exposer leur point de vue par des fondés de pouvoirs.

Les attributions du Conseil économique provisoire institué par l'ordonnance du 4 mai 1920 correspondent à celles que la Constitution entendait confier au Conseil économique définitif. La seule différence entre le régime provisoire qui persiste et celui qui était prévu, c'est que dans le système de l'ordonnance de 1920 le Gouvernement n'est pas tenu de porter devant le Reichstag les demandes de réformes législatives souscrites par le Conseil économique provisoire, s'il n'en est pas lui-même partisan.

Depuis l'année 1920, le Conseil économique fédéral provisoire a, à la fin de 1923, élaboré un projet de statut définitif. Très discuté, il a subi quelques remaniements les années suivantes et le Conseil a publié en 1925 un projet revu et qui tenait compte des expériences faites par le Conseil provisoire. Ce projet réduisait le nombre des membres du Conseil de 326 à 126 membres (§ 2). Un projet de décret d'administration publique en 55 paragraphes venait

(1) Cf. ordonnances du 28 juin 1920, modifiées le 4^{er} décembre 1921, le 3 janvier 1923, le 10 janvier 1924 et le 10 septembre 1924.

préciser les modalités de fonctionnement du Conseil définitif. Ces projets n'ayant pas encore été soumis au Reichstag, on continue à vivre sous le régime de l'ordonnance de 1920, en sorte qu'on peut dire que le provisoire, en Allemagne comme en France, s'éternise souvent jusqu'à devenir définitif.

De tout l'exposé qui précède il faut retenir surtout ce fait important que les syndicats ouvriers, dans des limites précisées plus haut, assument des fonctions législatives et participent à la puissance législative de l'Etat allemand. Cela est si vrai qu'on a pu dire que les associations professionnelles, en vertu d'un « principe tacite de droit constitutionnel » ont assumé des fonctions législatives, parce que les ministres prennent régulièrement leur avis avant de soumettre un projet de loi au parlement (1). Au surplus les syndicats allemands ne sont pas les seuls à participer à l'action législative. Le même phénomène s'est manifesté en France où un décret du 7 janvier 1925 a créé le conseil national économique dont la composition est analogue à celle du conseil économique fédéral des Allemands. Il a à se prononcer, d'office ou sur demande, sur toutes questions dont il sera saisi, l'opportunité d'une réforme législative par exemple, mais c'est surtout le Conseil national de la main-d'œuvre, qui comprend entre autres six ouvriers proposés par les organisations professionnelles, qui prend part à la législation en donnant son avis sur les projets de lois ouvrières envisagées par le Gouvernement.

(1) Kaskel, *Arbeitsrecht*, p. 240 cité par X. dans *La liberté syndicale*, publication du B. I. T.

Ainsi en Allemagne comme en France et ailleurs, notamment en Autriche où les chambres d'ouvriers soumettent des rapports et des avis aux corps législatifs et en Suède où l'avis des syndicats est annexé aux projets de lois, « la tendance est, en matière de législation ouvrière, à se contenter d'affirmer un principe. Le surplus de l'œuvre législative est renvoyé à la délibération commune, à l'accord collectif des représentants qualifiés des organismes ou des groupements patronaux ou des ouvriers intéressés, à la sagesse et à l'habileté des gouvernants, des fonctionnaires, des juristes, qui prépareront, discuteront et signeront les règlements d'administration publique. C'est comme une sorte de dessaisissement, de démembrement par le législateur de son pouvoir exclusif au profit de groupements corporatifs et de l'administration » (1).

II. — Dans l'administration. Représentation des syndicats dans différents organismes. Les offices de placement. Rôle dans la réglementation du travail et dans la conciliation des litiges.

Si l'article 169 de la Constitution de Weimar a donné aux organisations ouvrières voix au chapitre lorsqu'il s'agit d'introduire des lois sociales ou économiques intéressant le monde des travailleurs, bien des textes législatifs ultérieurs ont étendu à d'autres domaines la participation des

(1) W. Oualid, *Les groupements professionnels en France et à l'étranger. Les Cours de Droit*, 1930.

ouvriers et de leurs syndicats à l'activité de l'Etat. Ce fait remarquable n'est d'ailleurs pas particulier à l'Allemagne : en France et dans la plupart des pays d'Europe, on le verra plus loin, il en a été de même depuis la guerre. De plus en plus on incline à considérer partout les organisations professionnelles et singulièrement les syndicats ouvriers non pas uniquement comme des formations de combat dans la grande compétition vers le profit, mais comme des organes appelés à participer à la vie de l'Etat. Aux groupements syndicaux professionnels le législateur assigne désormais des tâches qui jusqu'à présent étaient l'apanage des services de l'Etat ou des Communes. Ainsi les « enfants terribles » que les pouvoirs publics en Allemagne fustigeaient hier encore sans merci et qu'ils traitaient comme des ennemis de la paix intérieure se voient reconnus par l'Etat et promus par lui au rôle de collaborateurs officiels de son action sociale et économique. En résumé, les syndicats professionnels glissent visiblement dans ce qu'on a appelé « le cadre institutionnel ». Cette participation des organisations professionnelles à l'activité de l'Etat est certainement le début d'une évolution dont il serait malaisé de définir par avance le développement probable. En tout cas rien n'autorise encore à adopter les conclusions de certains pessimistes qui frappés par l'infiltration dans la vie de l'Etat du social et de l'économique et notamment des organisations professionnelles, ont cru devoir prédire à brève échéance la mort de l'Etat (1).

(1) Consulter sur ce point *L'histoire du mouvement social en France*, de G. Weil (chez Alcan).

Voici des exemples remarquables de cette collaboration des syndicats dans l'Administration :

Et d'abord dans le cadre économique c'est dans le domaine de la production et de la répartition charbonnière qu'on cherchera une illustration des indications précédentes. L'Assemblée Nationale constituante a élaboré à la date du 23 mars 1919 une loi qui institue sur la base paritaire des associations réunissant les producteurs de charbon et leurs ouvriers. Elle leur remet le soin de régler de concert l'extraction et la vente des combustibles et de leurs dérivés, sous la surveillance d'un Conseil fédéral du charbon (*Reichskohlenrat*). Toute cette organisation est soumise au contrôle suprême du Gouvernement.

Le Conseil fédéral du charbon est composé de 60 membres dont 15 sont pris dans les rangs des ouvriers-mineurs, 1 dans le personnel ouvrier des usines à gaz, 2 parmi les travailleurs de l'industrie grosse cliente des mines, et 4 dans le personnel employé de ces entreprises, soit au total 22 membres ouvriers et employés.

Or ce conseil n'a pas seulement un rôle consultatif. Il a le droit de donner des directives pour résoudre les problèmes qui se posent à l'occasion du fonctionnement de la production et de la répartition charbonnières ; notamment il peut prescrire toutes mesures utiles afin d'enrayer les concurrences abusives et pour protéger les intérêts des consommateurs (1).

Il y a plus : le Conseil fédéral du charbon peut, le cas échéant, requérir l'assistance des autorités et des municipi-

1) P. 49 du décret d'administration publique du 21 août 1919.

palités dans le but d'obtenir des syndicats miniers, des propriétaires de mines, des usines à gaz et des négociants en charbons tous renseignements utiles sur la production et sur la vente des combustibles (1).

Par cet aperçu, on voit le rôle important qui est dévolu au Conseil fédéral du charbon et par là même, indirectement, aux syndicats professionnels, dans un domaine considérable de l'économie allemande : la production des mines et la répartition de leurs produits. L'Etat sans doute n'a pas résigné son autorité souveraine et il continue par l'intermédiaire du ministre de l'Economie nationale à ouvrir ici comme ailleurs l'œil du maître, mais il a délégué pratiquement ses pouvoirs aux intéressés eux-mêmes, producteurs et consommateurs, et notamment aux ouvriers.

Les syndicats ont des représentations dans d'autres organismes économiques contrôlés par l'Etat. On citera, entre autres, les Commissions de surveillance des prix (*Preisprüfungsstellen*) instituées en 1920 dans toutes les communes de plus de 10.000 habitants et qui sont investies du pouvoir de se faire assister d'office par les autorités, lorsqu'elles entendent interroger certains commerçants soupçonnés de vendre au public à des prix abusifs. Ces commissions ont même le droit de recevoir le serment des témoins ou des experts qu'elles jugent utile de consulter dans leurs enquêtes.

Toujours dans le domaine économique, on mentionnera encore les offices du commerce extérieur où les associations

(1) Cf. § 52 du décret précité.

professionnelles sont également représentées pour étudier toutes questions relatives à l'importation et à l'exportation.

On se contentera dans le domaine social d'énumérer le concours des syndicats dans l'administration des bureaux d'aide aux jeunes gens (*Jugendämter*) et des offices de contrôle des films cinématographiques (*Filmprüfungsstellen*). Ils participent aussi avec les associations patronales et sur une base paritaire à l'Union des Colonies ouvrières du bassin houiller de la Ruhr.

L'union des colonies ouvrières du bassin houiller de la Ruhr relève du ministère de l'assistance publique, département de l'habitation, ministère qui a été créé par décret du 7 novembre 1919. Elle comprend un président assisté d'un comité et doit tenir périodiquement des assemblées générales. Dans le comité et à l'assemblée, outre des membres de l'union, doivent obligatoirement figurer des représentants des associations professionnelles.

Cette union a été créée conformément à une loi du 5 mai 1920. On a voulu procurer un abri aux nombreux ouvriers-mineurs qui ont afflué après la guerre dans le bassin westphalo-rhénan, venant des colonies, des formations irrégulières de la Baltique ou des provinces perdues.

Les syndicats coopèrent aussi à l'administration des bureaux de placement (*Arbeitsnachweis*) dont il y a lieu de retracer rapidement l'histoire. Dès avant la guerre la question du placement des ouvriers sans travail avait attiré l'attention des organisations professionnelles allemandes. Elles s'étaient efforcé notamment de battre en brèche les interventions intéressées des « courtiers de travail ». Véritables sangsues, les placeurs prélevaient sur les ouvriers

qui avaient recours à leur intermédiaire une dîme onéreuse. En échange ils fournissaient trop souvent à leur clientèle des emplois ne correspondant guère à ses aptitudes réelles. De la sorte, il advenait que, congédié peu de temps après son embauchage, l'ouvrier devait recourir à nouveau à ces intermédiaires malhonnêtes et cupides.

Secondée moralement et parfois même matériellement par les municipalités, l'initiative privée s'était efforcée de bonne heure de remédier à ces abus. Des œuvres charitables s'étaient tout d'abord organisées dans ce but. Puis des municipalités avaient pris l'initiative de créer des bureaux de placement dont le conseil d'administration comprenait sur la base paritaire des ouvriers et des patrons. De leur côté les chefs d'entreprise n'étaient pas demeurés inactifs. Certains avaient créé des bureaux de placement gratuits dans l'intérêt même de la bonne marche de leurs usines. Les syndicats ouvriers regardaient d'un mauvais œil ces bureaux patronaux dont beaucoup réservaient les emplois vacants aux ouvriers non-organisés. Aussi les associations professionnelles ouvrières avaient-elles créé à leur tour des bureaux de placement pour leurs membres sans travail.

Ces efforts dispersés avaient eu pour résultat d'entraver le développement des officines payantes. En 1910 en effet les bureaux municipaux allemands avaient placé plus de 900.000 ouvriers ou employés ; les bureaux patronaux 915.000, les bureaux de syndicats ouvriers 300.000, tandis que les bureaux privés et payants n'avaient placé que 200.000 ouvriers et employés.

Les syndicats ouvriers demandaient depuis longtemps que le législateur intervienne et règle cette importante

question du placement des travailleurs. Pour tenir compte en quelque mesure de ces desiderata l'Empire élaborà à cette époque une loi qui fut votée par le Reichstag le 2 juin 1910. Elle confiait aux municipalités le soin d'exercer un contrôle des plus sévères sur les bureaux de placements privés ; de plus, elle s'en remettait à un comité paritaire composé de patrons et d'ouvriers en nombre égal, du soin d'assister les municipalités dans l'exercice de leur contrôle sur les bureaux de placements payants.

Au congrès international des syndicats ouvriers à Copenhague en 1910 les congressistes formulèrent entre autres vœux « la création et l'entretien de bureaux de placements syndicaux ou même paritaires dans lesquels la défense des libertés et des intérêts ouvriers devrait être confiée aux organisations professionnelles ». Quelques années après, au Congrès de Munich en 1914, les syndicats émettaient la résolution suivante : « Le principe que défendent les syndicats c'est que la question du placement des travailleurs ne saurait appartenir à l'ensemble de celles qui constituent un objet de luttes entre patrons et ouvriers. Les syndicats sont d'avis que la meilleure solution du placement de la main-d'œuvre devrait être recherchée dans une réglementation légale qui reconnaîtrait tous les bureaux de placements créés sur la base paritaire et rendrait obligatoire la coopération entre les ouvriers et les employeurs ».

Il y avait encore loin de ces vœux à leur réalisation. Nombreux et divers demeuraient encore les bureaux de placement qui n'avaient d'ailleurs entre eux généralement pas de liens, en sorte que dans certains bureaux d'une même ville, il arrivait souvent qu'affluassent les demandes

de travail tandis que dans les autres les offres correspondantes ne trouvaient pas satisfaction.

Vint la guerre et ses suites immédiates : un chômage important, croissant chaque jour avec la désorganisation de l'industrie et du commerce. De toute nécessité l'Etat devait intervenir. Il ne manqua pas de le faire : la loi sur le service auxiliaire s'efforça de centraliser les questions de répartition du travail. Au surplus le grand chef des syndicats libres Karl Legien reconnu à la conférence des syndicats ouvriers qui se réunit à Berlin le 12 décembre 1916 que dans le système de la loi sur le service auxiliaire tous les bureaux de placement se trouvaient soumis au contrôle des comités paritaires prévus au § 4 de la loi, et il s'en félicitait.

Les mesures prescrites dans la loi sur le service auxiliaire se révélèrent satisfaisantes, étant donné les circonstances difficiles que l'on traversait. — Mais elles ne pouvaient être considérées que comme provisoires, et le retour de la paix en amenant l'abrogation de la loi les rendit elles-mêmes caduques. Au surplus les syndicats, pendant la guerre, avaient prévu qu'un jour viendrait où le provisoire devrait être remplacé par un statut définitif et le 30 juin 1917 ils avaient adressé au Reichstag une pétition unanime dans laquelle ils réclamaient notamment :

1^o Que le placement des travailleurs fût uniformément réglementé et qu'un conseil d'administration comprenant des représentants des syndicats ouvriers et des patrons en nombre égal fût adjoint à la direction des bureaux.

2^o Qu'un office du travail (*Arbeitsamt*) centralisât et contrôlât toutes les opérations des bureaux d'une même ville ou d'une agglomération, que dans chaque province fonctionnât une instance de

contrôle supérieure (*Bezirksarbeitsamt*), qu'un organe central, le *Reichsarbeitsamt*, fût chargé de diriger l'ensemble du système et de centraliser tous les renseignements utiles pour activer les échanges sur le marché du travail.

3^o Qu'il y eût obligation légale enfin pour les employeurs de faire la déclaration de toute place devenue vacante dans leurs entreprises.

En cette matière comme en d'autres c'est la débâcle de 1918 qui permit aux syndicats de voir se réaliser leurs désirs.

En effet le 9 décembre 1918 les commissaires du peuple publiaient une ordonnance qui entre autres dispositions prescrivait que les Gouvernements des « Pays », ou leurs délégués, pourraient obliger les municipalités à créer des bureaux de placement officiels à l'administration desquels des représentants patronaux et ouvriers devraient collaborer. La même ordonnance prescrivait que les bureaux de placement pour tous les travailleurs autres que ceux de l'industrie pourraient, à la demande des gouvernements des Etats fédérés, être réunis en « Centrales ». — Et, ici encore, des représentants des syndicats professionnels devaient obligatoirement prendre part à la gestion de ces Centrales.

Le régime institué par l'ordonnance du 9 décembre 1918 était provisoire. Le statut définitif des bureaux de placement fut organisé par la loi du 22 juillet 1922. Entre temps une ordonnance du 17 février 1919 obligea les chefs d'entreprise à déclarer aux bureaux de placement leurs besoins de main-d'œuvre, dans un délai très court. La loi de 1922 (*Arbeitsnachweisgesetz*) laissait subsister les bureaux de placement privés, bien que les syndicats aient réclamé

qu'ils fussent remis entre les mains et sous le contrôle des municipalités, des pays et du Reich. Les patrons avaient fait une opposition acharnée à cette revendication, parce qu'ils tenaient à laisser subsister leurs bureaux propres à côté des bureaux officiels. On tint compte de ces résistances, mais pour ne pas mécontenter les ouvriers et leurs syndicats, on prit soin de soumettre les bureaux privés et les bureaux patronaux comme les autres à la surveillance de l'Etat. Les bureaux officiels comprennent trois échelons. Au bas du système les bureaux municipaux (*Öffentliche Arbeitsnachweise*), comprenant tous les anciens bureaux gérés jusqu'ici sur l'initiative des communes. Ils sont administrés par des commissions paritaires comprenant au moins trois ouvriers et trois patrons. Les frais d'administration de ces bureaux sont pour un tiers à la charge des municipalités qui fournissent le local et pour deux tiers à la charge des patrons et des syndicats ouvriers. Au degré supérieur se trouvent les bureaux provinciaux (*Landämter*) qui ont à jouer dans leur ressort territorial un rôle de surveillance et de contrôle, sous la direction de l'autorité provinciale, assistée par un comité comprenant au moins quatre ouvriers et quatre patrons. Enfin pour couronner l'organisation l'Office du Reich (*Reichsamt für Arbeitsvermittlung*) qui siège à Berlin sous la surveillance du ministère fédéral du Travail. Cet office reçoit les plaintes et les instruit. Il veille enfin à l'application de la loi, assisté par un comité professionnel comprenant au moins quatre ouvriers et quatre patrons.

Tous ces services officiels sont gratuits, suivant le vœu exprimé depuis longtemps par les syndicats professionnels

ouvriers, qui se voient conférer le pouvoir de contrôler et même de régler dans une certaine mesure le fonctionnement des bureaux de placement.

La loi du 22 juillet 1922 prévoyait en outre, en ce qui concerne les bureaux de placement payants, qu'ils devraient disparaître pour le 1^{er} janvier 1931 et que désormais aucune autorisation ne serait délivrée par les autorités de prolonger le fonctionnement de ceux qui existaient ou d'en créer de nouveau. La loi du 23 mars 1931 est venue confirmer cette suppression et a déterminé les indemnités à allouer aux placeurs privés. En ce qui concerne l'Allemagne le vœu de la conférence internationale du travail tenue à Washington en 1919 se trouve satisfait : « que chaque membre de l'organisation internationale du travail prenne des mesures pour interdire la création de bureaux de placement payants et privés ». On rappellera également à cette occasion qu'à l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail pour 1932 a figuré la suppression des bureaux de placement dans tous les Etats participants.

Ainsi grâce aux revendications des syndicats l'Etat allemand exerce sur le marché du travail un contrôle sérieux et les abus qui résultaient du fonctionnement de bureaux payants et cupides ont disparu totalement en Allemagne non seulement en ce qui concerne les ouvriers de l'industrie, mais même pour les ouvriers et les employés des autres corporations et métiers.

Outre ce rôle dans la question du placement ouvrier les syndicats professionnels exercent leur influence dans la réglementation du travail. Notamment, ils veillent à l'application de la loi sur la journée de huit heures et sont les

collaborateurs de l'Administration dans ce domaine comme dans celui qu'on vient de parcourir. Le 15 novembre 1918 le principe de la journée de huit heures avait été proclamé dans l'accord sur la Communauté du travail. Après 1920 les Conseils d'entreprise, trop peu expérimentés pour procéder à une réglementation aussi difficile, durent s'en remettre aux syndicats ouvriers du soin d'élaborer des propositions en vue d'une loi sur la durée du travail. Cette loi fut promulguée le 21 décembre 1923. Jusque-là on vécut sous un régime transitoire en appliquant selon les cas, l'ordonnance du 23 novembre 1918 relative aux ouvriers de l'industrie, celle du 24 janvier 1919 relative aux ouvriers des champs et celle du 18 mars 1919 pour les employés et les fonctionnaires. Ces textes, tout en proclamant le principe de la journée de huit heures, laissaient à l'Etat seul le soin de contrôler l'application de la règle et surtout de surveiller les dérogations prévues. Pratiquement ce système manquait de souplesse. L'ordonnance du 21 décembre 1923 dispose au § 2 que dans les industries où il n'y a pas de convention collective, susceptible de régler la question, le ministère fédéral du Travail accordera toutes dérogations au principe de la loi de huit heures après entente avec les syndicats. Il en est de même dans les mines (§§ 6 et 8 de l'ordonnance).

Un autre exemple de cette participation des syndicats ouvriers à l'Administration peut être trouvé dans les Comités de conciliation introduits déjà en Allemagne par la loi sur le service auxiliaire et remaniés après la guerre dans l'ordonnance du 30 octobre 1923. Ces Comités de conciliation ont pour rôle de résoudre tous les conflits qui

résultent de la conclusion d'accords collectifs tels les contrats de tarifs. Ils relèvent du ministre du travail du Reich et se trouvent disséminés dans tous les districts de l'Allemagne. Ils sont composés d'un président appartenant à la magistrature et du même nombre d'ouvriers et d'employeurs désignés par les syndicats. Ils siègent à la Chambre de conciliation et leur tribunal comprend cinq membres. Au-dessus des Comités et dans les grands centres industriels se trouve l'amiable-compositeur (*Schlichter*), autorité officielle désignée par le ministre du Travail du Reich et qui se prononce dans tous les cas où des litiges importants pour la vie économique d'une région viennent à s'élever. Faute de réussir à aplanir le litige, le *Schlichter* examine le différend en chambre d'arbitrage, assisté de deux assesseurs ouvriers et de deux assesseurs patronaux. Il peut alors et d'office déclarer obligatoire (*allgemeinverbindlich*) la sentence arbitrale qui a été prononcée par le tribunal.

III. — Participation aux juridictions du travail.
Arrêté du 10 décembre 1923 et loi du 25 décembre 1926.

Les syndicats professionnels ont obtenu également du législateur d'être associés à toutes les phases de la juridiction du travail. Jusqu'à ce que la loi du 23 décembre 1926 soit venue réformer la juridiction du travail les lois sur les conseils de prud'hommes (*Gewerbegerichte*) et sur les tribunaux du commerce (*Kaufmannsgerichte*) sont demeurées en vigueur avec les retouches que des lois subsé-

quentes y avaient apportées. En 1923 il y avait en Allemagne 300 conseils de prud'hommes et 556 tribunaux du commerce. Ces tribunaux avaient pour objet de trancher tous les litiges qui s'élevaient entre les ouvriers et les patrons, les commerçants et les employés, tout en ayant la confiance des parties en cause. La création de ces tribunaux pouvait être provoquée par les municipalités sous réserve d'une ratification du préfet, mais elle pouvait être demandée expressément par les associations professionnelles. Un président, ni patron, ni ouvrier, dirigeait ces tribunaux, assisté d'au moins quatre juges élus dans les rangs des employeurs et des ouvriers, pour moitié. En fait les assesseurs ouvriers étaient désignés par les syndicats dont les électeurs ouvriers suivaient fidèlement les directives.

Pour tous litiges dont l'objet avait une valeur de plus de 300 marks, il y avait possibilité d'appel au tribunal régional (*Landgericht*).

Jusqu'à la publication de la loi définitive sur les juridictions du travail, ces tribunaux ont été appelés tribunaux provisoires du travail. Il faut y ajouter la Chambre provisoire (*Arbeitsgerichtliche Kammer*) qui jusqu'à la publication de la loi du 23 décembre 1926 a tranché ceux des litiges afférents au contrat de travail pour la solution desquels le conseil des prud'hommes et le tribunal du commerce n'étaient pas compétents. Les assesseurs du tribunal de cette chambre devaient être désignés d'après une liste de propositions établie par les associations professionnelles intéressées (Ordonnance du 10 décembre 1923).

La loi du 23 décembre 1926, qui est entrée en applica-

tion le 1^{er} juillet 1927 a entraîné la disparition en Allemagne des Conseils de prud'hommes et des tribunaux du commerce. Elle a consacré la réforme de la juridiction du travail. Il convient d'en donner une brève analyse à raison de son importance et du rôle qu'elle donne aux associations professionnelles dans l'administration de la justice pour toutes les questions et litiges relatifs au travail. Il y a désormais trois degrés de juridiction : au bas de l'échelle, les tribunaux du travail (*Arbeitsgerichte*), à l'instance d'appel les tribunaux régionaux du travail (*Landesarbeitsgerichte*), enfin dominant tout le système une Cour de cassation : le tribunal de travail du Reich (*Reichsarbeitsgericht*).

Ces tribunaux ont à connaître de tous les différends juridiques nés à l'occasion de la conclusion des contrats de tarifs, à propos de l'exercice de la liberté de coalition, des questions soulevées par les organisations professionnelles, et en général de tout ce qui se rapporte à la législation du travail.

Les tribunaux du travail sont composés d'un président, juge professionnel informé des questions ouvrières (*Arbeitsrichter*) et d'assesseurs patronaux et ouvriers (p. 6).

Peuvent se présenter comme parties, dans tout litige, non seulement les ouvriers mais aussi les syndicats ouvriers (p. 6).

Les avocats ne sont pas admis à défendre ou à représenter les parties. Elles peuvent en revanche se faire assister par leurs syndicats (p. 11).

Les tribunaux de première instance « sont établis dans le ressort de chaque tribunal de bailliage par l'administra-

tion judiciaire de la province après avis des associations professionnelles » (p. 14, alinéa 1).

Toute mesure relative à l'administration et au contrôle des services du tribunal, qui ne serait pas d'ordre technique et juridique, ne pourra être prise qu'après consultation des associations professionnelles (p. 15, al. 1).

Le tribunal du travail pourra comprendre plusieurs chambres avec un président et deux assesseurs dont un ouvrier et un patron. Le nombre des chambres et la spécialité de chacune seront fixées dans chaque cas par l'autorité judiciaire provinciale après consultation des syndicats (p. 17).

Les assesseurs sont choisis sur des listes présentées par les organisations professionnelles parmi les ouvriers ou patrons. Les secrétaires des syndicats ouvriers sont assimilés aux ouvriers (p. 20).

Enfin les indemnités de fonctions et de déplacements accordées par la loi aux assesseurs sont fixées, les associations professionnelles entendues (p. 25).

Quant aux tribunaux de travail régionaux, ils se composent également de juges et d'assesseurs choisis dans les rangs des ouvriers et des patrons. Ils comprennent plusieurs chambres organisées d'une manière analogue aux chambres des tribunaux de première instance. Enfin, le tribunal suprême (*Reichsarbeitsamt*) comprend un président et deux assesseurs juges de carrière, plus un assesseur ouvrier et un assesseur patronal. La majorité des juges de carrière s'explique par le fait que cette instance fonctionne comme Cour de cassation.

Les assesseurs professionnels sont choisis sur des listes

établies par les fédérations centrales de patrons et d'ouvriers et nommés par le ministre du travail après avis conforme du ministre de la justice (p. 43).

Pour l'administration intérieure des tribunaux du travail de première et de deuxième instance la loi a prévu la création de comités paritaires d'asseurs (p. 29 et 38).

On voit par cette analyse que dans les juridictions du travail, comme dans la législation et dans l'administration, les organisations professionnelles ont une participation importante à l'activité de l'Etat. Si l'on compare le rôle qu'elles jouent maintenant dans ces différents domaines avec le rôle effacé qui leur était laissé avant la guerre et qu'on a précédemment décrit, on aperçoit les progrès considérables qui ont été faits depuis.

SECTION III

Action vis-à-vis des chefs d'entreprises.

I. — Relations pacifiques.

a) CONVENTION COLLECTIVE (RENOI)

Si les syndicats ouvriers allemands sont parvenus à seconder le législateur dans l'élaboration des lois du travail et à contrôler l'application correcte de ces lois, s'ils participent aussi au règlement de tous les litiges nés à l'occasion du travail, si en un mot ils collaborent avec l'Etat sous les formes principales de son activité, les relations

qu'ils entretiennent avec les patrons sont par la nature des choses plus étroites encore. Relations pacifiques, visant à améliorer le sort des ouvriers et, par là même, à la prospérité des entreprises, par l'organisation de l'enseignement professionnel technique, par la création d'institutions sociales de bienfaisance, par la conclusion des conventions collectives de travail, embrassant toutes les relations entre patrons et ouvriers à l'occasion du travail. Relations violentes quelquefois se manifestant par la grève, la résistance passive, le sabotage. On a précédemment traité de l'enseignement professionnel technique et des conventions collectives de travail. Il y a lieu simplement de préciser, en ce qui concerne ces dernières, que la République allemande n'a pas encore donné une base juridique définitive à la convention collective. On se trouve encore en cette matière sous le régime de l'ordonnance du 23 décembre 1918 dont on a déjà donné l'analyse.

b) L'ARBITRAGE : DÉCRETS DU 23 DÉCEMBRE 1918
ET DU 30 OCTOBRE 1923

L'ordonnance du 23 décembre a trait aux commissions d'arbitrage chargées de rechercher un accord en cas de conflits collectifs (*Schlichtung von Arbeitsstreitigkeiten*). Cet accord collectif lui-même c'est un contrat de tarifs. L'idée de l'arbitrage était connue déjà dans les anciennes *Zünfte* allemandes qui avaient créé des organismes spéciaux chargés de cette mission. Avant la guerre les tribunaux industriels et les tribunaux du commerce avaient des attributions analogues. Mais, c'est surtout la loi sur le

service auxiliaire de 1916 qui organisa les comités d'arbitrage. D'après cette loi le comité d'arbitrage composé de patrons et d'ouvriers devait rechercher un accord entre les parties, quand des difficultés surgissaient entre elles, ou bien entre les employeurs et les comités ouvriers à propos des salaires et de toutes autres circonstances se rattachant au travail professionnel. Un délégué du ministère de la guerre faisait office de président des comités d'arbitrage établis sur la base paritaire. Après la guerre la juridiction en matière d'arbitrage fut d'abord réglée par la troisième partie de l'ordonnance du 23 décembre 1918 qui adaptait à la situation du moment les prescriptions de la loi sur le service auxiliaire patriotique de 1916, en conformité avec l'accord du 15 novembre 1918 sur la communauté de travail. La conciliation et l'arbitrage étaient nécessaires pour compléter la réglementation des conventions collectives. En effet lorsque des conflits intéressant la collectivité des ouvriers ou des employés viennent à s'élever, il est bon qu'un organisme impartial et compétent intervienne et s'efforce de maintenir la paix sociale en conciliant des points de vues différents et au besoin en imposant une solution raisonnable. Lorsque le président des comités de 1916 disparut avec la fin de la guerre les comités désignèrent eux-mêmes un président qui tantôt était ouvrier, tantôt patron. Puis devant certaines difficultés le gouvernement par l'ordonnance du 3 septembre 1919 habilita le Commissaire pour la démobilisation à déclarer obligatoires certaines conventions collectives, alors même qu'une des parties ne les acceptât pas. Les syndicats s'élevèrent avec force contre cette intrusion de l'Etat dans un domaine

qu'ils estimaient devoir être entièrement laissé au libre arbitre des organisations professionnelles. Aussi le gouvernement se vit-il amené à élaborer un projet de loi sur l'organisation de l'arbitrage. En présence des résistances syndicales cette loi ne vit jamais le jour. Alors, usant des pleins pouvoirs que le Parlement lui donnait le gouvernement a réglé par une ordonnance du 30 octobre 1923 la question de l'arbitrage.

Entre temps la loi du 4 février 1920 sur les conseils d'entreprise avait élargi la compétence des commissions d'arbitrage à des cas nouveaux de conflits collectifs : embauchage ou renvoi collectifs d'ouvriers — règlement de difficultés pouvant entraver la marche de l'entreprise — conflits entre les ouvriers et le patron à propos du règlement de travail, etc.

On a eu l'occasion déjà de décrire brièvement le système introduit par l'ordonnance de 1923. On se contentera d'en rappeler ci-après les traits principaux :

Les bureaux de conciliation sont fixés dans contrat de tarifs qui prescrit en même temps leur composition et leurs attributions. A défaut, la matière de la conciliation et de l'arbitrage ressortit à des autorités officielles spéciales : les commissions de conciliation, le conciliateur (*Schlichter*) et le ministre du travail. Ce dernier n'agit pas en qualité de conciliateur ou d'arbitre, mais il est habile à déclarer obligatoire la sentence du conciliateur-arbitre.

Les commissions de conciliation, autorités régionales, comprennent un président, ni ouvrier, ni patron et des assesseurs patronaux et ouvriers en nombre égal, qui prononcent leurs sentences dans les chambres de conciliation.

L'arbitre conciliateur désigné par le ministre du Travail dans chaque région économique essaie de concilier tous différends d'importance et s'il n'y parvient prononce sa sentence assisté d'arbitres patrons et ouvriers, dans la chambre supérieure de conciliation.

La procédure de conciliation débute par une tentative d'arrangement faite par le président du comité ou par l'arbitre-conciliateur désigné par le ministère du Travail. Cette tentative a lieu à titre privé, en chambre du conseil. Si elle a échoué la procédure s'ouvre par des débats oraux publics. Le résultat de ces débats est-il négatif, si en d'autres termes les parties ne parviennent pas à conclure un accord collectif, la chambre rend une sentence écrite non obligatoire qui vaut tout d'abord uniquement comme proposition d'arrangement amiable par voie de convention collective. Cette convention devient obligatoire pour les parties si elles l'ont ratifiée ou si le caractère d'obligation est proclamé par l'autorité publique à la demande d'une des parties, ou d'office, lorsque la réglementation proposée dans la sentence est équitable et que son application est recommandable pour des motifs économiques et sociaux.

En un mot le droit de libre détermination que les organisations professionnelles avaient exercé après la fin de la guerre s'il n'est pas aboli par l'ordonnance de 1923 peut se voir entravé dans certains cas par une réglementation des conditions du travail imposée d'office. C'est pourquoi les syndicats ont protesté dès la promulgation de l'ordonnance contre cette législation à tendance étatiste. Il est vrai que la procédure d'arbitrage n'est pas obligatoire en principe,

pas plus que n'est exécutoire la sentence, mais l'intervention toujours menaçante du conciliateur officiel peut être dictée par la raison d'Etat plutôt que par le souci de l'intérêt social ou de la simple équité. Aussi a-t-on pu écrire qu' « un tel régime livre les rapports entre ouvriers et patrons à l'arbitraire des fonctionnaires et ne peut que discréditer l'idée des contrats collectifs et celle de l'arbitrage. Il porte la marque des circonstances au milieu desquelles il est né. Pendant l'automne de 1924 on ne parlait que de dictature et toutes les notions de droit et d'autorité se déplaçaient et s'embrouillaient » (1). En fait pourtant l'autorité n'a pas abusé de ses prérogatives et les cas où les sentences ont été rendues obligatoires demeurent généralement exceptionnels.

II. — *Conflits. La grève, la résistance passive.*

La législation républicaine allemande s'est efforcée depuis la guerre de favoriser largement le règlement amiable des difficultés nées entre les patrons et les ouvriers à l'occasion du travail. A cet effet, elle a créé au bénéfice des syndicats une sorte « d'autonomie économique » pour employer le terme dont se servent souvent les juristes allemands en définissant ce régime. Cette autonomie permet aux organisations professionnelles d'exercer dans l'Etat une activité plus importante que pendant la guerre, notamment

(1) *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques* du 31 mars 1925.

dans la matière des conventions collectives et dans le domaine de la conciliation et de l'arbitrage.

Mais tout en recherchant par ces moyens de limiter le nombre des conflits du travail, où l'une ou l'autre des parties recourt à la lutte comme moyen de pression pour amener l'adversaire à composition, le législateur a dû envisager les cas où cette action pacifique échouerait. En pareille circonstance on voit généralement le combat revêtir une des formes suivantes :

Grèves organisées par les syndicats, grèves non organisées par les syndicats (*Wilde Streik*), grèves partielles, totales, générales, grèves de sympathie, grèves politiques, grèves de démonstration. Sous l'une ou l'autre de ces formes la grève est toujours la cessation concertée du travail de la part des ouvriers appartenant à une ou à plusieurs entreprises.

A côté de la grève les syndicats emploient parfois le boycottage, moyen de pression, qui agissant dans le domaine de la répartition vient quelquefois doubler l'effort produit par la grève dans le domaine de la production.

On distingue enfin la « résistance passive » en faveur plus généralement chez les employés que chez les ouvriers.

La résistance passive est une grève dissimulée. Le tribunal d'Empire a eu l'occasion d'en donner une analyse précise : « La résistance passive est pire qu'une grève, en ce qu'elle vise à obtenir les résultats d'une grève, mais en évitant les inconvénients que celle-ci entraînerait pour les ouvriers. Sous les apparences de l'observation d'un contrat, elle dissimule la cessation du travail, de manière à faire impression sur le patron et en même temps à gagner

des salaires sans exécuter le travail équivalent, et enfin, lorsque le patron veut se défendre, à faire apparaître ses ouvriers comme attaqués et non comme agresseurs. La résistance passive est un moyen de combat déloyal : c'est une grève déguisée » (1).

a) APRÈS, COMME AVANT 1918, IL N'Y A PAS DE DROIT
DE GRÈVE SPÉCIFIQUE (ART. 159 DE LA CONSTITUTION)

On a vu déjà qu'avant la révolution de 1918 la grève n'était admise que dans les entreprises industrielles (§ 152 de la *Gewerbeordnung*). La proclamation des délégués du peuple le 12 novembre 1918 a étendu la liberté de coalition et par conséquent le droit de grève à tous les travailleurs. Mais la Constitution de Weimar (art. 159) n'a entendu reconnaître que le droit d'association (*Vereinigungsfreiheit*) et non le droit de coalition (*Koalitionsfreiheit*). C'est que les auteurs de la Constitution redoutaient que les fonctionnaires, si le droit de coalition avait été octroyé à tous, ne revendiquassent pour eux le droit de faire la grève.

b) INTERDICTION AUX FONCTIONNAIRES DE SE METTRE EN GRÈVE

En Allemagne, comme ailleurs, les fonctionnaires sont les plus disciplinés des employés. Si le potentiel d'énergie que cette discipline représente vient à passer au service d'une organisation anonyme le syndicat, on aperçoit quel danger ce transfert représentera pour les services publics,

(1) 9 juin 1925, *R. Arb. Bl.* 1925.

menacés d'une interruption brusque, au mot d'ordre du syndicat. On rappellera qu'en France Waldeck-Rousseau qui avait le souci de l'Etat, sans négliger le culte des libertés utiles, refusait aux groupements d'intérêts des fonctionnaires le droit au syndicat. Avec raison il estimait que qui dit syndicat dit droit de grève. « J'avoue, déclarait-il le 3 mars 1881, avoir toujours considéré les fonctionnaires comme des mandataires révocables et nullement comme des personnes qui louent leurs services ». En Allemagne, avant la guerre, on partageait cette manière de voir. Il y avait alors déjà des groupements de fonctionnaires, notamment dans l'enseignement officiel et dans les postes. En 1892, il y avait déjà une Fédération des syndicats de fonctionnaires allemands. Plus tard était apparue une Union des fonctionnaires. Les revendications de ces associations professionnelles n'étaient pas appuyées de menaces qui eussent pu troubler la sérénité de l'Etat. Selon la formule alors en usage les demandes étaient soumises à qui de droit par la voie hiérarchique et « très humblement » (*untertänigst*). La guerre amena une généralisation des associations de fonctionnaires. Les temps étaient durs et la vie chère. Il fallait obtenir de l'Etat une solde plus forte qui permît de faire face à des dépenses accrues. On se serrait les coudes. Rien dans ce mouvement que de très naturel.

Vint la Révolution. Résolument les fonctionnaires se mirent à la disposition du nouveau gouvernement populaire, mais ils ne songèrent pas, en échange, à demander le bénéfice du droit de grève, tant ils avaient le sentiment que pareille revendication était inconciliable avec leur situation spéciale dans l'Etat.

La Constitution de Weimar déclare expressément dans l'article 130 que les fonctionnaires jouissent de « la liberté d'association » tout en étant les « serviteurs de la communauté ». L'article 159, d'autre part, proclame que « la liberté d'association pour la défense et l'amélioration des conditions du travail et de l'économie est accordée à chacun, quelle que soit sa profession ». Si les auteurs de la Constitution ont ainsi remplacé l'expression « liberté de coalition » qui figurait dans les premières rédactions de l'article 159 par l'expression « liberté d'association » c'est non seulement parce qu'ils n'ont pas voulu, que l'idée de grève contenue dans le mot de coalition, pût être considérée comme un droit garanti par la Constitution. C'est aussi pour que les fonctionnaires ne puissent jamais revendiquer ce droit.

Ils demeurent soumis au « droit des fonctionnaires » (*Beamtenrecht*) qui relève du droit public et non du droit du travail (*Arbeitsrecht*). La Cour suprême fédérale a eu l'occasion de se prononcer sur cette question et elle a toujours ratifié la jurisprudence qui a suivi la tradition.

Pour interdire la grève aux fonctionnaires la jurisprudence allemande part de ce principe que le rapport contractuel qui lie le fonctionnaire à l'Etat n'est pas de droit privé, mais de droit public et qu'il comporte à la charge du fonctionnaire des obligations spéciales de fidélité, d'obéissance et d'exécution consciencieuse du service, toutes obligations qui sont assumées sous la garantie d'un serment. Toute infraction à ce serment ouvre la voie à une sanction automatique et directe contre le fonctionnaire fautif et point n'est besoin de rechercher la sentence des tribunaux

de droit commun. Il est vrai qu'en contre-partie de ces obligations le fonctionnaire jouit d'avantages matériels exceptionnels.

L'Etat qui doit promouvoir le bien public a besoin de compter à tout instant sur ses fonctionnaires. Leur impartir la liberté de faire la grève serait pour l'Etat un manquement à ses devoirs essentiels. Un arrêt du 17 mars 1925 de la Cour criminelle du tribunal fédéral s'exprime à ce sujet de la manière que voici :

« Il arrive que des entreprises d'Etat ayant un caractère vital, ou des services analogues d'une autre organisation publique sont constitués de telle sorte qu'un groupe d'une centaine ou d'une douzaine d'ouvriers, ou même qu'un seul homme en appuyant sur un bouton, serait en mesure de les arrêter net... Or, celui qui entre au service du public en qualité de fonctionnaire doit avoir conscience qu'il a l'obligation de servir le bien commun. Il ne doit suivre ses inclinations de classe que dans la mesure où elles ne sont pas en opposition avec son devoir d'assurer le bien de la communauté. Tout homme qui n'est pas décidé à remplir sa fonction dans cet esprit, ajoute la Cour suprême, n'est pas propre à être fonctionnaire ».

En résumé la Constitution n'a rien changé à l'état de choses ancien d'après lequel les fonctionnaires n'ont pas le droit de suspendre ou de refuser leurs services en invoquant des motifs d'ordre économique ou social.

Les partisans du droit de grève aux fonctionnaires ont essayé sans succès de faire valoir le n° 2 de l'appel du conseil des délégués du peuple du 12 novembre 1918. Ils ont déclaré : « Le droit de grève des fonctionnaires ne se trouve pas sans doute garanti par un texte de la Constitution mais il est contenu dans l'appel de 1918. ». Mais l'ap-

pel dit seulement que le droit d'association et de réunion n'est soumis à aucune limitation pas même pour les fonctionnaires et les ouvriers d'Etat.

L'appel ne mentionne pas le « droit de coalition » des fonctionnaires. Si les délégués du peuple avaient voulu innover à cette époque, ils n'eussent pas manqué de le faire, d'une manière expresse.

c) LA GRÈVE DANS LES ENTREPRISES D'UTILITÉ PUBLIQUE
(DÉCRET DU 10 NOVEMBRE 1920)

Si l'Etat peut donc maintenant comme avant la guerre compter sur les services constants de ses fonctionnaires, qui en faisant grève se rendraient coupables d'infidélité, de désobéissance et de parjure, il a le pouvoir aussi d'interdire toute cessation de travail, même de non-fonctionnaires, si l'intérêt général du public se trouve menacé. Ce pouvoir spécial lui est conféré par l'alinéa 2, art. 48 de la Constitution de Weimar. Il en a d'ailleurs fait usage le 10 novembre 1920 à une époque particulièrement difficile où les grèves se succédaient non seulement dans les entreprises privées, mais encore dans les services publics. Le décret rendu à cette date par le Président de la République proclamait que « dans les exploitations qui alimentent la population en eau, gaz et électricité, les lock-out et les cessations de travail ne seront licites qu'autant que le comité de conciliation compétent aura rendu une sentence arbitrale et que trois jours au moins se seront écoulés depuis le prononcé de cette sentence ». Les organisations syndicales se sont élevées en vain contre le décret de 1920

qui, conforme à la Constitution, a été maintenu en application par un vote du Parlement.

d) RESPONSABILITÉ DES SYNDICATS OUVRIERS

A RAISON DE GRÈVES

La grève peut conduire à une action du chef d'entreprise contre l'organisation professionnelle ouvrière lorsque celle-ci a rompu le lien contractuel qui l'attachait au patron ou au syndicat patronal. Dans la pratique cette rupture peut se manifester lorsqu'il y a eu entre les parties conclusion d'une convention collective. Il arrive alors que par une clause spéciale les patrons et les syndicats se sont engagés à régler au moyen de l'arbitrage tout différend pouvant surgir entre eux. Ils renoncent en même temps d'une manière expresse aux procédés violents, lock-out ou grève. Vienne ultérieurement une difficulté et si, nonobstant l'engagement pris par le syndicat ouvrier, ses affiliés cessent de travailler à propos d'une revendication pour le règlement de laquelle, dans la convention collective de travail, l'emploi de la procédure arbitrale était seul prévu, alors le syndicat ouvrier pourra être rendu responsable de cette rupture du contrat. En effet les ouvriers syndiqués grévistes sont considérés comme une partie du syndicat lui-même. Or leur organisation, ayant promis dans la convention collective qu'elle a souscrite l'observation fidèle du contrat, est responsable des infractions de ses membres. Pour employer l'expression même dont se sert le Tribunal fédéral ceux-ci sont « les auxiliaires d'exécution » (*Erfül-*

lungsgelhilfen) du syndicat. S'ils exécutent mal ou s'ils n'exécutent pas les clauses de la convention collective leur organisation peut être tenue responsable de ce manquement comme de sa propre faute conformément aux prescriptions du § 278 du Code civil. Et en pareil cas le syndicat ouvrier pourra se voir poursuivi à la requête du patron soit que ce dernier exige l'accomplissement du contrat, c'est-à-dire le retrait de l'ordre de grève, soit que devant l'impossibilité d'une pareille solution, il se résigne à demander des dommages-intérêts, conformément au § 823 alinéa 2 du Code civil allemand.

On a vu dans la deuxième partie de ce livre combien à partir de 1914 et surtout depuis la Révolution allemande de 1918 l'association professionnelle ouvrière s'est développée à la faveur des événements. La disparition de l'ordre ancien ne se fût-elle pas produite que le mouvement qu'on a essayé de décrire se serait nécessairement affirmé par le seul fait de l'évolution naturelle des choses ; tant la puissance des syndicats était considérable en 1914. Seulement, la progression eût été plus lente.

L'influence grandissante des associations professionnelles ouvrières s'est fait sentir à l'intérieur même de leur domaine propre et l'on a pu voir l'importance et la variété des institutions sociales que les syndicats ont développées au bénéfice de leurs affiliés. L'activité des organisations s'est manifestée dans la part qu'elles ont prise à la fixation des conditions de travail dans les conventions collectives, dans la participation des syndicats aux organismes paritaires, dans le contrôle ouvrier de la gestion des entreprises, dans la préparation de la législation sociale, dans la partici-

pation à l'administration, aux tribunaux arbitraux, en un mot à l'activité même de l'État.

Le droit de grève enfin s'il n'est pas encore reconnu par la Constitution allemande résulte, peut-on dire, de la suppression du délit de coalition.

TROISIÈME PARTIE

LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES OUVRIÈRES ALLEMANDES. HISTORIQUE. IMPORTANCE DEPUIS 1918

Dans la première partie de la présente étude on a suivi le développement général des associations professionnelles ouvrières en Allemagne avant la guerre. Sans cesse accru, le flot finit par emporter les digues que l'autoritarisme lui avait opposées. Au moment où la guerre allait éclater les syndicats ouvriers se dressaient résolument en face du patronat et de l'Etat, prêts à livrer une bataille suprême pour conquérir la liberté. On a vu quelles concessions les gouvernements successifs ont dû consentir aux syndicats pendant la durée de la guerre et l'importance croissante que les organisations ont acquise depuis la débâcle de 1918. Il ne sera pas inutile de prendre une à une chacune des grandes associations ouvrières pour examiner quelle activité elles ont respectivement exercée depuis 1918. Dans un deuxième chapitre, des renseignements statistiques achèveront d'illustrer l'essor des syndicats allemands depuis la Révolution.

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

Les syndicats libres.

Les syndicats socialistes dirigés par Karl Legien avaient appuyé la « politique du 4 août » et la guerre sous-marine : « Nous n'avons pas aujourd'hui à nous prononcer pour ou contre la guerre, mais sur la question des moyens nécessaires à la défense du pays » avait proclamé le député Haase au nom du parti. Pendant la guerre cette attitude ne s'était pas démentie, et en 1918 encore, la *Socialdémocratie* participait à la souscription Ludendorff. Seule une minorité de socialistes entraînés par Liebknecht, avaient rappelé leurs camarades à la logique, mais devant leur insuccès, ils avaient dû créer un « Parti socialdémocrate indépendant ».

La Révolution de novembre 1918 avait surpris les syndicats socialistes. Lorsqu'elle se produisit la « Commission Générale » ne laissa pas ses membres se fourvoyer dans le mouvement des conseils d'ouvriers et de soldats. Elle s'empressa, de concert du reste avec les directions des autres syndicats, de proclamer l'accord du 15 novembre qu'on a analysé précédemment. Quelques semaines plus

tard, le 4 décembre, les syndicats de toute nuance se groupaient dans les Communautés de travail. A cette occasion la *Korrespondenzblatt* des syndicats socialistes se félicitait que les patrons aient été enfin contraints à traiter avec les syndicats ouvriers sur un pied d'égalité. Mais, dans les rangs mêmes des socialistes, certains groupements syndicaux importants ne tardèrent pas à s'élever contre les Communautés de travail. En octobre 1919 la Fédération des ouvriers métallurgistes sortit de la communauté de travail de l'industrie métallurgique, sous le prétexte que cette création aurait pour résultat de faire disparaître la lutte de classe « pourtant si nécessaire ».

Ces divisions intestines que la politique était venue encore envenimer conduisirent les syndicats libres à proclamer leur neutralité politique au Congrès syndical de Nuremberg le 3 juillet 1919; toutefois, ils demeuraient soumis aux idées socialistes. « Si, écrivait alors la Commission générale, les syndicats ouvriers libres cessent toutes relations avec les partis socialistes, rien n'est pourtant changé à leur attitude fondamentale vis-à-vis du socialisme et de la lutte de classe : les syndicats libres se considèrent toujours comme un mouvement de classe ».

Pour répondre aux tâches nouvelles qui allaient leur incomber, les associations ouvrières socialistes devaient modifier nécessairement leur organisation ancienne. On commença à ce même congrès de Nuremberg par substituer à la Commission générale (*Generalkommission*) l'Union générale des syndicats libres d'Allemagne (A. D. G. B.). Le but visé par cette création nouvelle c'était la constante coopération de toutes les organisations centrales dans l'in-

térêt général des ouvriers socialistes syndiqués. Les moyens pour atteindre ce but devaient être une propagande ardente, l'établissement de statistiques, une documentation sérieuse, la publication de journaux spéciaux, les rapports internationaux, etc. L'organe suprême de l'A. D. G. B. c'est le congrès triennal composé d'un représentant de chaque syndicat et d'un représentant pour chaque fraction de 10.000 membres. L'A. D. G. B. comprend en outre une direction élue par le congrès et un comité composé de représentants de toutes les organisations qui a la charge de veiller sur le bon fonctionnement de la direction. Aux échelons inférieurs se trouvent des comités locaux groupés en comités de districts.

Peu de temps après le congrès de Nüremberg intervenait le coup d'Etat Kapp-Lüttwitz. On sait le rôle que jouèrent à cette occasion les syndicats allemands qui en proclamant la grève générale sauvèrent le régime. Un danger plus sournois mais non moins sérieux menaçait les syndicats socialistes : on veut parler de l'infiltration dans leurs rangs, d'éléments communistes. Leur influence se fit sentir nettement au 11^e congrès des syndicats libres qui se réunit à Leipzig du 19 au 24 juin 1922. Des 700 délégués qui prirent part à ce congrès, 90 se montrèrent résolument attachés aux doctrines communistes, et 138 se réclamèrent de la fraction des socialistes indépendants. Ces dissidents parvinrent à faire voter par le congrès le principe de la sécession des syndicats socialistes hors des communautés de travail. Ce retrait eut lieu le 16 janvier 1924 à la suite d'une résolution du comité fédéral de l'A. D. G. B.

« La Communauté Centrale du Travail, disait la résolution, s'est montrée au point de vue de l'organisation et de son action incapable de remplir la tâche qui lui était assignée. Elle n'a pu notamment empêcher que les milieux patronaux ne prennent au point de vue économique et social une attitude, qui est inconciliable avec l'esprit et les conventions des communautés de travail. Dans ces conditions le maintien des communautés est impossible ».

Le travail opiniâtre des communistes pour fissurer le ciment homogène des syndicats libres, et les circonstances défavorables issues de la période d'inflation amenèrent une crise sérieuse dans le développement des organisations sociales. Fin 1923, la *Correspondenzblatt* cessait de paraître et fut remplacée par un organe plus modeste. Le rédacteur de la grande feuille recommandait à ses lecteurs, dans son dernier numéro, de s'opposer aux luttes intestines et fratricides à l'intérieur des syndicats et de ne pas perdre espoir en une renaissance. Il ne se trompait guère. Au congrès des syndicats libres à Breslau la fraction communiste assista à une déchéance caractéristique de son influence. A la suite du meurtre de Rathenau les socialistes majoritaires et les indépendants avaient éprouvé le besoin de se rapprocher. Le grand résultat obtenu au congrès de Breslau fut que la grosse majorité des délégués se prononça pour une collaboration des ouvriers et des patrons sur la base paritaire car « l'employeur n'est pas le seul représentant de l'économie, l'ouvrier en est un lui aussi, nanti de droits égaux ». La minorité qui ne voulait reconnaître que des chambres exclusivement ouvrières, ne voyait pas la réalisation de ses vœux.

Depuis cette époque l'opposition entre les socialistes et les communistes a pris une tournure parfois tragique. Le 13^e congrès des syndicats libres tenu à Hambourg le 3 septembre 1928 donna lieu à des bagarres sanglantes voulues par les membres du K. P. D. (*Kommunistische Partei Deutschlands*).

Aujourd'hui, de même que par le passé, les organisations socialdémocrates comprennent la majorité des ouvriers allemands (89 0/0 en 1931). Les dirigeants des syndicats A. D. G. B. estiment actuellement que « le développement de la crise rend inéluctable l'application des méthodes socialistes ». Le député Leipart, président de la Confédération des syndicats ouvriers socialistes n'affirmait-il pas récemment avec optimisme : « Déjà le socialisme d'Etat est réalisé dans le domaine du commerce extérieur. Les banques sont nationalisées en fait depuis la crise. Demain il faudra organiser la production et la répartition en fonction de nos possibilités et de nos besoins. Ce sont là mesures socialistes qu'on sera bien forcé d'appliquer, simplement par instinct de conservation. Seuls les socialistes peuvent donner un programme concret des mesures à prendre ». Les syndicats libres ont formulé à nouveau leur programme en 1928. On en donne ci-après l'essentiel en manière de conclusion : « Les syndicats socialistes sont convaincus que la transformation du système économique présent est la condition même du bien-être de la classe ouvrière. La lutte pour l'amélioration des salaires et des conditions du travail demeure la préoccupation principale des syndicats libres. Ils réclament à nouveau la démocratisation de l'économie, c'est-à-dire la dis-

parition progressive de la suprématie qui s'appuie sur la possession du capital. Ils demandent enfin que les organes directeurs actuels de l'économie ne soient plus les représentants des seuls intérêts capitalistes mais ceux de la communauté ».

SECTION II

Les syndicats chrétiens.

Les syndicats chrétiens se sont constitués bien plus tard que les organisations socialistes. Ils forment néanmoins aujourd'hui un groupement considérable qui parmi les associations professionnelles ouvrières de l'Allemagne s'inscrit au deuxième rang par ordre numérique des adhérents.

Dans les lignes qui vont suivre on se livrera à une étude approfondie de ce mouvement non seulement depuis la Révolution de 1918, mais depuis ses origines mêmes. On n'a pas eu, en effet, l'occasion de l'étudier dans la première partie de cet ouvrage où pour des raisons de clarté on s'est borné à suivre l'évolution syndicale en la matérialisant dans l'histoire des organisations socialistes. Il ne faudrait pas que cette méthode conduisît le lecteur à sous-estimer l'importance des syndicats chrétiens. On entend leur apporter ci-après le tribut d'admiration qui leur est légitimement dû, pour leur conception élevée de la dignité du travailleur.

Vers 1860, à l'époque où Schweitzer et Fritzsche d'une part, et leurs concurrents Bebel et Liebknecht, avaient

déjà fondé des organisations ouvrières socialistes, à l'époque où par ailleurs le Dr Max Hirsch du parti progressiste avait formé un groupement ouvrier spécial opposé à la lutte de classes, les catholiques n'avaient mis sur pied que des « cercles ouvriers » (*Arbeitervereine*). Il faut soigneusement se garder de confondre ces associations, qui subsistent encore de nos jours, avec les syndicats chrétiens (*Gewerkschaften*). En effet les associations ou cercles d'ouvriers catholiques n'ont pas pour objet de défendre les intérêts professionnels de leurs membres. Leurs préoccupations sont surtout morales et religieuses. Les *Arbeitervereine* furent créés vers 1860 sous l'impulsion de Mgr Ketteler, évêque de Mayence, que le pape Léon XIII appelait son « grand précurseur », à une époque où le développement de l'industrie entraînait le dépeuplement des campagnes. Désorientés en arrivant dans les grands centres, les paysans déracinés étaient souvent la proie facile de milieux où leurs convictions religieuses se trouvaient attaquées. L'initiative de l'évêque de Mayence connut un succès rapide. Dans la région industrielle des pays rhénans vers 1870 les « associations ouvrières » comptaient déjà 30.000 membres.

Ces cercles catholiques entretenirent dès le début de leur création des relations étroites avec les Unions de compagnons (*Gesellenvereine*) que l'abbé Kolping avait fondées vers 1850. Ancien cordonnier, devenu prêtre, Adolphe Kolping s'était proposé de réunir les jeunes artisans dans une association qui leur offrit tous les avantages de la famille chrétienne. Lorsqu'il mourut, en 1865, épuisé de fatigue, ce prêtre dévoué aux intérêts moraux et professionnels des

travailleurs, pouvait avec satisfaction compter quatre cents cercles de compagnons confédérés.

Le développement de ces associations se trouva compromis pour un temps pendant les années où sévit sur l'Allemagne la guerre du Kulturkampf, déclanchée par Bismarck et les nationaux-libéraux. Les Vereine furent suspectés d'être socialistes ou encore de s'occuper de politique et persécutés par l'autorité civile. Mais sitôt que par suite de la ferme résistance de Windthorst et de ses compagnons, le Centre eût remporté la victoire, quelques catholiques songèrent à créer de véritables syndicats analogues aux syndicats socialistes, tout en s'inspirant de principes bien différents. Beaucoup d'ouvriers catholiques et protestants se trouvaient enrôlés dans les bataillons socialistes parce que la Socialdémocratie s'était la première saisie des revendications des classes laborieuses. Il fallait les faire sortir du rang et les assembler sous le drapeau du Christ. Deux ouvriers, Stötzel et Rosenkranz entreprirent en 1872 de créer une organisation ouvrière chrétienne accessible aux travailleurs des deux confessions religieuses. La mise en application de leurs plans se trouva brusquement entravée par la loi contre les socialistes, mais leur idée devait porter ses fruits quand l'abrogation de cette loi redonna aux associations professionnelles la liberté de leurs mouvements. Les vieilles associations de Mgr Ketteler vont être la source qui alimentera les groupes syndicaux chrétiens. Vers 1894, en effet, on assiste sur l'initiative du Dr Hitze à l'éclosion de sections spéciales à l'intérieur des « associations ouvrières ». Elles portent le nom de « sections de métiers » (*Fachabteilungen, Gewerkschafts-*

abteilungen) dont la mission est de lutter contre l'esprit socialiste. En 1892, l'évêque de Munich, Mgr Huber, recommande, à l'occasion du Congrès des « associations ouvrières » de multiplier les sections catholiques de métiers. L'appel est entendu ; les sections se coalisent dans des fédérations et voient leur nombre grandir rapidement, grâce à l'action de leaders tels que de Savigny.

Certains pensaient cependant qu'il était indispensable de créer en dehors des « associations ouvrières » des syndicats indépendants, seuls en mesure de lutter avec succès contre l'action des syndicats socialistes dans le monde ouvrier. Résolument, un simple ouvrier mineur, Brust, fonda en 1894 un « syndicat des ouvriers mineurs chrétiens » (*Gewerkverein christlicher Bergarbeiter*). Il fut suivi, et le 3 mai 1894, sur sa proposition, une Commission de délégués mineurs des deux confessions se réunissait dans l'intention « d'étudier les mesures propres à améliorer la condition des travailleurs sur la base chrétienne et légale ». Le syndicat des ouvriers mineurs chrétiens établi à Dortmund entraîna par son rayonnement propre l'éclosion de syndicats analogues dans toute la Westphalie. L'ensemble de ces organisations professionnelles reçut le nom de « Fédération des ouvriers mineurs allemands ». Après les ouvriers mineurs, ceux du textile s'organisèrent dans des associations professionnelles chrétiennes analogues et le mouvement prit une telle ampleur que le 23 janvier 1898 un Congrès des syndicats ouvriers du textile se réunissait à Aix-la-Chapelle sous la présidence d'Immelen, directeur du *Volksfreund* (ami du peuple) d'Aix. Le chef des syndicats d'ouvriers mineurs chrétiens, Brust, était invité au

Congrès. Au cours d'une séance il s'éleva une ardente discussion entre les deux chefs. Brust se déclara le partisan résolu de syndicats chrétiens qui seraient indépendants de toute association, interconfessionnels et neutres en matière politique. Immelen s'opposait à ces idées : il préconisait une centralisation systématique des organisations professionnelles ouvrières et déclarait qu'il n'était pas possible que les syndicats se désintéressassent des courants politiques. La conception de Brust finit par l'emporter et l'on décida, puisque désormais les principes généraux étaient dégagés, de passer à l'organisation des syndicats chrétiens. Ce travail important fut réalisé au congrès qui se tint à Mayence à la Pentecôte 1899. A ce premier congrès des syndicats chrétiens 37 syndicats étaient représentés par 48 délégués. A la séance inaugurale on proclama que les syndicats ouvriers chrétiens ne devraient relever d'aucun parti et s'interdiraient par conséquent de s'occuper de questions purement politiques. On ajouta que l'idée chrétienne devrait inspirer d'une manière constante toutes les manifestations de l'activité syndicale. Au cours des séances qui suivirent on décida que les syndicats chrétiens seraient interconfessionnels et autonomes. Dans leurs phalanges les ouvriers de toutes professions, catholiques ou protestants, pourraient se grouper librement. Les syndicats s'uniraient dans des fédérations régionales qui nommeraient des délégués à une assemblée générale des organisations ouvrières chrétiennes.

La tâche fixée aux syndicats chrétiens comportait en premier lieu l'amélioration de la vie matérielle de leurs membres et leur développement professionnel et moral.

Dans toutes les difficultés nées à l'occasion du travail les syndicats chrétiens s'efforceraient de faire prévaloir l'esprit de conciliation et d'apaisement et non « l'esprit de classe ». Les revendications qu'ils formuleraient seraient toujours mesurées mais exprimées avec fermeté. La grève était considérée comme un moyen extrême et ne devrait être engagée au surplus qu'en cas de succès assuré.

En se séparant le Congrès de Mayence créa deux comités d'action, l'un réservé à l'Allemagne du Nord, et l'autre à l'Allemagne du Sud. Et l'on s'en fut, décidé à faire de bonne besogne en organisant une active propagande, en resserrant les liaisons, en s'éclairant par des statistiques variées, en créant enfin des organes et des feuilles syndicales.

On conçoit que le congrès de Mayence et ses résolutions ardentes aient été vus d'un mauvais œil par les syndicats ouvriers qui se réclamaient des doctrines marxistes. En voyant un exode important se produire dans leurs organisations des pays rhénans ils se cabrèrent et commencèrent une campagne active contre les syndicats chrétiens. « Ces nouveaux venus, disaient-ils, viennent copier nos organisations et le plus clair résultat de leur action néfaste c'est de diviser la classe ouvrière et de réduire considérablement sa force de résistance ! » A quoi les chrétiens répondaient : « Si les syndicats socialistes se montraient strictement professionnels et rejetaient délibérément toute propagande haineuse contre la religion et tout prosélytisme socialiste, les chrétiens ne verraient plus d'obstacle à se serrer les coudes avec eux ». Ils rappelaient au surplus ce que Bebel lui-même avait déclaré à Hanovre en 1898 : « Vous nous

demandez comment gagner les ouvriers chrétiens? — Mais, tout simplement, en bannissant des syndicats la politique qui les a envahis. Le mouvement syndical n'est pas un mouvement politique, socialiste, c'est un mouvement prolétarien, un mouvement de classe ».

Cependant les syndicats chrétiens élargissaient leurs succès et perfectionnaient leurs organisations. En 1900, au congrès de Francfort, on décida de créer un grand organe qui devait servir de moyen de liaison entre le président et les chefs des organisations régionales, donner des renseignements officiels, des avis, des statistiques et maintenir l'orthodoxie aux degrés supérieurs de la hiérarchie. Mais surtout le congrès de Francfort insista à nouveau sur la stricte neutralité des syndicats chrétiens en ce qui concerne les dogmes religieux (1).

Cette déclaration alarma l'épiscopat catholique prussien. En août 1900 parut la fameuse « pastorale de Fulda ». Dans cette lettre les évêques de Prusse rappelaient à leur clergé que leur devoir était de travailler, de tout leur zèle sacerdotal, à promouvoir l'esprit des « associations catholiques ouvrières » (*Katholische Arbeitervereine*). La lettre pastorale insistait très longuement sur « l'importance de la loi morale du Christ qui doit régner d'une manière absolue au sein de la vie économique et dans les organisations professionnelles ». Les évêques ne parlaient pas d'une manière expresse des syndicats ouvriers chrétiens. Aussi on se demanda si l'épiscopat avait entendu leur donner à mots couverts un blâme. On polémiqua dans la presse

(1) V. Dr Hemala, *op. cit.*, p. 89 et s.

catholique, les uns se prononçant pour l'affirmative, d'autres pour la négative.

A quelques temps de là, l'archevêque de Fribourg vint apporter quelques clartés dans le débat en déclarant que les syndicats chrétiens avaient en effet exclu le christianisme de la vie économique. Il ajoutait : « Le christianisme ne doit pas être considéré par les syndicats chrétiens comme une simple étiquette. Il importe que les membres de ces organisations ne demeurent pas plus longtemps exposés aux doctrines et aux applications socialistes ».

Cette déclaration catégorique provoqua une solennelle protestation du comité confédéral des syndicats ouvriers chrétiens. Il rappela que ses adhérents s'en tenaient au programme élaboré naguère au congrès de Mayence « d'après lequel les syndicats chrétiens doivent demeurer interconfessionnels et politiquement neutres, dans le cadre des croyances chrétiennes ». 65 délégués sur 77 approuvèrent les termes de la protestation.

Le conflit persista néanmoins. La même année, au congrès des associations ouvrières catholiques tenu à Bonn, le président de l'assemblée, de Savigny, préconisait la création de sections professionnelles à l'intérieur même des associations catholiques. Il rajeunissait une vieille idée mais, dans son esprit, les sections professionnelles devaient se substituer aux syndicats chrétiens. Savigny se montra si convaincant que toutes les associations ouvrières de l'est se rallièrent à sa proposition, entraînant ainsi un exode important de syndiqués chrétiens, hors de leurs organisations.

Dans « l'Ouvrier » (*der Arbeiter*) l'organe des associa-

tions ouvrières catholiques, Savigny menait sans se lasser une campagne ardente contre les syndicats chrétiens. Il leur reprochait de mettre en péril la foi catholique, en réunissant dans les mêmes cercles des fidèles de deux confessions et de ne rien faire pour réagir contre cette sorte d'anémie religieuse qui envahissait les âmes les plus fortes au contact de fidèles d'une autre religion. Il déclarait enfin qu'en menant une véritable lutte de classe au sens socialiste les syndicats chrétiens plaçaient l'idée de force avant celle de justice.

Une pareille polémique était bien dangereuse pour les intérêts chrétiens et pour les intérêts professionnels aussi. Le 24 septembre 1912 le pape Pie X intervint pour clore le débat. Dans l'Encyclique *Singulari quadam...* il déclarait avec une grande sagesse que si les « associations ouvrières catholiques » lui paraissaient du point de vue catholique préférables et recommandables, il tolérerait cependant la création des syndicats chrétiens proprement dits (*tolerari posse*). Cette sentence pontificale amena l'apaisement : les associations ouvrières catholiques continuèrent d'exercer leur activité dans le sens strictement confessionnel, les syndicats chrétiens dans le sens strictement professionnel, mais dans une atmosphère chrétienne. Leur mouvement en avant reprit de plus belle, pour peu de temps il est vrai. La guerre surgit deux années plus tard ; les effectifs des syndicats chrétiens fondirent de moitié du fait de la mobilisation. L'heure n'était plus aux luttes professionnelles. Comme les autres organisations ouvrières les syndicats chrétiens se placèrent alors résolument sur le plan national et firent taire les divergences qui les sépa-

raient des groupements rivaux. Lorsque vint la débâcle les chrétiens recommandèrent à leurs ressortissants la lutte contre le bolchevisme ; ils réclamèrent hautement la mise en application des principes démocratiques, la liberté des personnes et la protection de la propriété. Aussi au jubilé des syndicats chrétiens qui se tint en octobre 1924 à Cologne le ministre du Travail Brauns pouvait-il déclarer : « C'est l'action des syndicats chrétiens qui a sauvé la patrie à l'heure de ses plus grandes misères ». Avec les autres syndicats les chrétiens demandèrent qu'une assemblée nationale constituante proclamât les droits que les ouvriers pouvaient désormais considérer comme acquis. A Weimar, ils eurent la satisfaction de voir deux de leurs chefs participer aux débats qui précédèrent la rédaction de la Constitution fédérale : Stegerwald ministre de Prusse et Giebertz ministre des Postes fédérales.

Au 10^e congrès des syndicats chrétiens tenu à Essen en 1920 les syndicats organisèrent définitivement leur confédération (*Gesamtverband*). Elle comprend, de haut en bas, le Congrès, le Comité, la Direction. Le congrès se réunit tous les trois ans. Il est formé de représentants des unions de syndicats affiliés au *Gesamtverband*, à raison de 1 représentant pour 4.000 membres. Le comité est chargé d'exécuter la tâche dévolue au *Gesamtverband*. Il est composé des présidents de tous les syndicats affiliés. Le comité nomme les membres de la direction chargés des affaires courantes et représente officiellement la confédération.

En cette même année 1920 le Cardinal de Cologne von Hartmann parvint à amener une entente définitive entre les sections professionnelles de Savigny et les syndicats chré-

tiens. Le 20 novembre 1920 on fut d'accord pour reconnaître qu'un syndicat chrétien comprenant parmi ses membres des catholiques doit nécessairement permettre à ceux-ci d'apprécier l'activité du groupement du point de vue religieux et moral. L'Union des associations ouvrières catholiques de Berlin qui jusqu'alors avait rejeté l'adhésion de ses membres aux syndicats chrétiens et leur avait donné l'occasion de défendre leurs intérêts dans des sections professionnelles (*Fachabteilungen*) se départit enfin de son exclusivité et décida de dissoudre les sections. Tous ses adhérents entrèrent alors dans les syndicats chrétiens. Aujourd'hui donc les *Arbeitervereine* et les syndicats chrétiens se confinent dans leurs domaines respectifs qui demeurent bien distincts. Toutefois, les deux groupements se prêtent un mutuel appui par la communication des listes de cotisants et par une propagande faite dans chacun des groupes en faveur de l'autre. On reconnut aussi en 1920 qu'il y avait lieu de promouvoir l'idée de la collaboration des patrons et des ouvriers, et d'encourager la création de corporations autonomes, telles les communautés de travail et les conseils d'entreprise.

Entre temps des événements graves avaient conduit les syndicats chrétiens à empiéter sur le domaine de la politique. Le putsch de Kapp et de Lüttwitz menaçait de réduire à néant tous les avantages et toutes les conquêtes que les organisations ouvrières avaient accumulées à la faveur des derniers événements. C'était pour elles une question de vie ou de mort qui se posait. Les syndicats chrétiens s'allièrent résolument à tous les autres syndicats allemands et sauvèrent la République en proclamant la grève générale.

Vinrent les années d'inflation et la chute verticale du mark, suivies d'un chômage important dans les usines. Plus de deux millions d'ouvriers se trouvaient sans travail en janvier 1924. Les syndicats chrétiens eurent à souffrir pécuniairement de cette grave situation. Leurs ressources financières se trouvèrent d'ailleurs soumises à plus forte contribution encore à partir de mai 1924. A cette époque les organisations patronales relevaient hardiment la tête. Les grands industriels entendaient redevenir les « maîtres chez eux » (*die Herren im Hause*). Dans les sociétés minières de Westphalie ils voulurent augmenter le nombre des heures de travail journalier. Les syndicats s'opposèrent énergiquement à l'application de cet oukase. Devant cette résistance les patrons proclamèrent un lock-out qui atteignit 400.000 ouvriers et dura plus d'un mois. Une sentence arbitrale mit fin au litige. Elle accordait aux ouvriers un supplément de 5 0/0 sur leurs salaires mais exigeait de leur part une heure de travail supplémentaire jusqu'au 24 novembre 1924.

Deux années plus tard les syndicats chrétiens tinrent à Dortmund le 20 avril 1926 leur 11^e congrès. A cette occasion Stegerwald fit une profession de foi au cours de laquelle il déclara que « tous les efforts qui seraient employés pour rétablir des catégories ou des castes seraient vains désormais ».

Les associations professionnelles patronales n'avaient pas désarmé cependant. Le 1^{er} novembre 1928 les métallurgistes rhénans refusèrent d'accepter une sentence arbitrale du ministre du Travail reconnaissant aux ouvriers un supplément de salaire de 3 0/0. Ils décrétèrent un lock-out

qui atteignait plus de 210.000 ouvriers. Les syndicats chrétiens firent appel au Reichstag qui le 12 novembre 1928 à la demande du Centre vota des secours aux ouvriers frappés par la mesure patronale. Le conflit dura plus de quatre semaines. Il se termina par l'arbitrage de Severing ministre de l'Intérieur du Reich que les deux parties avaient accepté.

Dans ces dernières années les syndicats chrétiens se sont efforcés surtout de perfectionner leurs sections de jeunes. Dès le début la jeunesse ouvrière, réserve d'avenir, a eu tous les soins des organisations ouvrières chrétiennes. Les jeunes gens se trouvent embrigadés en des formations distinctes, dans le cadre des syndicats chrétiens. Ils ont leurs journaux spéciaux *Gewerkjugend*, *Knappjugend*, *der Hammer* (la « jeunesse syndicale », la « jeunesse minière », le « marteau »), leurs salles de cinématographe, leurs bibliothèques. Une grande importance est donnée aux sports, aux jeux de plein air, aux promenades en groupes, à l'art du chant en chœurs. Il y a un peu plus de deux ans les syndicats chrétiens ont organisé à Cologne une grande réunion à laquelle ont participé plus de 600 associations de jeunes gens chrétiens des syndicats ouvriers. Stegerwald y prononça un grand discours sur les buts moraux poursuivis par les organisations chrétiennes « et, notamment, la disparition de l'esprit capitaliste ». A l'occasion de cette réunion à laquelle prenaient part environ 20.000 jeunes gens, deux services religieux en plein air furent célébrés par les ministres des deux cultes, puis un défilé monstre se déploya à travers les rues de Cologne et le soir 24 vapeurs promenaient sur le Rhin la jeunesse enthousiasmée.

En cette même année 1929 les syndicats chrétiens tin-

rent à Francfort-sur-le-Main leur 12^e congrès. Il fut dirigé par Bernhard Otto, le nouveau président de la Confédération générale des syndicats ouvriers chrétiens. Absorbé par sa tâche politique, Stegerwald avait dû céder la place qu'il avait occupée si longtemps à la tête des syndicats.

Le programme des syndicats chrétiens a été rappelé à l'occasion du congrès international de ces organisations tenu à Berlin le 25 avril 1930. C'est en somme le programme élaboré avant la guerre au congrès de Mayence.

Les syndicats chrétiens considèrent que leur devoir « c'est le relèvement du milieu ouvrier aux points de vue économique, intellectuel et moral ». « Interconfessionnels et neutres en politique » les syndicats chrétiens s'efforcent d'atteindre leur objectif par les méthodes suivantes :

« a) Application des dispositions législatives en vigueur et développement toujours plus large de la législation du travail.

b) Effort personnel du syndicat (complément aux assurances sociales au moyen de caisses de soutien, etc.).

c) Garantie des droits et de la liberté du travailleur dans la conclusion de conventions collectives. »

Les syndicats chrétiens demandent en outre une « économie démocratique ». Elle ne doit pas consister en une série de mesures pratiques qui conduiraient à la réalisation du socialisme, comme le veulent et le font les syndicats libres, mais au sens d'une délimitation pacifique des intérêts des chefs d'entreprises et des travailleurs. « L'Internationale des syndicats chrétiens vise à une nouvelle organisation sociale et économique au sens chrétien... Les ouvriers par un droit de suffrage paritaire, par une participation à l'ad-

ministration et à l'organisation doivent voir s'élever enfin sur la base d'une collaboration de tous les groupes de la production un nouvel ordre économique qui sera orienté vers la satisfaction des besoins réels des masses ».

Albert Thomas, directeur du Bureau international du Travail à Genève, récemment décédé, avait été invité en 1927 par les syndicats chrétiens de Francfort, Cologne, Duisbourg et Essen. Il se rendit à cette invitation. A son retour il écrivit aux organisations qui l'avaient convié une longue lettre de remerciement. Albert Thomas était bon juge. Son appréciation servira de conclusion à cette étude des syndicats ouvriers chrétiens :

« Ce qui m'a réjoui avant tout, ce fut de constater que les syndicats chrétiens conçoivent le mouvement ouvrier, non seulement comme une représentation d'intérêts professionnels, mais encore comme un mouvement culturel qui s'efforce avec conscience de faire de l'homme même le point central de toute l'économie » (1).

Et ces paroles d'Albert Thomas sont à rapprocher de celles du Pape Pie XI dans son Encyclique *Quadragesimo anno* : « Le système capitaliste n'est pas intrinsèquement mauvais, mais il a été vicié. Il y a violation d'ordre lorsque le capital n'engage les ouvriers ou la classe des prolétaires qu'en vue d'exploiter à son gré et à son profit personnel l'industrie et le régime économique tout entier, sans tenir aucun compte ni de la dignité humaine des ouvriers, ni du caractère social de l'activité économique, ni même de la justice sociale et du bien commun ».

(1) Cité par Hemala, *op. cit*, p. 128.

SECTION III

Les syndicats allemands (Hirsch-Duncker).

On a vu précédemment que l'avocat rhénan Max Hirsch peut être considéré comme le promoteur de l'idée syndicale dans son pays. Ses « Lettres d'Angleterre » ont vulgarisé les Trade-Unions dans toute l'Allemagne. Mais dès le début, le mouvement que Hirsch avait provoqué et qu'il désirait mener seul, se trouva accaparé par les deux socialistes von Schweitzer et Fritzche. Assisté de l'éditeur Franz Duncker, Hirsch se trouva dans la nécessité de créer un mouvement indépendant auquel adhérèrent notamment les ouvriers mécaniciens berlinois. Ce groupe se proclamait l'adversaire « des organisations centralisées et dictatoriales, avides de guerre sociale ».

Hirsch connut à Berlin et aux environs un franc succès. Député progressiste au Reichstag, il n'avait pas eu de peine à rencontrer des sympathies et des adhésions massives dans la capitale où les ouvriers appartenaient en majorité à son parti. Le 20 septembre 1868 une « Union syndicale » (*Gewerkverein*) voyait le jour, dont les principes directeurs étaient nettement antisocialistes. On entendait rechercher l'accord entre le Capital et le Travail, développer l'arbitrage et dans les conflits du travail ne recourir à la grève qu'à la dernière extrémité.

A ses débuts le mouvement Hirsch-Duncker se développa bien plus facilement que celui des syndicats socialistes : il n'alarmait pas les pouvoirs publics. Au groupe des ouvriers

mécaniciens de Berlin, qui d'emblée s'étaient prononcés pour les organisations Hirsch s'adjoignirent d'autres corporations, notamment les ouvriers métallurgistes. A la Pentecôte 1869 était créée par les fondateurs du mouvement une « Fédération des syndicats allemands » (*Verband deutscher Gewerkvereine*) qui comprenait 30.000 adhérents. Ce développement, remarquable pour l'époque, l'emportait sur celui des syndicats socialistes, qui du fait de dissensions intestines était en régression. Malheureusement les syndicats progressistes furent obligés de déclancher une grève qui échoua. Ce résultat malheureux leur causa un préjudice important. De 30.000 le chiffre de leurs membres fléchissait en 1870 à 6.000 seulement. A partir de 1872 ils connurent de nouveau une augmentation de leurs effectifs. Ils avaient cette année-là 19.000 adhérents. En 1891 on comptait 66.000 membres et à la veille de la guerre 106.610. Si l'on songe qu'en 1913 les syndicats socialistes comptaient plus de 2.500.000 adhérents on peut en déduire à quelle lente cadence s'est effectuée la progression des organisations Hirsch-Duncker. Ils ne sont plus depuis longtemps pour les syndicats socialistes des concurrents sérieux.

Leur programme a été nettement formulé en janvier 1908 par le Conseil central de mouvement. En voici l'essentiel :

Les « syndicats allemands » s'efforcent d'élever la classe ouvrière à l'indépendance, à l'égalité des droits dans le cadre de l'ordre social actuel, par leurs propres moyens et à l'aide de l'Etat. Ils cherchent à garantir aux ouvriers la sécurité de leur gagne-pain.

Ils se séparent du socialisme par leur neutralité politique,

leur opposition à la lutte de classe. Ils ne recherchent pas le collectivisme mais l'entente avec les patrons au moyen de contrats de tarifs et sur le terrain national.

Ils se séparent des chrétiens par leur neutralité religieuse.

Ils se séparent des « jaunes » parce que les deux éléments qui concourent à la production doivent s'organiser dans une indépendance mutuelle ».

Lorsque la guerre éclata les syndicats Hirsch-Duncker manifestèrent leurs sentiments nationaux par une proclamation spéciale datée du 3 août 1914. C'était leur première manifestation politique. Ils eurent l'occasion d'en accomplir d'autres, aussi bien pendant la guerre — ils se prononcèrent contre une guerre d'annexion — qu'après — ils s'opposèrent notamment à toute dictature, de droite comme de gauche — au partage de la Silésie — enfin à l'occupation de la Ruhr.

Au point de vue professionnel, après comme avant les événements de 1914, les syndicats Hirsch-Duncker s'efforcent toujours de réaliser un parfait équilibre entre le travail et le capital. Ils ont de tout leur pouvoir appuyé la création des comités de conciliation et d'arbitrage créés pendant la guerre. Ils ont donné leur vive approbation aux communautés de travail, aux conseils d'entreprises, au développement des conventions collectives, en un mot à toutes les manifestations de la collaboration des ouvriers et des patrons dans les entreprises.

Opposées catégoriquement aux grèves politiques de janvier 1918 et du printemps de l'année 1919, les organisations Hirsch-Duncker se sont laissé entraîner cependant à

la grève générale qui fut déclanchée contre Kapp et von Lüttwitz « afin de défendre les conquêtes politiques et économiques des syndicats » et à celle de 1923 qui fut organisée en manière de protestation contre l'occupation de la Ruhr.

L'organe suprême des syndicats Hirsch-Duncker c'est le congrès (*Verbandstag*). Comme cela a lieu chez les socialistes et chez les chrétiens, ce congrès est tenu tous les trois ans. Il existe en outre un conseil central (*Zentralrat*) composé de représentants de chaque organisation. A ce conseil incombent toutes les décisions importantes de principe. Il joue en outre un rôle consultatif auprès de la conférence des chefs de syndicats Hirsch. Enfin un comité spécial est chargé des affaires courantes. Un président, nommé comme le conseil lui-même au congrès triennal représente le mouvement Hirsch-Duncker, tant à l'intérieur qu'au dehors.

Les groupements professionnels qui se réclament des doctrines syndicales de Hirsch et de Duncker sont rassemblés dans « l'Union des syndicats allemands » (*Verband der deutschen Gewerkvereine*). A côté de cette union qui ne comprend que des organisations ouvrières, on peut mentionner la « Fédération syndicale des employés » et un groupe de fonctionnaires appartenant pour la plupart aux chemins de fer.

Tous ces groupements sont demeurés démocratiques mais antisocialistes. Leur importance numérique et leur influence pratique restent insignifiantes au regard des organisations chrétiennes et socialistes.

SECTION IV

Les syndicalistes et les communistes.

1) La formation du groupement des « Syndicalistes » remonte au congrès des organisations socialistes tenu en 1891 à Halberstadt. La grande majorité des congressistes s'était prononcée pour un système de centralisation groupant les ouvriers organisés dans de vastes et solides fédérations. Un petit nombre de délégués défendirent le principe de syndicats locaux et indépendants. N'ayant pu faire triompher leurs idées, ils firent sécession et prirent le nom de « localistes ». Jusqu'à la guerre ils comptèrent, suivant les périodes, de dix à vingt mille adhérents. C'est dire que leur mouvement ne saurait entrer en comparaison ni avec les phalanges massives des socialistes, ni avec les bataillons serrés des chrétiens.

On est toujours, dans le passé et jusqu'aujourd'hui, demeuré fidèle au principe de l'indépendance respective des syndicats. Il n'y a entre eux qu'un lien purement fédératif. Cette sorte de fédération syndicale a pris en 1919 le titre d' « Union libre des ouvriers allemands » (*Freie Arbeiter-Union Deutschlands*). Le programme élaboré depuis la guerre par les syndicalistes dit à ce sujet : « Tous les groupes de la même profession ou de la même industrie formeront à l'intérieur du Reich une fédération professionnelle ou industrielle. L'organe exécutif de la fédération sera la direction désignée à l'élection par la conférence professionnelle ». Toutefois « chaque syndicat local

demeure entièrement autonome ». Il élabore des statuts, fixe les cotisations des membres en toute liberté. Il décide souverainement des revendications qu'il entend présenter et des luttes qu'il y a lieu d'engager.

Les « syndicalistes » se distinguent des autres groupes en ce qu'ils rejettent le principe d'institutions de solidarité entre leurs membres. Pas de caisses-maladies chez eux. Ils considèrent que ces institutions sont un véritable « lest » qui ne peut qu'alourdir l'élan révolutionnaire. Au surplus le but qu'ils poursuivent c'est l'anéantissement de l'ordre de choses actuel. Ils sont opposés bien entendu à toute action parlementaire par voie de réformes, car « le régime parlementaire n'a pour but que de donner à un système de mensonges et d'injustices sociales le faux semblant de la légalité ». Pourtant les syndicalistes rejettent toute violence. On est antimilitariste, mais on n'entend faire triompher ses idées que par la résistance passive. On veut la révolution, mais la « révolution des bras croisés ». Les dirigeants du mouvement syndicaliste, Kater et Rucker, recommandent à leurs adhérents de se garder de toute affiliation aux partis politiques.

Le Dr. Nestriepke, socialiste convaincu, porte sur les syndicalistes allemands le jugement ci-après :

« Le syndicalisme n'est pas un produit naturel du sol allemand. Il s'explique en France par sa structure économique et par des circonstances sociales et politiques spéciales à ce pays. En Allemagne les conditions économiques sociales et politiques d'avant-guerre n'ont guère favorisé la croissance du syndicalisme : une industrie forte, s'affermissant dans son développement incessant, une classe

ouvrière formée dans de grosses entreprises, dégagée de l'idéologie chère à la petite bourgeoisie, un mouvement ouvrier unitaire, fécond et politique, tout cela devait entraver la marche des idées syndicalistes. Sans doute après la guerre la situation fut plus favorable : l'ébranlement du système industriel connu jusqu'alors, la chute des anciens chefs politiques, la division entre les organisations politiques ouvrières, d'autres circonstances encore créaient des possibilités de développement au mouvement syndicaliste. Toutefois son attitude hostile à toute centralisation, à toute conquête du pouvoir politique ne permet pas d'espérer qu'il s'accroisse sérieusement. Pour la plupart les ouvriers ont appris que sans de fortes ressources pécuniaires en vue des grèves et sans unité d'action dans la lutte contre les associations patronales, si bien organisées, on n'obtiendra pas beaucoup de résultats ».

2) L'Union des travailleurs manuels et des travailleurs intellectuels (*Union der Hand n. Kopfarbeiter*) s'est formée à la suite de la Révolution de 1918. Elle a son origine dans les conseils (*Räte*) qui se sont constitués au moment de la chute du régime impérial en novembre 1918. A cette union sont venus adhérer en septembre 1921 la *Freie Arbeiter-Union* de Gelsenkirchen, le *Freie Landarbeiterverband* de Halle (ouvriers agricoles) et une union des ouvriers d'exploitations publiques. Les adhérents de ces divers groupements sont animés des idées communistes. Leur idéal c'est la réalisation en Allemagne du régime soviétique. Cette réalisation ne peut s'opérer qu'au moyen d'une révolution qu'il faut hâter. En attendant on cherche à améliorer les conditions de travail actuelles ; on reven-

dique hardiment la journée de six heures. Mais la lutte présente n'est qu'une préparation à la lutte suprême qui renversera l'ordre actuel. Pas de négociations avec le patronat : des revendications, et si elles ne sont pas écoutées, la bataille. On ne reculera pas devant les moyens. Toute grève locale doit être élargie en grève générale.

L'Union des travailleurs manuels et intellectuels entretient des relations étroites avec les mouvements analogues qui se sont manifestés dans les autres Etats.

SECTION V

Autres groupements.

A côté des organisations ouvrières de combat il faut mentionner les syndicats « jaunes », qui avant toute chose recherchent la paix économique. Le premier groupement de cette tendance s'est créé en 1905 à Angsbourg, sous le titre de « syndicat professionnel des fabriques de machines ». D'autres syndicats jaunes s'étaient créés avant la guerre, notamment dans la région de Nuremberg. Ces syndicats ont toujours été encouragés par les patrons qui s'assuraient des équipes fidèles en cas de grève générale dans leurs entreprises. Les « jaunes » s'opposent délibérément aux autres organisations et notamment aux socialistes. Ils avaient formé en 1910 une « Union » pour se soutenir mutuellement d'une manière plus efficace.

La guerre affaiblit leur importance. Mais ils ont repris quelque animation après la révolution de 1918, surtout

dans les milieux agricoles des provinces de l'est et dans certains corps de métiers tels les boulangers et les confiseurs.

Leur doctrine est opposée à toute lutte de classe. Ils préconisent une réglementation de la production, de concert avec le patronat. Ils font valoir que les chefs d'entreprise et leurs ouvriers ont le même intérêt, le développement de la production et que tout doit être subordonné à ce but. Ils répudient l'emploi de la grève. Les autres organisations allemandes les considèrent comme des « traîtres ».

En dehors de ces cinq groupes d'associations professionnelles ouvrières, il existe en Allemagne quelques groupements indépendants. Le plus important d'entre eux c'est l'union professionnelle polonaise qui groupait avant la guerre environ 80.000 adhérents. Ces syndicats subsistent encore dans la partie de la Silésie qui est demeurée attachée à l'Allemagne.

CHAPITRE II

ESSOR DES SYNDICATS OUVRIERS DE 1918 A 1923 LES CAUSES. STATISTIQUE

Les associations professionnelles ouvrières en Allemagne se sont développées d'une manière remarquable à partir de la fin de la guerre. A la fin de l'année 1918 déjà le chiffre des membres de la plupart des syndicats, l'importance de leurs ressources financières l'emportaient de beaucoup sur le nombre de leurs membres et sur leur fortune d'avant guerre. Ce mouvement ascendant s'est poursuivi de 1918 à 1923. A cette époque la situation critique dans laquelle s'est trouvé le Reich du fait de la débâcle du mark n'a pas été sans réagir sur la progression du mouvement syndical ouvrier qu'il a ralentie pour un temps, sans pouvoir la compromettre.

Le développement remarquable des associations professionnelles ouvrières après 1918 s'explique par ce fait que désormais elles étaient affranchies des entraves que l'ancien régime multipliait sous leurs pas. Il s'explique en second lieu par le rôle important qui a été dévolu aux syndicats ouvriers dans l'Etat. Il a été donné aux ouvriers de voir couronnés enfin les efforts que leurs organisations avaient multipliés pour la conquête des grands avantages

sociaux : ils ont assisté au triomphe du principe de la journée de huit heures, à la démocratisation des usines. Ils ont apprécié le droit de suffrage que la République leur apportait et qui leur permettait de dire leur mot dans différents conseils économiques. L'utilité de l'action syndicale s'est affirmée de plus en plus fort, et une foule de nouveaux membres s'est pressée aux portes des organisations ouvrières.

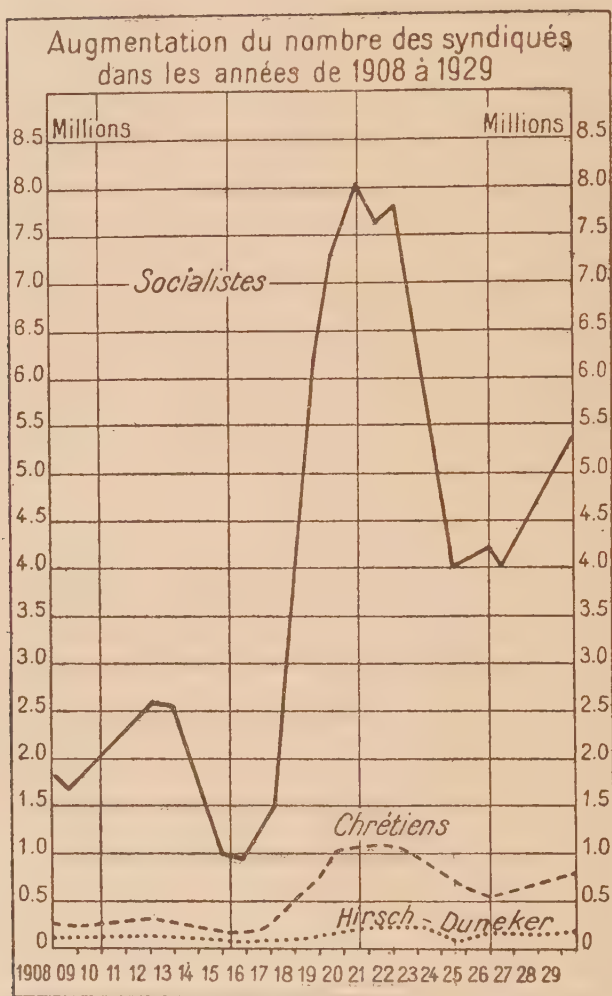
On donne plus loin d'après l'Annuaire statistique du Reich des indications numériques sur le développement des syndicats, en distinguant les différentes associations étudiées au chapitre précédent. On sera frappé de l'ampleur de ce mouvement en Allemagne surtout si on le compare avec le mouvement syndical français qui n'entraîne que la minorité des ouvriers (1.526.000 en 1928).

D'après cette première statistique on aperçoit que les syndicats ouvriers, malgré les coupes sombres que la guerre a causées dans les rangs de leurs membres, ont vu cependant leurs effectifs tripler dans les premières années qui ont suivi la fin de la guerre et atteindre en 1921 le chiffre de dix millions.

Présentée sous forme de graphique cette progression donne le tableau suivant pour les trois groupements principaux :

DÉVELOPPEMENT DES DIFFÉRENTS SYNDICATS DE 1914 A 1930
1° *Nombre des affiliés.*

Années	Socialistes	Chrétiens	Hirsch Duncker	Syndicalistes communistes	Jaunes	Autres syndic.	Total
1914 . . .	2.525.042	341.735	406.618	—	280.002	472.764	3.726.158
1915 . . .	1.502.841	218.197	77.749	—	167.074	336.331	2.302.162
1916 . . .	994.853	162.425	61.086	—	133.353	300.947	1.652.634
1917 . . .	944.575	178.970	57.766	—	143.403	266.486	1.593.200
1918 . . .	1.277.709	293.187	79.113	—	144.862	226.956	2.018.827
1919 . . .	2.866.042	538.559	413.792	—	45.705	331.296	3.895.364
1920 . . .	7.337.477	1.030.770	189.831	—	150.000	473.763	9.151.341
1921 . . .	8.032.057	1.105.894	225.998	246.892	190.204	267.723	10.068.768
1922 . . .	7.751.589	1.028.900	224.597	246.231	243.994	219.251	9.716.562
1923 . . .	7.821.558	1.033.506	230.612	—	—	36.413	9.122.089
1924 . . .	5.808.612	806.992	216.497	—	—	20.000	6.852.101
1925 . . .	4.023.867	612.952	147.280	—	—	24.589	4.808.688
1926 . . .	4.182.511	582.319	157.574	63.586	187.720	40.290	5.213.997
1927 . . .	3.932.935	643.508	163.451	73.432	—	68.269	4.881.295
1928 . . .	4.415.689	720.039	167.638	55.324	—	39.218	5.432.749
1929 . . .	4.866.926	763.843	168.726	71.850	—	42.802	5.949.565
1930 . . .	4.968.269	792.827	—	—	—	—	—



2° Dépenses et recettes.

A. — *Syndicats socialistes :*

Années	Total des recettes	Total des dépenses	Emploi des fonds		
			Solidarité	Luttes	Adminis- tration
	Mk	Mk	Mk	Mk	Mk
1914	71.033.156	79.709.644	»	»	»
1926	148.139.716	135.529.991	62 100.000	6 100.000	38.600.000
1927	182 252.326	129.463.897	40 900.000	11.300.000	43.200.000
1928	221 696.193	189.363.911	62 500.000	32.200.000	52.200.000
1929	251.391.000	203.168.000	86.800.000	13.300.000	58.800.000

B. — *Syndicats chrétiens :*

Années	Recettes	Dépenses	Emploi des fonds		
			Solidarité	Luttes	Presse
	Mk	Mk	Mk	Mk	Mk
1914	5.863.674	5.871.000	»	»	»
1926	15.563.002	11.992.246	4 432.200	1.454.200	1.222.800
1927	20.814.577	13.857.357	3.551.900	2 601 600	1.618 400
1928	24.618.874	18.338.993	4.612.000	4.574.500	1.966.500
1929	27.634 000	20.392.000	»	»	»

Les renseignements ci-dessus montrent le formidable chiffre d'affaires des caisses syndicales allemandes. Les syndicats socialistes ne donnent pas de renseignements sur leur fortune. Elle doit être considérable si l'on songe que

du rapprochement des dépenses et des recettes de 1924 à 1928 on aboutit à un excédent de recettes de 170 millions de marks (plus d'un milliard de francs).

ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS : CRISE, PUIS REPRISE DE LA MARCHÉ EN AVANT. CONCLUSION

Après un développement considérable pendant la période de 1918 à 1925, les syndicats ouvriers allemands connurent un affaiblissement, une anémie inquiétante, si l'on songe que le chiffre de leurs effectifs passa de 10.068.000 en 1921 à 4.808.000 en 1925. Cette régression tient à plusieurs causes : outre les causes d'ordre économique que l'on a énumérées ci-dessus, il faut signaler les causes politiques, et notamment la réalisation insuffisante des promesses de 1918, l'échec des plans de socialisation et surtout l'abolition de fait de la loi de huit heures. L'ordonnance du 21 décembre 1923 prescrivait que « la durée du travail ne doit pas dépasser dix heures ». Ce texte inspiré par les magnats de l'industrie mettait le comble aux désillusions des ouvriers, dont beaucoup perdirent confiance en leurs organisations professionnelles. A ces causes s'ajoutait l'accroissement du nombre des chômeurs. Malgré la fin de la résistance passive il avait triplé dans la période de septembre et décembre 1923, éclaircissant considérablement les phalanges syndicales.

Mais quand vint la restauration de la monnaie, puis l'élaboration des plans Dawes et Young qui apportaient un

règlement provisoire du problème des réparations, on assista à une reprise de la production industrielle. Par voie de conséquence le mouvement syndical ouvrier s'améliora. Sa marche ascendante ne fit que s'affirmer malgré les obstacles qui de nouveau surgirent devant elle : En 1927 et en 1928 l'Allemagne, littéralement suggestionnée par le développement industriel formidable des Etats-Unis, voulut mettre en application les idées de « rationalisation ». Tel le mot de liberté en 1789, le mot *Rationalisierung* allait exercer pendant plusieurs années une influence considérable sur les esprits. Il conduisit à une réorganisation de toutes les industries du territoire sur des plans nouveaux. Aussitôt les exportations augmentent, le chômage diminue. Il y a un accroissement sensible de la production du charbon et de l'acier. La grève générale anglaise vient seconder cet essor. L'industrie du bâtiment participe à la reprise générale et l'Allemagne rêve déjà aux années d'avant-guerre, au « bon vieux temps » où l'économie était si prospère. Pourtant à la fin du printemps 1929 il faut déjà déchanter. La crise s'affirme. Ses effets conjugués avec ceux de la rationalisation et de la concentration industrielle, augmentent le rendement individuel, mais produisent un chômage considérable (1).

(1) Pour en donner une idée, disons que dans le nouveau budget du Reich, pour 1932, mis récemment en vigueur par un décret-loi du Gouvernement, les dépenses de l'assistance aux chômeurs sont estimées à un total de 3.030 millions de marks, qui doivent être fournis, en dehors des recettes de l'assurance-chômage elle-même, à concurrence de 680 millions par les communes, de 400 par la nouvelle taxe d'aide aux chômeurs et de 867 par le Reich.

Ici encore les syndicats ouvriers ont su manifester leur action : leur intervention a produit ce résultat incroyable que le chômage et la diminution de la cherté de la vie n'ont pas amené une réduction proportionnelle des salaires. Ils sont demeurés élevés, malgré l'abaissement opéré ces derniers temps au moyen de décrets-lois. En effet, les syndicats ouvriers ont soutenu ardemment que le niveau élevé des salaires, loin d'amener un renchérissement de la production, a pour effet, au contraire, d'augmenter le pouvoir d'achat des masses ouvrières et, en dernière analyse, de stimuler la production. Néanmoins le Gouvernement a pris, à partir de juillet 1930 le sage parti d'abaisser simultanément le prix de la vie, des matières premières et d'une façon plus modérée, le niveau des salaires.

Par un décret-loi de septembre 1931, il décidait notamment d'abaisser de 7 0/0 le salaire des ouvriers-mineurs de la Westphalie. Les syndicats ont protesté fortement contre cette mesure. « Depuis plus de dix-huit mois, ont-ils déclaré, on va racontant que le remède à la crise consisterait dans une réduction des salaires et des traitements et dans une plus grande parcimonie dans la répartition des largesses sociales. On a mis en pratique ces théories. Le résultat de ces mesures a été un formidable accroissement de la détresse générale ». En même temps les syndicats ouvriers ont réclamé qu'une assistance suffisante soit assurée aux sans-travail, que l'introduction de la semaine de quarante heures soit décidée par le Gouvernement, afin que le nombre des chômeurs soit réduit sensiblement. En outre, ils demandent que le pouvoir d'achat des salaires soit garanti par l'Etat, que les taxes douanières soient

abaissées afin d'harmoniser les prix intérieurs du marché allemand avec les prix plus faibles du marché mondial. Enfin ils réclament instamment l'abaissement systématique des traitements exagérés et des retraites dont jouissent les hauts fonctionnaires.

Une dernière question doit être abordée. Une jeunesse prolétarisée grandit dans l'Allemagne d'après-guerre qui, à la suite d'Adolphe Hitler, veut aller vers « de nouvelles formes de vie ». Pour le parti national-socialiste allemand et les foules ardentes qui l'ont adopté d'enthousiasme « tout doit être renouvelé ». Quel est donc l'attitude de cette collectivité disciplinée vis-à-vis des organisations ouvrières ? Pour répondre à cette question il n'est que de parcourir l'ouvrage où Adolphe Hitler montre que toutes les anciennes doctrines ont fait faillite (*Mein Kampf*). Dans cet exposé le chef du parti N. S. D. A. P. se déclare pourtant le partisan résolu des associations professionnelles ouvrières. Mais il n'a garde de dresser un programme de leur action. Ce sera l'œuvre de demain. Au congrès national-socialiste de Nuremberg en 1929 une séance spéciale fut consacrée aux questions syndicales. On a tenté de tracer les grandes lignes de l'organisation ouvrière à venir : tout d'abord on exorcise délibérément les luttes de classes basées sur l'internationalisme. Le mouvement ouvrier hitlérien est, comme le mouvement politique, essentiellement national. Dans ce cadre les nationaux-socialistes veulent augmenter sensiblement les droits des ouvriers, mais en contre-partie ils entendent assigner aux travailleurs des devoirs plus grands. La cellule type de la production sera la communauté de travail. Toutes difficultés seront obliga-

toirement soumises à la procédure d'arbitrage de l'Etat, qui s'inspirera dans sa décision du bien général et ne cherchera pas, « comme cela a lieu actuellement, à amener un compromis qui ne satisfait personne ». Les nationaux-socialistes développeront le système des conventions collectives, mais ces conventions pourront subir des atteintes dans l'intérêt général, pour favoriser les exportations par exemple. En pareil cas l'Etat veillera à ce que les chefs d'industrie réduisent de leur côté le volume de leurs bénéfices. En matière d'assurances sociales enfin les disciples d'Hitler entendent simplifier les rouages de la lourde machine dont le déficit actuel est de 15 milliards. Ils ont juré de suspendre les constructions dispendieuses des « Palais » d'assurances sociales et de réduire au minimum le nombre des « potentats », fonctionnaires et bureaucrates, qui en vivent trop largement. « Nous sommes, disent-ils, des socialistes nationaux allemands, c'est-à-dire des hommes qui ne connaissons ni l'orgueil de classe, ni la morgue du rang. Nous ne poursuivons que les buts suivants : une large production ; l'établissement d'un esprit de profonde solidarité ; le sentiment de la responsabilité devant notre peuple ; la garantie de droits égaux dans tous les états, dans toutes les professions ».

Toutes ces proclamations manquent évidemment de précision. Elles témoignent d'un socialisme vague dont la jeunesse allemande se contente, car Hitler lui a dit : « Tout est possible ; il suffit de vouloir ». Avant tout, il faut balayer les anciens systèmes et avoir foi « dans le miracle à venir ».

Si le mouvement mystico-politique déclanché par Hitler

avait pour effet d'amener la disparition d'organisations ouvrières anciennes et puissantes qui groupent actuellement près de six millions de travailleurs allemands on pourrait avec raison crier au miracle.

Il est cependant permis de demeurer sceptique à l'endroit d'une pareille substitution. Les syndicats ouvriers allemands ont démontré que leur action concertée peut avoir raison de coups d'Etat ; vieux lutteurs ils sauraient, sans doute, trouver dans leurs expériences passées la tactique salvatrice de leurs libertés. Théodore Leipart, député au Reichstag et président de la Confédération des syndicats socialistes (A. D. G. B.), ne redoute aucunement le triomphe d'Hitler : « Nous ne craignons pas Hitler, déclarait-il récemment à un journaliste français. Il s'use de jour en jour. Là où son action a débuté, il a perdu ses partisans. Voudrait-il tenter un « putsch » que l'Etat très puissant réagirait immédiatement par son administration, ses schupos et sa Reichswehr. Il serait même sans doute inutile de recourir à l'arme de la grève générale, l'expérience en a été faite ».

Dans l'état actuel des choses, on peut se demander si cet optimisme n'est pas exagéré. Mais, il reste vrai que la grande majorité des ouvriers allemands demeurent fidèles à leurs organisations ouvrières. Ils ont foi dans leur sagesse et dans leur longue expérience (1). S'ils répudiaient les tyran-

(1) Quand, le 19 juillet 1932, le gouvernement prussien fut destitué, les syndicats ouvriers ont su calmer l'émotion de leurs troupes. « Une discipline exemplaire, disait la proclamation des syndicats, doit être observée à tout prix, même en ces jours difficiles. Nous ne

nies industrielles, ils n'entendent pas pour cela s'abandonner aux vagues promesses des nationaux-socialistes. Les réalisations et les conquêtes qu'une lutte tenace et méthodique des organisations ont obtenues aux ouvriers sont présentes à leur mémoire. Arrivés à une sorte de majorité, calmes et raisonnables, les travailleurs allemands entendent traiter désormais librement d'égal à égal avec les patrons, mais dans le cadre de leurs syndicats ouvriers. Ils se défient instinctivement des aventures et c'est pourquoi Hitler n'a pu convertir à sa mystique sociale que les moins réfléchis des ouvriers allemands, les jeunes.

L'histoire des syndicats ouvriers allemands a été, comme tant d'autres histoires, un long et laborieux enfantement. Sur la route de leur progression les vicissitudes n'ont pas fait défaut : résistance de souverains imbus d'absolutisme, tracasseries des pouvoirs publics inquiets de voir s'élever dans l'Etat des corporations indépendantes d'esprit et capables de fomenter des troubles importants, interdictions catégoriques de Bismarck, animosité des patrons dont les associations puissantes ont la faveur des gouvernements, comme on le voit de nouveau aujourd'hui, enfin coalition de la grande bourgeoisie et des hobereaux. Toutes ces forces redoutables se sont appliqué à refréner l'élan qui portait les ouvriers à la conquête des libertés nécessaires. Mais quelle que fût leur puissance, elles ne parvinrent pas cependant à contenir le mouvement syndical qui s'est

nous laisserons pas dicter par les ennemis des syndicats l'heure de l'action... »

affirmé notamment entre 1890 et 1914 par des bonds en avant irrésistibles.

La guerre de 1914 a donné aux organisations ouvrières l'occasion de conquérir de nouveaux objectifs et la Révolution leur a permis de dresser un programme magnifique. Il ne devait pas se réaliser complètement. Toutefois, malgré les secousses qui ont fortement ébranlé dans les années d'après-guerre l'économie allemande, malgré les ruines accumulées par le fléau de l'inflation monétaire, malgré l'occupation du Bassin de la Ruhr, la débâcle économique et tant d'autres événements qui sont encore présents à toutes les mémoires, les syndicats ouvriers ont réussi à maintenir leur importance dans le cadre nouveau où ils sont appelés à jouer.

Aujourd'hui comme dans le passé, ils luttent âprement dans l'intérêt de leurs membres. Ils aspirent à avoir une place toujours plus importante dans l'économie nationale, et à dire leur mot dans toutes les grandes questions qui intéressent le développement de la production et ses répercussions économiques ou sociales (1).

Le combat que les syndicats ouvriers allemands soutiennent actuellement pour conserver leur influence tant politique que sociale dans le Reich est aussi rude que celui

(1) Récemment encore (août 1931) les syndicats ouvriers réclamaient la réduction légale de la durée du travail comme remède au chômage et le Gouvernement du Reich, pour leur satisfaction, s'octroyait par un décret-loi l'autorisation de réduire jusqu'à 40 heures par semaine la durée normale du travail dans les industries particulières des administrations ou pour certains groupes d'ouvriers. C'est la semaine de cinq jours adoptée depuis quelques années aux Etats-Unis.

qu'ils menèrent jadis pour conquérir leur puissante position. Quelle sera l'issue de ce combat ? Trop de facteurs dont on ne peut encore déterminer l'importance sont en jeu pour que nous puissions nous risquer à hasarder la moindre prophétie.

ANNEXE I

Proclamation du Conseil des Commissaires du Peuple au Peuple Allemand du 12 novembre 1918.

Au Peuple Allemand !

Le Gouvernement issu de la Révolution et dont les chefs sont de purs socialistes s'est donné la tâche de réaliser le programme socialiste. Il proclame déjà ce qui suit en lui donnant force de loi :

1° L'état de siège est levé.

2° Les droits d'association et de réunion ne sont assujettis à aucune limitation, même pour les fonctionnaires et pour les ouvriers de l'Etat.

3° Il n'y a pas de censure. La censure théâtrale est levée.

4° La liberté d'opinion, qu'elle soit exprimée oralement ou sous la forme d'écrits, est entière.

5° L'exercice de toute religion est libre et garantie. Personne ne peut être contraint à un acte religieux.

6° Une amnistie est accordée pour tous les délits politiques. Les procédures ouvertes pour de tels délits seront interrompues.

7° La loi relative au service auxiliaire pour la patrie (*Hilfsdienst*) est abrogée. Seules sont maintenues les dis-

positions de cette loi relatives à l'aplanissement des litiges.

8° Les ordonnances relatives aux serviteurs sont abrogées ainsi que les lois d'exception contre les ouvriers agricoles.

9° Sont remises en vigueur les dispositions relatives à la protection des ouvriers, qui avaient été abrogées au commencement de la guerre.

D'autres ordonnances sociales seront publiées à bref délai. La journée de travail avec un maximum de huit heures entrera en application le 1^{er} janvier 1919 au plus tard.

Le Gouvernement mettra tout en œuvre pour assurer à tous un travail suffisant. Une ordonnance relative à l'assistance aux chômeurs est en préparation. Elle répartit la charge de cette assistance entre le Reich, les Etats et les Communes.

Dans le domaine de l'assurance-maladie l'obligation d'assurer est étendue au delà de la limite actuelle de 2.500 marks.

La pénurie de logements sera combattue par la construction d'habitations.

Il sera pourvu à une alimentation normale et sûre du peuple.

Le Gouvernement maintiendra une production régulière, il protégera la propriété contre les entreprises des particuliers et garantira la liberté et la sécurité des personnes.

Toute élection à un corps constitué sera faite désormais conformément aux règles du suffrage universel égal, secret et direct sur la base de la proportionnelle. Y participeront toutes personnes du sexe masculin et du sexe féminin, âgées de vingt ans au moins.

Ce droit de suffrage vaudra également pour l'Assemblée constituante au sujet de laquelle des dispositions seront prises ultérieurement.

Fait à Berlin, le 12 novembre 1918.

EBERT, HAASE, SCHEIDEMANN,
LANDSBERG, DITTMANN, BARTH,

ANNEXE II

Accord du 15 novembre 1918 sur les communautés de travail (*Arbeitsgemeinschaften*).

Les grands syndicats patronaux ont conclu avec les syndicats ouvriers l'accord suivant :

1° Les syndicats ouvriers sont reconnus comme les représentants qualifiés des travailleurs.

2° Il ne pourra être apporté aucune limitation à la liberté de coalition des travailleurs des deux sexes.

3° A l'avenir les patrons et les syndicats patronaux laisseront toute autonomie aux économats d'usines dits « Unions économiques » et ne les subventionneront ni directement, ni indirectement.

4° Tous les ouvriers qui sont libérés du service militaire ont le droit après s'être déclarés, de reprendre aussitôt le travail qu'ils faisaient avant la guerre. Les syndicats de patrons et d'ouvriers agiront en sorte que cette obligation soit remplie, en fournissant des commandes et en procurant des matières premières.

5° Il y aura une réglementation en commun et une administration paritaire des bureaux de placement.

6° Les conditions de travail pour les travailleurs de l'un et l'autre sexe seront fixées selon les besoins de chaque

industrie par des conventions collectives avec les organisations professionnelles des ouvriers. Les négociations sur ce point seront entreprises sans retard et menées le plus rapidement à leur fin.

7° Dans chaque entreprise comptant au moins cinquante ouvriers, on établira un comité de travail qui représentera les ouvriers et veillera de concert avec le chef d'entreprise à ce que la marche de l'entreprise soit réglée d'après les dispositions de la convention collective.

8° Il sera prévu dans les conventions collectives des comités de conciliation ou d'union comprenant un même nombre de représentants des travailleurs et des employeurs.

9° Le temps de travail journalier maximum est fixé à huit heures pour toutes les entreprises. Cette réduction du temps de travail ne devra pas entraîner une diminution correspondante des salaires.

10° Pour l'exécution de ces accords, pour le règlement des mesures de démobilisation, de sauvegarde de la vie économique et pour la garantie de possibilités d'existence à la classe ouvrière, en particulier aux mutilés de guerre, les organisations ouvrières et patronales créeront un comité central paritaire avec des subdivisions organisées d'après les nécessités professionnelles.

11° Au comité central reviendra de décider sur toutes questions de principe qui se poseront, notamment à propos du règlement des problèmes touchant aux salaires et au travail. Il tranchera également toutes les questions de conciliation pour les litiges intéressant en même temps plusieurs groupes professionnels. Ses décisions auront force de loi pour les travailleurs et les patrons si elles ne

sont pas attaquées dans le délai d'une semaine par les syndicats professionnels de l'une ou l'autre partie.

12° Ces accords prendront effet le jour de leur reconnaissance et resteront en vigueur, sous réserve de toute réglementation législative, jusqu'à nouvel ordre à moins d'une dénonciation qui devra être signifiée par l'une ou l'autre partie moyennant un préavis de trois mois.

Le présent accord aura effet également pour les relations entre les syndicats patronaux et les syndicats d'employés.

BIBLIOGRAPHIE

I

1° DOCUMENTS PÉRIODIQUES EN LANGUE FRANÇAISE

Revue internationale du travail. — Périodique mensuel du Bureau international du travail renfermant des articles, des statistiques et des informations sur le travail et l'industrie.

BLONDEL. — *L'ouvrier allemand* (Musée social, septembre 1899).

— *Les syndicats allemands* (Semaine sociale d'Orléans, 1905).

— *Les grèves en Allemagne* (Bulletin de législation comparée, 1905, p. 122).

CETTY. — *La lutte des classes en Allemagne* (Revue de l'Action populaire, 20 juillet 1910).

DUCHESNE. — *Syndicats ouvriers en Allemagne* (Revue économique internationale, janvier 1910).

BEC (Lucien). — *Les Conseils d'entreprise en Allemagne* (Revue d'Allemagne, décembre 1929).

2° OUVRAGES EN LANGUE FRANÇAISE

MARTIN SAINT-LÉON. — *Histoire des corporations de métiers*.

VALLEROUX (Hubert). — *Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels en France et à l'étranger*.

LABOUGLE. — *La Révolution allemande de 1918*. Paris, 1919.

GENTIZON (Paul). — *L'Allemagne en République*. Paris, 1920.

GOT (Ambroise). — *L'Allemagne à l'œuvre*. Strasbourg, 1920.

- AULNEAU (J.). — *Le Drame de l'Allemagne*. Paris, 1922.
- BEAUMONT et BERTHELOT. — *L'Allemagne : lendemain de guerre et de révolution*. Paris, 1922.
- BERTHELOT (Marcel). — *Les lois du travail en Allemagne*. Paris, 1924.
- MOULIN (Gustave). — *Les réformes du régime des assurances sociales en Allemagne*. Paris, 1925.
- DUQUESNE et CARRÉ DE MALBERG. — *L'Allemagne depuis la guerre*. Paris, 1925.
- VERMEIL. — *L'Allemagne contemporaine*. Paris, 1925.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *La liberté syndicale*. Volumes I et III, 1927-1928.
- LAUFENBURGER. — *La vie économique en Allemagne*. Une année de rationalisation. Paris, 1927.
- FOURGEAUD (André). — *La rationalisation* (Etats-Unis-Allemagne). Paris, 1929.
- BONIFACE PÉROVIC (R. P.). — *Le milieu ouvrier et son organisation* (thèse Paris, 1932).

II

1° DOCUMENTS PÉRIODIQUES EN LANGUE ALLEMANDE

- Reichsgesetzblatt*. Bulletin officiel des lois et des règlements d'Empire.
- Reichsarbeitsblatt*. Bulletin du Travail d'Empire publié chaque semaine par le ministère du Travail.
- Reichsministerialblatt*. Bulletin officiel du ministère de l'Intérieur.
- Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*. Publication annuelle de l'Office de statistique d'Empire.
- Jahrbuch des Arbeitsrechts*. Edité depuis 1919 à Mannheim.
- Jahrbuch arbeitsrechtlicher Entscheidungen*. Edité depuis 1920 à Berlin.
- Internationales Jahrbuch für Politik und Arbeiterbewegung*. Edité à Berlin.
- Protokolle der deutschen Gewerkschaftskongresse*. Edité à Berlin.

- Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands.* Berlin.
- Jahrbücher der Bewerkschaften.*
- Jahrbuch der Berufsverbände im deutschen Reiche.* Edité en 1922, 1925, 1927 et 1930 par le ministère du Travail (Office fédéral de statistique).

2^o OUVRAGES EN LANGUE ALLEMANDE

- NESTRIEFKE. — *Gewerkschaftsbewegung.* 3 vol. Stuttgart, 1924.
- BRAUN (Adolf). — *Die Gewerkschaften vor dem Kriege.* 4 vol. Berlin, 1925.
- RITSCHER. — *Koalitionen und Koalitionsrecht in Deutschland bis zur Reichsgewerbeordnung.* Berlin-Stuttgart, 1917.
- ZWING. — *Geschichte der deutschen freien Gewerkschaften.* Jena, 1922.
- AUER. — *Nach zehn Jahren. Material und Glossen zur Geschichte des Sozialistengesetzes.* Nuremberg, 1913.
- HEMALA. — *Geschichte der Gewerkschaften.* Vienne, 1930.
- LEGIEN. — *Die deutsche Gewerkschaftsbewegung.* Berlin, 1911.
- SCHMÖLE. — *Die sozialdemokratischen Gewerkschaften in Deutschland seit dem Sozialistengesetz.* 2 vol. Jéna, 1896.
- UMBREIT. — *Soziale Arbeiterpolitik und Gewerkschaften.* Berlin, 1916.
- *25 Jahre Deutscher Gewerkschaftsbewegung 1890-1915.* Berlin, 1916.
- *Der Krieg und die Arbeitsverhältnisse.* Stuttgart, 1927.
- ROSENBERG. — *Die Entstehung der deutschen Republik.* Berlin, 1928.
- ANSCHÜTZ. — *Kommentar zur Reichsverfassung.* Berlin, 1921.
- WINSCHUH. — *Betriebsrat oder Gewerkschaft.* Essen, 1922.
- RASKEL. — *Das neue Arbeitsrecht.* Berlin, 1920.
- STIER-SOMLO. — *Kommentar zur Gewerbeordnung-Mannheim,* 1923.
- ERDEL. — *Arbeitsrecht.* Leipzig, 1923.
- POTTHOFF. — *Die Einwirkung der Reichsverfassung auf das Arbeitsrecht.* Leipzig, 1925.
- BENDIX. — *Das Streikrecht der Beamten.* Berlin, 1922.
- HUE DE GRAIS. — *Handbuch der Verfassung und Verwaltung.* Berlin, 1926.

VU : *Le Président,*
W. OUALID.

VU : *Le Doyen de la Faculté,*
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

ERRATA

Page 89, ligne 13, *lire* : 1918 ; *au lieu de* : 1928.

Page 149, ligne 2, *lire* : membres ; *au lieu de* : de membres.

Page 161, ligne 3, *lire* : groupements ; *au lieu de* : groupement.

Page 176, ligne 19, *lire* : bureaux de placement payants ; *au lieu de* : bureaux de placement.

Page 183, ligne 19, *lire* : dans le contrat ; *au lieu de* : dans contrat.

Page 216, ligne 2, *lire* : Otte ; *au lieu de* : Otto.

Page 228, ligne 3, *lire* : République ; *au lieu de* : République.

Page 228, dernière ligne, *adde* : (voir page 230).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1
AVANT-PROPOS	9

PREMIÈRE PARTIE. — De l'ancien régime à 1914.

CHAPITRE PREMIER	11
I. — Les origines. — Les corporations	12
II. — Les ligues de compagnons, leur parenté avec les syndicats modernes	14
CHAPITRE II. — <i>Le dix-neuvième siècle en Allemagne</i> . . .	20
<i>Section I : jusqu'en 1861</i>	20
I. — L'influence de la législation française. La liberté des métiers	22
II. — Le développement des groupements ouvriers malgré les prohibitions officielles	25
III. — Les espoirs à la suite des événements de 1848.	27
IV. — La réaction entre 1848 et 1854	29
<i>Section II : de 1861 à 1914.</i>	30
I. — L'abrogation des lois restrictives en Saxe, puis en Prusse (1861-1869)	31
II. — Le Code industriel de 1869 : les §§ 152 et 153 .	33
III. — La période de 1868 à 1875.	37
IV. — L'ère bismarckienne. La loi sur les socialistes (1868-1890)	42

	Pages
V. — L'essor des syndicats ouvriers de 1890 à 1914 (Statistique). — Conclusion	50
DEUXIÈME PARTIE. — De 1914 à nos jours.	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les associations ouvrières pendant la guerre</i>	67
I. — La trêve entre patrons et ouvriers	67
II. — Le chômage, conséquence de la mobilisation	72
III. — Diminution des effectifs et des cotisations. Atti- tude des syndicats	74
IV. — L'Etat reconnaît implicitement les syndicats : le service auxiliaire (1916).	79
V. — Les communautés de travail. Leur peu de succès.	83
VI. — Abrogation du § 153 du Code industriel en mai 1918. Conclusion	86
CHAPITRE II. — <i>La Révolution de novembre 1918 et ses suites (1918-1921)</i>	92
<i>Section I : Caractères de la Révolution. Ses péripéties</i>	92
I. — L'appel du 12 novembre 1918. Ce qu'il apporte (point 2)	97
II. — L'accord du 12 novembre 1918 sur les commu- nautés de travail	98
<i>Section II : Evénements subséquents et innovations</i>	103
I. — Les syndicats obtiennent la loi du 23 décembre sur les contrats de tarifs	106
II. — La loi de socialisation du 23 février 1919	115
III. — La constitution de Weimar du 11 août 1919 : les articles 159 et 165	120
IV. — La loi sur les conseils d'entreprise du 4 février 1920	132
V. — Le coup d'Etat Kapp et von Lüttwitz. Les syn- dicats sauveurs de la république	140

	Pages
CHAPITRE III. — <i>L'action des syndicats dans le domaine social depuis 1920.</i>	447
<i>Section I : Action vis-à-vis des membres.</i>	447
I. — Institutions de soutien économique.	
a) Caisses de secours maladie, invalidité, vieillesse, mort	450
b) Secours de grève, de déménagement, de chômage	452
c) Conseils juridiques	453
II. — Institutions d'ordre didactique et professionnel (innovations).	455
<i>Section II : Action des syndicats vis-à-vis de l'Etat.</i>	459
I. — Dans le domaine législatif. L'article 163 § 4 de la Constitution (droit d'initiative du conseil économique du Reich). Pratique des ministres	459
II. — Dans l'administration. Représentation des syndicats dans les organismes économiques contrôlés par l'Etat, dans les organismes de prévoyance et d'administration sociale. Les offices de placement. Coopération des syndicats dans la réglementation du travail ; leur rôle dans la conciliation des litiges du travail	466
III. — Participation des syndicats à toutes les juridictions du travail. L'arrêté du 10 décembre 1923 et la loi du 25 décembre 1926	478
<i>Section III : Action vis-à-vis des chefs d'entreprises</i>	482
I. — Relations pacifiques.	
a) La convention collective ; le décret du 23 décembre 1928	482
b) L'arbitrage : décrets des 23 décembre 1918 et 30 octobre 1923	483
II. — Conflits. La grève. La résistance passive	487
a) Après, comme avant 1918, pas de droit de grève spécifique (cf. article 159 de la Constitution)	489

	Pages
b) Interdiction aux fonctionnaires de se mettre en grève	189
c) La grève dans les entreprises d'utilité publique (décret du 10 novembre 1920)	193
d) Responsabilité des syndicats ouvriers à raison des grèves	194
 TROISIÈME PARTIE. — Les organisations professionnelles ouvrières allemandes. Historique et importance depuis 1918.	
CHAPITRE PREMIER	198
<i>Section I</i> : Les syndicats libres (socialistes)	198
<i>Section II</i> : Les syndicats chrétiens	203
<i>Section III</i> : Les syndicats allemands (Hirsch-Duncker)	218
<i>Section IV</i> : Les syndicalistes et les communistes	222
<i>Section V</i> : Autres groupements	225
 CHAPITRE II	 227
I. — L'essor des syndicats de 1918 à 1923. Ses causes.	227
II. — Événements subséquents. Crise puis reprise. Conclusion	232
 Annexes	 241
I. — Proclamation du Conseil des Commissaires du peuple, au peuple allemand, du 12 novembre 1918	241
II. — Accord du 15 novembre 1918 sur les communautés de travail.	244
 BIBLIOGRAPHIE	 247
Documents périodiques et ouvrages en langue française et en langue allemande	247- 249

SORTI DES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE BARNÉOUD
A LAVAL (FRANCE)

